

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
VALORISATIONS BRÉSILIENNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Jeudi 28 Mai 1914, à 1 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

E. DERODE

Président : M. HITIER, professeur.

*Suffragants : M. FERNAND FAURE, professeur.
 M. PERREAU, professeur*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Anne M^{son} Larose et Forcel

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

LÉON TENIN, Directeur

—
1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
VALORISATIONS BRÉSILIENNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Jeudi 28 Mai 1914, à 1 h. 1/2 de l'après-midi



PAR

E. DERODE

Président : M. HITIER, professeur.

Suffragants { *M. FERNAND FAURE, professeur.*
 { *M. PERREAU, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Anne M^{son} Larose et Forcel

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

LÉON TENIN, Directeur

—
1914

LES VALORISATIONS BRÉSILIENNES

INTRODUCTION

Le marché international de diverses denrées, dont le Brésil est producteur, a été le théâtre, dans ces dernières années, d'interventions audacieuses tendant à fausser le jeu normal de l'offre et de la demande, et à obtenir une élévation artificielle du prix de ces produits.

Ces diverses tentatives, connues sous le nom de « Valorisations », reçurent l'appui ou furent l'œuvre même de différents États de l'Union brésilienne.

Elles ont inauguré un mode nouveau d'intervention de l'État en faveur d'une production nationale. Les efforts de l'État avaient jusqu'ici pour but de protéger le producteur indigène à l'encontre de ses concurrents étrangers. Par l'établissement de droits d'entrée, il lui réservait le marché intérieur, et il le

soutenait au dehors par des primes ou par une politique de réciprocité et de faveurs douanières.

Les valorisations ne visent pas à favoriser la production nationale aux dépens de ses rivales. L'élévation des prix, qu'elle a pour objectif, profitera aussi bien à l'une qu'aux autres. Elle intervient, non dans le conflit entre producteurs, mais dans le débat entre producteurs et consommateurs autour des prix.

Une production est en état de crise : l'équilibre est rompu entre l'offre et la demande au détriment de celle-là, la dépréciation des cours menace le producteur de la ruine, et voue à l'anéantissement une somme souvent énorme de capital et de travail incorporés. C'est alors que se produit l'intervention valorisatrice. Elle vient au secours de l'offre sur le marché international, elle s'y porte acheteur autant qu'il le faut pour rétablir l'équilibre, et maintient, en retenant hors du marché les stocks ainsi acquis, des prix qu'elle estime rémunérateurs pour la production.

Dans la mesure où il participe à la valorisation, l'État n'agit plus dans les limites de sa souveraineté territoriale ni par des tractations d'État à État. Il est descendu sur le champ de bataille commercial, et il n'y peut agir que par les moyens d'un particulier : il s'improvise acheteur, il emmagasine des stocks qui représentent plusieurs centaines de millions, il devient spéculateur, et, dans une opération exorbitante de

son rôle traditionnel, il engage le crédit et la prospérité du pays.

Si l'on envisage les moyens mis en œuvre par les États brésiliens pour relever les prix, le procédé valorisateur lui-même, on constate qu'il est très différent des procédés communément usés jusque-là, dans les diverses entreprises de fixation artificielle de cours sur un marché mondial, qu'elles soient l'œuvre d'un État ou d'initiative privée.

Parmi les premières, nous ne pouvons citer que le Monopole japonais du camphre, qui régit sans conteste le marché du camphre et que, seule, la découverte d'un produit économique de synthèse semble pouvoir menacer (1). On peut y joindre le trust des mines de potasse allemandes, légalement institué par l'Empire en mai 1910, en vue de régler la production et les prix en Allemagne et à l'étranger, à la faveur d'un monopole naturel (2). Les entreprises monopoleuses privées, opérant sur le marché international, sont plus nombreuses et plus importantes; la « Standard Oil Co » est la plus ancienne et la plus typique. Elles semblent d'ailleurs n'avoir profité que rare-

(1) Sur la politique des prix et de sous-enchères du monopole japonais, voir *Deutsches Handelsarchiv* 1911, Japan, p. 104; — 1912 Hong-Kong, p. 469; — 1913, Hong-Kong, p. 101; Japan, p. 618; — 1914 (janvier) Japan.

(2) La crise actuelle de l'industrie allemande de la potasse et l'échec du régime de monopole, sont exposés dans *Finanz und Handels-Revue* 13 janvier 1914, Kaliwünsche.

ment de leur suprématie pour élever facticement les prix (1).

Les valorisations nous apparaissent différentes des unes comme des autres. Celles-ci trouvent toutes leur principal moyen d'action sur le marché dans l'entente des producteurs monopoleurs pour limiter instantanément la production, ou ne pas vendre au-dessous d'un prix déterminé. Elles imposent leur volonté sur le marché par la discipline de l'offre.

Les valorisations, intervenues en pleine crise, lorsque le marché était déjà surchargé, ont dû pour avoir une influence sur les prix, commencer par acheter et retirer de la circulation des stocks considérables, tout l'excédent qui pesait sur les cours. Elles ont dû agir, d'abord, par l'accroissement artificiel de la demande, puis par l'accaparement de stocks. Elles se sont, ainsi, comportées plutôt à la manière d'un *corner*, mais avec cette différence que l'accaparement de stocks, qui constitue le *corner*, ne vise à faire la hausse que pour une période très courte, et même parfois, pour une seule échéance déterminée, tandis que les valorisations, œuvres de longue haleine,

(1) Conf. Chastin, *Trusts et syndicats de producteurs*, Paris, Alcan 1909. Tout récemment les prix du pétrole brut, type pennsylvania, prix qui servent de base pour le commerce du pétrole dans le monde entier, sont montés à la bourse de New-York de 1 dollar 35 cents par baril (198,98 litres) à 2 dollar 50, entre décembre 1911 et décembre 1913. L'accroissement énorme de la demande depuis quelques années suffit à expliquer cette hausse.

doivent, si l'on en croit leurs promoteurs, influencer les cours pendant des années, et permettre de rendre, au marché, progressivement, et sans rabaisser les cours, le stock primitivement retiré.

Différentes des modes d'intervention privés, ou d'État, connus jusqu'ici (1), les valorisations brésiliennes vont elles-mêmes nous offrir entre elles des dissemblances notables. Elles ont eu des origines très diverses. Le rôle de l'État a varié suivant chacune. Elles ont rencontré, des faits et des hommes, des ripostes plus ou moins vives à leur action artificielle, et ont connu des destinées opposées : celles du caout-

(1) Une opération analogue à la valorisation a été tentée depuis 1905 par la Grèce sur le marché restreint du raisin de Corinthe. A la suite d'une crise de mévente, l'État a concédé à une Compagnie privilégiée, le droit de percevoir l'impôt en nature existant sur le raisin sec exporté, et lui a garanti la limitation légale des plantations. Moyennant quoi, la Société s'est engagée à acquérir à un prix fixé d'avance, tout le raisin qui n'aurait pas trouvé acheteur.

Le procédé grec agit, comme la valorisation, par l'accroissement de la demande, par des achats sur le marché. Mais le stock acquis par la valorisation est destiné à être remis en circulation en des temps plus favorables, tandis que le raisin acheté par la Compagnie sur le marché, de même que le raisin provenant de l'impôt d'exportation en nature, est envoyé dans des distilleries, transformé en alcool, pâtes, confitures, etc..., et disparaît définitivement des quantités disponibles.

Grâce à la possibilité d'une industrie de transformation, l'entreprise grecque se trouve immédiatement débarrassée des stocks énormes que supporte la valorisation, et qui donnent à celle-ci son caractère d'opération spéculative à longue échéance. Voir *Revue Écon. Intern.*, avril 1909, et sur la situation actuelle de la Compagnie des raisins de Corinthe, qui dans les cinq dernières années n'a pas distribué de dividende, le rapport du Conseil d'administration paru dans *L'Économiste Français* du 8 février 1913.

On cite encore la « Valorisation » du soufre en Italie, Conf. Brouilhet, *Précis d'économie Politique*, p. 567.

chouc et du cacao ont échoué, celle du café est triomphante. Leur histoire renferme, dans l'échec des unes, comme dans le succès de l'autre, une ample leçon d'économie politique expérimentale, et elles restent comme une étape dans la voie de l'interventionnisme qui, après avoir amené un État à intervenir sur le marché commercial pour relever les prix d'un de ses produits d'exportation, en conduit aujourd'hui un autre à se poser en défenseur de ses valeurs nationales dans les bourses étrangères (1). Leur exemple semble ne pas devoir être perdu. Déjà le succès de la valorisation du café a suscité des imitations. Tout pays producteur qui peut prétendre à un monopole, ou s'estime victime d'une dépréciation injustifiée d'un de ses produits, se trouve naturellement porté à tenter le relèvement des prix et à augmenter ainsi le pouvoir d'échange de son économie nationale dans le monde. Le Mexique, depuis trois ans, a mené à bien la valorisation d'un produit textile, le hennequem, qui tient une place importante dans ses exportations.

Cette forme nouvelle et audacieuse de l'intervention de l'État, en faveur du producteur, a vu le jour

(1) Rappelons l'intervention du ministère des Finances russe à la Bourse de Paris contre les spéculateurs à la baisse sur valeurs russes au printemps 1913, et à la Bourse de Saint-Petersbourg en décembre 1913. Voir dans le *Matin* 6-1-14 le principe de l'intervention boursière posé par M. Davydof, directeur de la Chancellerie impériale de crédit.

aux États-Unis du Brésil, et ceci n'est pas pour nous surprendre. Il n'est pas de pays à notre connaissance, où l'État se soit si étroitement associé au développement et à la prospérité de la production.

Pays neuf d'abord, où il n'existe guère de capital national, les revenus d'état sont prélevés non sur la richesse acquise, mais directement sur l'activité productrice. C'est ainsi que la majeure partie des revenus des États particuliers qui composent l'Union brésilienne, sont fournis par des droits *ad valorem* sur les produits exportés, droits de 9 % sur le café à Saint-Paul, de 14 % sur le cacao à Bahia, de plus de 20 % sur le caoutchouc en Amazonie. Pays de monoculture ensuite, ce n'est dans bien des cas, qu'une denrée par état qui compose à elle seule la majeure partie, si ce n'est la totalité de l'exportation : le café entre en moyenne pour 99 1/2 % et 60 % dans les exportations de Saint-Paul et de Minas Geraes; le caoutchouc, pour 95 % dans celles des États de Para et d'Amazonie; le cacao pour 50 % à Bahia (1). Qu'une crise survienne pour l'une de ces productions, et elle va affecter, de manière aussi ruineuse et immédiate, le budget de l'État que ceux des planteurs. Si la crise se prolonge, l'État va, comme les planteurs, être réduit aux pires extrémités, et prêt à engager tout son crédit dans une opération qui lui

(1) Le maté pour 90 %, au Parana. Conf. Brazilian Yearbook.

laisse quelque chance de résoudre la crise, et de soutenir ses finances. La monoculture devait mener à la valorisation.

Le Brésil est d'ailleurs coutumier de toutes les formes d'intervention économique (1). Pays latin, où l'État-Providence est invoqué et mis à contribution à tout propos, il a en même temps acquis, au contact des hommes d'affaires anglais et nord-américains qui ont aidé à sa mise en valeur, des habitudes d'audace et de largeur en affaires qu'il transporte dans l'interventionnisme d'État : le régime des primes, subventions, et garanties d'intérêts y est, dans l'agriculture comme dans l'industrie, incroyablement étendu. L'État ne recule devant aucune initiative pour le développement du pays et bâtit tout sur l'échelle, non des besoins présents, mais des plus larges prévisions d'avenir (2).

Il a engagé son crédit dans la création de chemins de fer, de ports, de compagnies de navigation, de centres de colonisation. Dans sa préoccupation de procurer une abondante main-d'œuvre à ses industries, on l'a vu signer des contrats d'immigra-

(1) Il n'est pas de pays au monde où le protectionnisme agricole et industriel soit poussé aussi loin. Le rapport de M. Jansen Muller au Congrès Brésilien en 1913 sur le « monstrueux tarif douanier du Brésil » est édifiant à cet égard.

(2) En 1894, le Gouvernement décidait d'édifier de toute pièce une capitale nouvelle : le tracé et tout l'appareil d'une cité de plusieurs centaines de mille habitants furent construits d'emblée sur un plateau désert.

tion colossaux : le plus considérable, entre l'Union et la Compagnie Métropolitaine de Rio, stipulait l'introduction d'un million de personnes, il ne put d'ailleurs être exécuté; mais les contrats de 50 à 100.000 immigrants ne sont pas rares.

Ce mélange, au Brésil, d'interventionnisme latin et d'américanisme financier fait comprendre comment les États brésiliens ne reculèrent pas devant la nouveauté et l'ampleur d'opérations comme les valorisations, auxquelles les conduisaient l'excès et les risques de la monoculture.

LIVRE I

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION BRÉSILIENNE LE CHANGE (1)

CHAPITRE UNIQUE

Les crises des diverses productions brésiliennes au début du siècle ont eu, en dehors des causes spéciales

(1) L'unité monétaire brésilienne était primitivement le milreis or. Mais le déficit budgétaire et l'abus des émissions de papier ayant chassé la monnaie d'or, la circulation intérieure ne consista plus bientôt qu'en milreis papier, billets à cours forcé, plus ou moins dépréciés.

L'usage de la cote du change, à Rio, est d'exprimer la valeur du milreis (papier) en monnaie anglaise. Le change « est à 16 », si le milreis vaut 16 pence ou deniers. Le pair légal est à 27 d. Cet usage est l'inverse de celui qui prévaut sur la place de Paris où la cote des changes est établie en évaluant en monnaie nationale, en francs, les diverses unités monétaires étrangères. La terminologie du change brésilien sera donc l'inverse de celle à laquelle nous sommes accoutumés. Il y a hausse du change au Brésil, si le milreis vaut un nombre plus grand de deniers or, s'il y a hausse du milreis. Il y a baisse du change, s'il y a baisse du milreis, si la dépréciation du papier-monnaie se fait plus grande.

Depuis 1906 le change brésilien a été stabilisé aux environs de 15 d. et de 16 d. à partir de 1911. Le milreis vaut donc aujourd'hui à peu près 16 d. ou 1 fr. 67 et le contos de reis (ou mille milreis) 1.677 fr.

L'usage de la cote de Rio est conforme à la tradition, qui fait de la place de Londres le banquier du Brésil comme de toute l'Amérique du Sud. Cette tradition remonte pour les républiques hispano-américaines aux guerres de l'Indépendance, qui reçurent l'appui occulte du ministre libéral Canning contre l'Espagne. Les banques anglaises firent des avances aux révolutionnaires et continuèrent leur soutien aux nouveaux gouvernements. Pour le Brésil, la tradition est plus ancienne encore, l'Angleterre devint le banquier du Brésil comme elle l'avait été du Portugal, lors de l'exode, qu'elle protégea, de la monarchie portugaise fuyant l'Europe devant les armées de Napoléon en 1808.

à chacune d'elles, un facteur commun dans la situation monétaire du pays.

Le marché brésilien fut, jusqu'en 1906, soumis aux conditions d'un change erratique. Le change, qui entre deux pays à circulation d'or traduit le rapport des dettes et créances dans l'étroite limite des gold-points, se trouve dans un pays à circulation de papier monnaie être fonction non seulement de la balance des comptes, mais aussi de la dépréciation de la monnaie nationale, et cela, avec les réactions et exagérations d'un organisme morbide.

Le Brésil avait vécu pendant la plus grande partie du xix^e siècle sous le régime du papier-monnaie inconvertible. La République, proclamée en 1889, trouvait le change au-dessus du pair, à 27 d. 3/16. En 10 ans, la valeur du milreis tombait à 5 d. 5/8 en avril 1898, puis, une politique monétaire énergique la relevait jusqu'à 18 d. 1/16 en 1905. L'histoire monétaire depuis 1880 ne présente dans aucun pays de pareilles perturbations du change, même pas dans les pays victimes de guerres malheureuses, et l'on ne s'étonnera pas de la gravité des conséquences de cette instabilité sur le commerce du pays.

Sur aucune production son influence n'a été aussi manifeste et ne fut aussi néfaste que sur l'industrie du café.

Pendant la période de baisse du change, de 1889 à 1892, les planteurs brésiliens connurent d'abord une

prospérité incroyable. Tandis que le taux moyen annuel du change brésilien, c'est-à-dire la valeur du milreis en or, passait progressivement de 27 d. $\frac{3}{4}$ à 7 d. $\frac{27}{32}$, leurs bénéfices normaux s'accroissaient chaque année de leur gain au change. Pour un franc de marchandises exportées les planteurs de café, comme d'ailleurs tout autre exportateur brésilien, recevaient en papier-monnaie.

en 1889	354 reis;
en 1890	444 reis;
en 1891	645 reis;
en 1892	800 reis;
en 1893	833 reis;
en 1894 et 1895	952 reis;
en 1896	1.052 reis;
en 1897	1.176 reis;
en 1898	1.335 reis.

Pour mieux profiter de cette prime énorme de l'or, les Brésiliens développèrent partout leurs plantations; et, ils y réussirent d'autant plus aisément que le café trouvait au Brésil des conditions d'habitat plus favorables que nulle part ailleurs. Puis, chaque année, ils se hâtaient de réaliser leurs récoltes, quittes à consentir des prix inférieurs en monnaie d'or; mais la dépréciation du café sur les marchés européens, qu'ils provoquaient ainsi, était largement compensée par le bénéfice qu'ils retiraient de revendre plus tard, lorsque le change avait plus encore baissé, les traites en

or qu'ils avaient reçu de leurs acheteurs étrangers.

En conséquence, la production caféière se développait avec une extraordinaire rapidité, atteignant 10.400.000 sacs pour la récolte 1898-1899, tandis que la moyenne des 5 récoltes 1890-1895 avait été de 6.400.000 sacs seulement. Et les jeunes plants, qui ne produisaient pas encore, promettaient dans l'avenir des récoltes formidables.

D'autre part, les prix du café baissaient sur les marchés européens, sous la double influence d'une production sans cesse accrue et du défaut de résistance des vendeurs brésiliens. Les prix moyens de chaque récolte, après s'être tenus pendant quelques années aux environs de 100 francs les 50 kilogs au Havre, tombèrent

à 94 francs pour la récolte		1894-1895;
à 87 francs pour	—	1895-1896;
à 58 francs pour	—	1896-1897;
à 39 francs pour	—	1897-1898.

Insoucieux de cette débâcle des cours à l'extérieur, que leur voilaient leurs bénéfices en monnaie brésilienne, les planteurs continuaient à vivre dans l'illusion d'une interminable prospérité et étendaient toujours leurs plantations. Au cours de 39 francs en 1898, le café leur rapportait plus encore qu'en 1890 au cours exceptionnel de 102 francs, les prix en milreis étaient de 8.550 reis au lieu de 6.650 (les 10 kilos à Santos) (1).

(1) Voir d'Anthouard, *op. cit.*, prix du café, annexe 10.

On voit quelle prospérité tout artificielle la baisse du change (la dépréciation du milreis) pût donner à certaines productions brésiliennes. Après dix ans de ce régime, elles s'étaient développées et se trouvaient établies non plus sur la base des besoins réels de la consommation, mais sur le gain au change. Que le change se relève, et les planteurs vont tout à coup se trouver en face d'une production plus forte et de cours plus dépréciés qu'ils n'en ont jamais connus.

C'est en 1898 que le Président Campos Salles entreprit de relever les finances et le crédit du Brésil. En regard de la prospérité que la baisse du change valait aux exportateurs, il faut envisager les pertes des importateurs, des entreprises étrangères établies au Brésil, l'obstacle opposé à l'introduction de capitaux étrangers et, par là, à la mise en valeur du pays, la dépréciation du milreis les menaçant tous de leur faire perdre chaque année davantage, au moment où ils convertiraient en or leurs profits faits en milreis.

Enfin, et surtout, la banqueroute menaçait l'État qui, ayant une forte dette extérieure en or et des recettes toujours plus dépréciées en papier-monnaie, voyait le déficit se creuser chaque année davantage dans son budget. En avril-mai 1898, il est arrivé à une situation presque désespérée, sur le point de suspendre le paiement de ses coupons, et cet état ne pouvait se prolonger sans entraîner pour le crédit et le commerce brésiliens une perturbation telle que

les producteurs eux-mêmes eussent fini par en souffrir. C'est alors que l'énergie de M. Campos Salles, avec le concours des créanciers de l'État et le soutien des banquiers habituels de l'Union brésilienne, les Rothschild de Londres, permit au Brésil de restaurer ses finances.

Ce résultat fut obtenu par la modification simultanée des deux termes du rapport (1) : la quantité de

(1) La baisse du change de 1889 à 1898, c'est-à-dire suivant la terminologie brésilienne, la dépréciation du milreis avait été déterminée par l'excès des émissions. Le tableau suivant montrera combien

ANNÉE	TAUX moyen du change sur Londres	Circulation inconvertible en contos	BALANCE commerciale
1889	26 7/16	197.156	+ 38.000
1890	22 9/16	298.992	+ 32.000
1891	14 29/32	513.727	+ 62.000
1892	12 1/32	561.215	+ 195.000
1893	11 19/32	631.860	+ 53.000
1894	10 3/32	712.358	— 16.000
1895	9 15/16	678.065	+ 38.000
1896	9 1/16	712.365	— 20.000
1897	7 23/32	780.328	+ 165.000
1898	7 3/16	778.364	+ 78.000

peu les variations de la balance commerciale ont influé sur le change et fera ressortir un parallélisme parfait entre la baisse du milreis et l'augmentation de la circulation inconvertible.

Au lendemain de la Révolution (1889) une folie d'émissions s'est emparée du nouveau gouvernement, les besoins d'argent sont immenses : des troubles à réprimer, les fidèles à pourvoir, des partisans à gagner, toutes les dépenses par quoi s'acquiert la popularité. Les déficits se creusent au budget, le gouvernement pour se procurer des ressources fait émission sur émission, chacune déprécie le papier-monnaie existant et diminue d'autant les recettes de l'État qui perçoit

papier-monnaie fut notablement restreinte, l'afflux d'or fut provoqué, les sorties d'or évitées par tous les moyens.

Le gouvernement brésilien négocia d'abord un arrangement connu sous le nom de *Funding Loan* avec les porteurs de rentes brésiennes, ses créanciers. Il obtenait de suspendre pendant trois ans le paiement en or des intérêts de ses emprunts et de le remplacer par un paiement en titres consolidés dits *funding bonds*. En revanche, il devait retirer de la circulation l'équivalent, en papier-monnaie au change de 18, des funding bonds émis et le détruire. Une loi du 29 juin 1899 créa en outre, en leur affectant des ressources spéciales, un fonds de garantie et un fonds de rachat, dans le but de soutenir la valeur et de diminuer encore le stock de papier-monnaie. Elle retira au gouvernement le droit d'émission.

Le gouvernement se préoccupa ensuite d'alimenter d'or son budget. Un pourcentage sur les droits de douane dû être payé en or, 10 % d'abord, puis la proportion fut portée à 15, 25, 35 et 50 % en 1906. Ces dispositions, qui constituaient une aggravation progressive des droits de douane, eurent aussi pour effet de con-

ses revenus en papier et paie en or les arrérages de sa dette à l'étranger. L'émission engendre le déficit et le déficit engendre l'émission. Pris dans ce double engrenage, le gouvernement émet jusqu'à 778.000 contos de reis de papier-monnaie. En 10 ans, la circulation fiduciaire a augmenté de 368 %, mais en même temps le milreis qui, à la fin de l'Empire, dépassait le pair de 27, est tombé à 7 d., de telle sorte que toute la masse de papier-monnaie circulant en 1898 a, à très peu de chose près, la même valeur au change que les 197.156 contos existant en 1889.

trier la prime à l'importation qui résultait de la hausse du milreis, et d'empêcher que la balance du commerce, devenant défavorable au Brésil, ne se soldât par une sortie d'or. De fait les importations restèrent stationnaires, et les excédents d'exportations, augmentant pendant cette période, contribuèrent encore à augmenter le stock métallique.

Ainsi déchargé de sa Dette pendant trois ans et assuré dans la suite de ressources en or, l'État brésilien cessa de se présenter aux guichets des banques comme acheteur de métal jaune ou de traites, et d'aider à la dépréciation du papier. Voici quels furent, sur la circulation inconvertible et sur le change, les résultats de la politique monétaire du Président Campos Salles.

Année	Change moyen sur Londres	Circulation inconvertible contos	Emprunts d'État L. st.	Exportations en contos
1898	7 3/16	778.364	8.613.000	1.011 767
1899	7 7/16	733.727		954.467
1900	9 1/2	669.631		850.338
1901	11 3/8	680.451	16.619.000	860.826
1902	11 31/32	675.536		735.940
1903	12	674.978	7.860.000	742.632
1904	12 7/32	673.739		776.367
1905	15 59/64	669.492		685.456

Ainsi, en neuf ans, le taux moyen annuel du change fut relevé de 7 3/16 à 15 59/64. Les finances de l'État

sont restaurées. Mais cela va être pour les planteurs de café une période de calamité. Ils connaîtront soudain le revers de leur fabuleuse prospérité. De 1889 à 1898, la baisse du change les avait enrichis; de 1898 à 1903, la hausse du change les ruina. Pendant dix ans ils avaient fondé, planté sans relâche, et la fortune avait souri à toutes leurs entreprises : la prime de l'or rémunérait les plus folles. Mais voici que peu à peu ce gain au change sur lequel tout, depuis dix ans, s'était fondé, va s'évanouissant graduellement. A mesure que le niveau du change remonte, diminuant la prime d'exportation, il atteint l'un après l'autre les entreprises et les met en déficit; il révèle aux planteurs apeurés la baisse effrayante qui s'était produite à l'extérieur sur les prix du café en or, tandis qu'ils vivaient dans le mirage des hauts prix en papier. Le prix moyen du café, de 1890 à 1895 avait été de 97 francs les 50 kilogs au Havre. En 1898, il est de 39 fr. Les prix en milreis avaient été de 12.200 reis en moyenne de 1890 à 1895; en 1898, ils sont encore de 8.550; la hausse du change va les ravalier à 4.250 reis en 1906 (1). On conçoit la gravité

(1) Le dommage causé à la production brésilienne, dans son ensemble, par la hausse du change apparaît clairement si on examine le revenu des exportations brésiennes pendant cette période (café et caoutchouc en constituent à eux seuls les trois quarts). Tandis que, sous l'impulsion de la baisse du milreis, les exportations avaient atteint 1.000.000 de contos-papier en 1898, la hausse du change va progressivement les réduire jusqu'à 685.000 contos en 1905. Et pourtant la valeur de l'exportation, comme il est naturel dans un pays neuf arrivant à son plein développement, avait sensiblement augmenté,

de la crise qui atteignit soudain les planteurs de café.

Mais le jeu même des lois économiques n'apportait-il pas une certaine atténuation au sort des producteurs ? La valeur du milreis évaluée en or augmentant, il semble que son pouvoir d'acquisition devait tendre à s'accroître à l'intérieur du Brésil dans une proportion analogue : le producteur toucherait moins de milreis, mais chaque unité monétaire aurait une plus grande valeur d'achat, les prix de toutes denrées en milreis auraient diminué, et ses frais de production, ses débours seraient restreints, dans la même mesure que ses bénéfices.

Cette logique économique fut au Brésil démentie par les faits. Il est surprenant de voir combien peu les variations du change ont affecté les prix courants en papier, aussi bien aux époques de hausse que de baisse. Seul le prix des marchandises importées de l'étranger, objets de luxe pour la plupart, y furent sensibles. Les produits de l'industrie ou du sol brésilien se payèrent en billets aussi cher après la hausse du milreis qu'avant. « La hausse du change n'a pas encore fait sentir tous ses effets, la vie matérielle est aussi élevée qu'autrefois, les loyers aussi chers », dit un rapport du Consul français à Saint-Paul en 1900 ;

si on l'évalue en or. Mais, en 1898, l'exportateur brésilien de café ou de caoutchouc, pour les traites qu'il tirait sur ses acheteurs étrangers, recevait 32.500 reis par chaque livre sterling tandis qu'en 1906, après la hausse, il ne touche plus que 14.970 reis, soit une moins value de plus de moitié.

et, Saint-Paul, grand marché commercial en relations constantes avec l'étranger, est une des premières places où les réactions du change sur les prix doivent se faire sentir, bien avant qu'elles ne s'étendent au reste du pays.

En 1906, le *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Rio*, confirme encore cette indifférence des prix à la hausse du milreis. Plusieurs années plus tard, en 1911, M. Denis constate « On peut admettre que le papier-monnaie a toujours conservé à peu près la même valeur à l'intérieur » (1).

C'est que les lois économiques sont fondées sur l'hypothèse d'une concurrence presque parfaite, d'une interpénétration, d'une sorte de fluidité économique, qui fait que l'équilibre tend à s'établir sur tous les marchés du monde, comme le niveau de l'eau dans des vases communicants, hypothèse, dont les modernes facilités de communication tendent à faire une réalité, mais inapplicable au pays immense et neuf qu'est le Brésil. Là, sur un territoire seize fois plus grand que la France, quelques centres d'activité sont dispersés et séparés par des étendues encore inhabitées. Difficultés, cherté et lenteur des transports, font de chaque région un marché isolé vivant d'une vie indépendante et qui est amené à se suffire à lui-même pour tous les aliments et objets de première néces-

(1) Denis, *op. cit.*, chapitre IV.

sité. C'est ainsi que dans l'intérieur, chaque hameau est entouré de cultures alimentaires; elles subsistent même dans les régions de cultures riches, au milieu des plantations de café à Saint-Paul et à Bahia parmi les plantations de cacao. La dispersion industrielle est aussi grande que la dispersion agricole, « on trouve de minuscules usines jusque dans de très petites bourgades, qu'on était très loin de se figurer comme des centres industriels, mais dont chacune constitue une zone protégée, où l'usine jouit d'un véritable monopole » (1).

Ainsi la majeure partie de la population brésilienne, exception faite de l'Amazonie, ne vit pas d'importations, c'est à peine si les classes inférieures usent de produits étrangers, les prix s'établissent sur chaque marché indépendamment des marchés voisins, et la hausse ou la baisse locale n'a pas de répercussion au dehors.

On conçoit quelle minime influence les variations du change extérieur peuvent avoir sur ces économies isolées qui constituent le Brésil, d'autant plus qu'il n'y a pas coexistence, dans la circulation, de monnaie d'or et de papier-monnaie, partant point de double évaluation des prix en or et en billets, et point de dépréciation d'une monnaie par comparaison avec l'autre. Le papier monnaie, seul moyen d'échange dans le pays, a gardé, malgré les variations du change

(1) *Ibid.* Denis *op. cit.*

extérieur, à peu près la même valeur d'acquisition (1). Ce fut à l'intérieur une monnaie stable.

Ainsi, les exportateurs brésiliens n'apercevaient les effets de la hausse du change qu'à la colonne recettes, par une diminution constante de leurs revenus en milreis, sans que leurs dépenses fussent réduites dans la même proportion. Pour vérifier ce fait, examinons ce qu'étaient les frais d'exploitation des planteurs de café avant et après la hausse du change; ils consistent pour les trois quarts en main d'œuvre et frais de transport, le machinisme agricole étant encore très peu développé.

Or, les prix de transport n'ont pas varié, ce sont les mêmes tarifs qui restent en vigueur, aussi bien avec le change haut qu'avec le change bas. Quant aux salaires, les chiffres donnés par les enquêtes officielles vont nous montrer qu'ils n'ont pas plus diminué que les prix des denrées de première nécessité avec qui ils sont en étroite relation. D'ailleurs, dans les pays mêmes où les prix ont subi l'effet des variations du change, on a toujours observé que les salaires ne suivaient que de très loin leurs mouvements, surtout, dans le cas de baisse des prix (2).

Pourtant, une grande partie de la main-d'œuvre

(1) L'indifférence des prix aux variations du change extérieur a été observé également dans la Russie de 1869 qui était sous le régime du papier monnaie. A. Allard, *Monnaie, Prix*, Bruxelles, 1885.

(2) Voir Théry, *Crise des changes pour le Portugal*; Valaoritis, *gouverneur de la banque d'Athènes, pour la Grèce*, Athènes, 1902.

des plantations — les immigrés ou colons, — tirait avantage de la hausse du change. Si pour le travailleur brésilien qui ne connaît d'autre monnaie que le papier, la hausse du change passe inaperçue, puisque rien ne lui permet de la mesurer, il n'en est pas de même pour les colons qui ont l'habitude et la superstition de l'or et qui songent à rapporter en Europe leurs économies. Ils échangent, aussitôt qu'ils le peuvent, le papier contre de l'or et profitent ainsi très consciemment de la plus-value de salaire que leur vaut la hausse du milreis. Or, leurs salaires en papier n'ont pas pour cela été diminués : payés suivant l'usage des contrats de fazendas d'après le nombre de pieds de caféiers entretenus et par litre de café cueilli, les colons recevaient en 1895, change moyen 9 15/16, 90.000 reis par 1.000 pieds de caféier et 600 reis par alqueire ou 50 litres de fruit. Ces chiffres résultant d'une enquête faite auprès des municipes par le secrétaire de l'agriculture pour établir la situation favorable des immigrés seraient plutôt supérieurs au salaire réel. En 1907, change moyen 15 1/4, le Ministre fédéral de l'industrie relève pour les salaires correspondants les chiffres de 70 à 100.000 et de 500 à 600 reis. On peut dire que tandis que le change passait de 9 à 15 d., les salaires des colons n'ont pas diminué. Dans le bilan des planteurs, les frais d'exploitation, payés à un taux qui reste fixe, avec un papier qui vaut chaque jour davantage,

absorbent une partie de plus en plus grande du prix de vente de la récolte réglée en or.

Mais, si aucune incidence ne se produit fait dans le cycle de la production, les planteurs n'ont-ils pu faire payer aux consommateurs tout ou partie de leur perte au change, et les prix du café en or n'augmentèrent-ils pas bientôt de manière à compenser pour le planteur la hausse du milreis ?

Il n'en fut rien, non que le Brésil n'eût sur le marché une situation prépondérante, mais parce que la baisse du change avait, ainsi que nous l'avons dit, engendré en même temps la surproduction. Sous l'influence de l'accroissement des récoltes brésiliennes qui avaient doublé entre 1890-1895 et 1900-1905, le stock total du café dans le monde était passé de 2 millions de sacs en 1890 (au 30 juin), à 5 millions de sacs en 1898, 11 millions en 1903 et devait atteindre 16 millions pendant la campagne 1906-1907 — et c'est pendant cette période que le café tomba au cours le plus bas.

Impuissants à relever les prix sur les marchés consommateurs, les planteurs durent subir sans atténuation une réduction de leurs revenus en reis dépassant 100 %. On comprend que la hausse du change ait soulevé les clameurs des planteurs et qu'épuisés par sept ans de lutte contre le change, ils aient réclamé l'intervention et l'aide de l'État.

Nous avons examiné la situation faite aux planteurs de café, mais le relèvement du change atteignait aussi toutes les autres productions brésiliennes exportatrices, et cela, dans la mesure même où chacune s'était plus artificiellement développée pendant la baisse. Des conditions particulières à une production donnée aboutirent parfois à atténuer ou retarder la crise. C'est ainsi que les producteurs de caoutchouc réussirent à contrebalancer en partie la hausse du milreis par l'élévation des prix du caoutchouc en or, grâce à l'accroissement extraordinaire de la demande pendant cette période et au monopole brésilien sur le marché; ils ne furent atteints qu'en 1907, lorsque la réduction des débouchés américains les mit en face d'une production excessive. Mais la nature même de la récolte du caoutchouc, qui est au Brésil une industrie extractive, tend tout naturellement à amener l'arrêt de la production, aux bas prix; il n'y a pas accroissement fatal, comme dans la culture du café, par la venue en rapport des arbres plantés pendant la période de prospérité.

Si la hausse du change, de 1898 à 1906, n'a pas été la cause directe de la crise du caoutchouc, et de celle du cacao que nous examinerons par la suite, on ne saurait en revanche exagérer la part qui incombe, dans leur genèse, au régime du change instable et à l'état d'anarchie où il réduisit la production brésilienne.

Le change brésilien n'a pas eu seulement les variations de longue amplitude que nous avons signalées. Si, pendant dix ans consécutifs, le taux moyen en a été s'abaissant, pour se relever progressivement de 1898 à 1906, chaque année a vu se succéder des mouvements en sens contraire, dont la brusquerie et l'importance doivent nécessairement troubler la vie économique d'un pays. En 1900, le change varia entre 7 d. et 14 d. 1/16, de janvier à juillet. En 1905, il oscilla entre 13 12/32 et 18 1/16. Le rapport du Consul anglais pour 1905 reflète bien l'impression ressentie par le commerce du pays : « Les fluctuations violentes des cours quotidiens en l'absence de toute cause visible sont restées inexplicables, elles ont causé des pertes considérables et ont fait naître la méfiance et l'incertitude ». Des écarts de change de 10 à 25 %, au cours d'une année, étaient le régime habituel du marché ; c'est plus que le profit moyen d'un producteur ou d'un commerçant. Dans ces conditions, les ventes et achats ne sont plus déterminés par le cours des marchandises et les prévisions de l'offre et de la demande, mais par le cours du change et les prévisions sur le change. Les détenteurs de stocks voient leurs marchandises, dans leurs magasins, augmenter ou diminuer de valeur suivant le change, sans jamais savoir ce qu'elles vaudront demain. Calculer un prix de revient sur lequel on puisse fonder une entreprise est une impossibilité.

Lorsque ces conditions ont prévalu longtemps dans un pays, toute l'activité économique en garde l'empreinte; les opérations commerciales ne sont plus que des spéculations, la production est anarchique et à courte vue. Production et commerce dégénèrent en un jeu pur et simple (1).

Anarchie de la production, habitude de spéculation, cherté de l'escompte et du crédit, toutes les conséquences néfastes qu'entraînent l'instabilité, l'insécurité, telle était l'œuvre du change erratique qui livrait les diverses productions et le marché tout entier, sans défense, à la crise même la plus légère.

Ce fut la crise du café, la première en date et la plus grave, parce qu'elle atteignait la production la plus développée, qui mit les Brésiliens en face des désastres causés par l'instabilité monétaire, et les hommes d'État brésiliens furent amenés, en même temps, à étudier les moyens de venir en aide aux planteurs et à envisager l'intervention de l'État pour enrayer la cause même du mal, pour assurer dans l'avenir aux producteurs un régime de change stable.

(1) Les banques spéculaient, elles aussi, sur le change et négligeaient les opérations utiles au commerce. « L'escompte tel qu'il est pratiqué partout n'existe pas au Brésil, les traites acceptées sont gardées en portefeuille par les tireurs ou servent de cautionnement en banque pour 70 ou 80 % de leur valeur, jamais elles ne circulent ». — *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Rio*, décembre 1905. Enfin le taux habituel de l'intérêt sous ce régime était de 12 à 15 %, pour les affaires sûres; on prêtait sur première hypothèque à 12 %.

Ce sont les trois grands États producteurs de café, qui prirent l'initiative de l'établissement d'une caisse de conversion, dans la convention même où ils jetaient les bases de la première valorisation, le *Convenio de Taubaté* « pour valoriser le café et créer une caisse de conversion en vue de fixer la valeur de la monnaie ». (25 février 1906).

A vrai dire, les deux questions étaient inséparables. A quoi en effet eût servi de relever le prix du café à l'extérieur, si la hausse du change continuant faisait perdre au producteur le bénéfice de la hausse des prix. Et, du point de vue des états près de s'engager dans une entreprise aussi colossale, ayant à vendre des millions de sacs de café au-dessus d'un taux minimum qu'ils se sont fixé d'avance, comment admettre qu'ils ne s'assurent pas en même temps d'un change maximum. L'instabilité du change enlevait toute base à leurs prévisions. L'édifice projeté avait déjà quelque chose de fantastique, fallait-il encore le construire sur le sable?

La nécessité de la fixation préalable du change apparaît encore plus impérieuse, si l'on réfléchit au mécanisme de ses variations : non seulement la valorisation court le risque de rencontrer une hausse du change, et de s'en trouver annihilée, mais il apparaît qu'elle doit nécessairement la provoquer. Le taux du change dans sa pratique exprime le rapport entre l'offre d'or et l'offre de papier-monnaie sur le marché

du change. Or, la valorisation, qui veut accroître les prix du café et la valeur de l'exportation brésilienne, doit rendre le Brésil créiteur d'or, et sous cet afflux nouveau, entraîner fatalement la hausse du change. Il faut d'ailleurs noter que dans un pays neuf comme le Brésil, les excédents ou déficits de la balance commerciale ont sur le change une influence plus vive qu'ailleurs, car il n'existe ni réserve métallique, ni capital national pour constituer des régulateurs. Mais qui plus est, aucune valorisation n'est possible sans un capital initial considérable, qu'au Brésil il faut bien demander à l'emprunt. Le Convenio de Taubaté prévoyait un emprunt de 15 millions de livres sterling, et cette masse d'or introduite dans le pays eût relevé le change avant même que la valorisation ait eu le temps d'influencer le prix du café à l'extérieur; le résultat immédiat et certain, eût été de diminuer les bénéfices des planteurs en milreis, en attendant une hausse des prix du café en or, incertaine et différée. La stabilisation du change était la préface indispensable de la valorisation du café.

Cette œuvre dont le Convenio de valorisation de Taubaté avait tracé le plan — arbitrairement — car une convention entre états brésiliens ne pouvait régler une question monétaire réservée à la compétence des pouvoirs fédéraux, fût réalisée par la loi brésilienne du 29 novembre 1906, portant création

d'une *Caisse de conversion* et fixation du change à 15 d. par milreis papier.

La Caisse de conversion s'acquitte de sa mission régulatrice, en émettant à guichet ouvert des billets contre de l'or, au taux fixe de 1 milreis pour 15 d. or. Les billets de la caisse, remboursables à vue, sont de véritables certificats d'or, ayant leur contrepartie exacte dans l'encaisse de la banque, et restent distincts du papier-monnaie inconvertible, qui fait le fond de la circulation. Ils forment entre l'or et le papier-monnaie une circulation convertible, une circulation tampon, si l'on peut dire, qui établit entre eux une commune mesure, un rapport fixe (1).

Contre la hausse du change, la caisse de conversion est un instrument infaillible, et ainsi elle satisfait pleinement au vœu des producteurs et valorisateurs :

(1) Ainsi la caisse de conversion brésilienne parvient à assurer la stabilité du change, sans toucher à la valeur nominale du papier-monnaie existant, et sans même le recevoir dans ses caisses, à la différence de la caisse de conversion argentine, qui, remboursant officiellement à un taux inférieur au taux nominal, le papier-monnaie lui-même, consommait en fait la faillite de l'État à ses engagements.

La différence n'est pas seulement théorique et d'apparence, la loi brésilienne prévoyait que lorsque l'encaisse aurait atteint un certain chiffre, le change pourrait être relevé et laissait ainsi espérer que, palier par palier, le milreis pourrait être ramené à sa valeur nominale de 27 d.

Le change de 15 d. fut adopté, d'abord comme voisin du taux réel pratiqué pendant l'année qui précéda l'ouverture de la caisse, puis comme transaction équitable entre les intérêts de l'État des importateurs et des entreprises étrangères d'une part, tous débiteurs de l'étranger, favorables à la hausse du change qui emportait atténuation de leurs dettes, et les intérêts des producteurs brésiliens d'autre part qui demandaient le retour au change bas qui avait fait leur prospérité.

si le change tend à s'élever au dessus de 15, c'est-à-dire si 15 d. or procurent moins d'un milreis papier en banque, il suffira d'aller déposer cet or à la caisse de conversion pour recevoir un billet d'un milreis ayant force libératoire.

Par contre si le change tombe au-dessous de 15 d., si l'or tend à faire prime, les porteurs de billets auront avantage à se les faire rembourser en or à la caisse, remettront l'or de la caisse en circulation, et la caisse de conversion enrayera la baisse dans la limite de ses réserves métalliques. Une crise prolongée, amenant une fuite d'or générale et un épuisement des stocks de la caisse, pourrait laisser le change sans défense contre la baisse (1).

De fait, de 1906 à 1913, la caisse de conversion a rempli son rôle régulateur aussi efficacement dans les deux sens (2).

Le taux de 15 d. étant sensiblement au-dessous du

(1) Dans la pratique. il y aurait baisse du change bien avant épuisement de l'encaisse, les billets de la caisse continuant à circuler comme des certificats d'or, au taux fixe de 15 d.

(2) Signalons que dans les périodes critiques de 1908 et 1911, le gouvernement ne se contenta pas pour combattre la dépréciation du change, de la contraction du papier-monnaie et de l'afflux d'or qu'opère automatiquement la caisse de conversion. Par l'intermédiaire du Trésor et de la Banque du Brésil, il intervint sur le marché du change, ainsi que le prévoyait du reste l'article 10, § 2 de la loi portant création de la caisse de conversion. En manipulant le marché des lettres de change, en contractant des emprunts à court terme, sur lequel il put tirer lorsque la place de Rio fut à court d'or, en fournissant au commerce par la voie de la Banque du Brésil des devises aux environs de 15 d., il restreignait les sorties de l'encaisse.

change commercial pratiqué lors de la création de la caisse, l'or y afflua immédiatement. Les soldes créditeurs de la balance des comptes en 1906-1907 aidèrent à la remplir, son encaisse or atteignait déjà 6.200.000 livres sterling au 31 décembre 1907.

En 1908, la crise américaine, le resserrement général de l'argent, les campagnes déficitaires du café et du caoutchouc donnent à la caisse de conversion l'occasion de faire ses preuves contre la baisse; la tendance à la baisse se traduit seulement par une diminution de l'encaisse qui n'était plus que de 5.500.000 livres sterling au 31 décembre 1908. Mais le change resta aux environs de 15 d. et les transactions commerciales ne furent pas troublées.

L'année 1909 apporta le plus fort excédent d'exportations que le Brésil ait connu jusque-là, et l'encaisse s'éleva d'un coup à 14 millions de livres sterling, au 31 décembre, pour atteindre 20 millions dans le courant de 1910. Ce chiffre de 20 millions de livres sterling était celui où l'on avait prévu un relèvement possible du change, et le taux de conversion de la caisse fut alors élevé à 16 d. par milreis au lieu de 15 d., mais cette fois la marge d'émission fut portée à 60 millions de livres sterling, ce qui recule très loin tout nouveau relèvement du taux de conversion.

Les premiers mois de l'année 1911 et la crise du caoutchouc menacèrent de nouveau, ainsi que nous le verrons, le change stabilisé. L'encaisse baissa à 16 mil-

lions 800.000 livres sterling fin avril. La prospérité de 1912 ramena l'encaisse au-dessus de 20 millions, elle atteignait 25.780.000 livres sterling fin décembre 1912, et son maximum de 26.725.000 livres sterling le 15 février 1913.

La crise de 1913 l'a réduite, en novembre 1913, à 17.200.000 livres sterling.

En résumé, la caisse de conversion, soutenue par une sage politique des devises, a pendant la période qui nous occupe, de 1906 à 1913, solutionné ce problème d'assurer, dans le change international, à un pays de circulation de papier-monnaie, les avantages d'un pays à circulation d'or, c'est-à-dire de contenir ses écarts de change dans la limite des gold-points.

Elle a ouvert au Brésil, une ère économique nouvelle. Industriels, agriculteurs, possédant une base stable pour leurs transactions, capables de prévisions, ont pu entreprendre une production rationnelle. La stabilité du change tend à refouler le vice de la spéculation, à assainir le marché brésilien, et à mesure que l'expérience la fera paraître plus durable, on peut espérer qu'elle créera dans le monde des affaires des habitudes nouvelles de commerce régulier.

Déjà, les protestations véhémentes, qu'a soulevées la récente proposition de faire une émission de papier-monnaie, montrent l'attachement de la masse à la stabilité monétaire.

Telle est l'œuvre précieuse pour l'avenir du Brésil, si la politique de déficit budgétaire ne vient pas la compromettre (1), qui, la première sortit des infortunes des planteurs de café. Mais, si la fixation du change, ainsi conquise, les garantissait dans l'avenir

(1) La gestion financière du Brésil pendant ces dernières années n'est pas à l'abri des critiques. Tandis que les recettes doubleraient en dix ans, la prodigalité des gouvernements a été telle qu'elle a dépassé l'augmentation des recettes, mis successivement en déficit tous les budgets depuis 1907, et accru la dette publique fédérale de 1 milliard 700 millions de francs en dix ans.

Le gouvernement s'est lancé dans mille entreprises : chemins de fer, ports, colonies, affaires industrielles ; il a développé le régime des subventions et des garanties d'intérêt, fait mille dépenses somptuaires, laissé libre cours à l'hypertrophie bureaucratique.

La crise du caoutchouc et la baisse relative du café en 1913, sont venues, par incidence, restreindre brusquement les revenus de l'État Fédéral et accentuer le déséquilibre budgétaire.

L'échec, sans précédent, sur le marché de Londres, en 1913, de l'emprunt brésilien de 11 millions de livres sterling patronné par les Rothschild donne la mesure du discrédit où sont tombées les finances brésiliennes, et rend périlleux et très onéreux un recours actuel à l'emprunt. Les plus mauvais jours de 1898 semblent être revenus.

En novembre 1913, le trésor est à court d'argent, les recettes des douanes vont diminuant et l'État pour faire face à ses engagements use d'expédients : émission de bons du Trésor, paiement des entrepreneurs avec des titres de la dette publique, vente du plus récent dreadnought brésilien, de même qu'en 1898 deux cuirassés avaient été vendus aux États-Unis en guerre contre l'Espagne. Enfin l'Association des Chambres de Commerce propose une émission de papier-monnaie qui fournirait des ressources au gouvernement, en même temps qu'elle porterait remède à la pénurie de numéraire sur le marché. Ainsi serait anéantie toute l'œuvre, si péniblement achevée, de relèvement et de stabilisation du change.

Déjà la caisse de conversion a perdu un tiers de son encaisse en 10 mois. Des fonds de rachat et de garantie de papier-monnaie la plus grosse partie a disparu, jetée dans l'abîme des déficits budgétaires.

La seule voie ouverte au gouvernement brésilien pour éviter un effondrement de ses finances est celle de la réduction impitoyable des dépenses. Le ministre des Finances, M. Rivadavia Correa, reconnaît qu'il est impossible, dans la situation économique actuelle, d'exiger de nouvelles ressources du pays. Il faut conclure avec le *Jornal do*

contre le retour des dommages qu'ils avaient subis, elle ne portait pas remède à la situation critique où son instabilité les avait réduits. Victimes de la hausse du change, ils demandaient encore à l'intervention de l'État, le relèvement de leurs affaires : la valorisation du café, après la stabilisation du change qui la rendait possible.

Commercio de Rio : « sans l'économie immédiate, héroïque, brutale, il est impossible d'éviter un grand désastre ».

Mais on sait combien une telle résolution est difficile à appliquer. Une légion de fonctionnaires (3.000 sur 15.000 au chemin de fer central), des administrations entières sont marquées de la croix rouge des « Improductifs ». Les abus des contrats publics au détriment de l'État sont dénoncés par la Cour des Comptes. Le pays vivait bien, comme l'écrit le Rapporteur du budget des recettes de 1914, M. Homero Baptista, en pleine folie de grandeur et sous le régime de la dissipation triomphante.

Il serait lamentable qu'étant sorti à son honneur de l'aventureuse valorisation du café, le Brésil vît aujourd'hui compromettre une prospérité, qui semblait assurée, par le désordre de sa politique financière.

LIVRE II

LA VALORISATION DU CAFÉ

TITRE I

CHAPITRE I

Origines.

La valorisation du café, qui a reçu aujourd'hui la consécration du succès, n'a pas toujours été appréciée avec justice dans les controverses de presse ou les discussions parlementaires, ni même dans les débats économiques auxquels elle a donné lieu : on a souvent mal compris comment l'État de Saint-Paul avait été amené à cette résolution. On s'est représenté la valorisation comme le coup de tête irréfléchi, l'expédient désespéré par lequel un pays a essayé d'échapper à la ruine dont le menaçait les bas prix de son produit d'exportation. Quelques-uns ont voulu y voir une manœuvre des planteurs de café, tout puissants chez eux, pour se débarrasser aux dépens de l'État du surplus d'une récolte exceptionnelle. La plupart n'ont considéré que le côté spéculatif de la valorisation et ont fait de l'État de Saint-Paul un pur spéculateur, qui, sans base sérieuse à ses opérations, sans autre moyen d'action que des manipulations de cours et de

stocks, cherchait à influencer le marché vers la hausse, comme un autre l'eût influencé à la baisse.

La valorisation du café par l'État de Saint-Paul, a été le dernier acte de l'intervention de l'État pour maîtriser la crise de surproduction qui sévissait sur le marché du café; l'acte nécessaire et décisif, qui, étant donné que l'État avait déjà pris toutes les mesures pour assurer dans un avenir rapproché l'équilibre de l'offre et de la demande, devait permettre aux planteurs d'attendre ce moment, sans ruine pour eux-mêmes, sans désastre pour le pays. Ce fut une mesure longuement réfléchie, lentement élaborée.

La crise du café et la baisse des cours n'avaient pas d'autre cause que la surproduction. surproduction uniquement brésilienne. notons-le, car le contingent de tous les autres pays producteurs du monde réunis tendait à diminuer. Nous avons vu dans la baisse du change (1) la cause déterminante de ce développement extraordinaire des plantations brésiennes. Mais comment fût-il matériellement possible? C'est ce qui nous reste à expliquer ici.

Point de frein, d'abord, au Brésil à l'extension territoriale des cultures caféières, la terre est libre, ou plutôt la forêt, car les plantations de café se sont développées aux dépens de la forêt incendiée, et nulle terre ne se prête mieux à cette culture que les terres rouges de certains districts brésiliens, et en particu-

(1) Voir sur la terminologie du change au Brésil la note p. 10.

lier de Saint-Paul. Le chemin de fer de pénétration de Saint-Paul, vint précisément ouvrir à l'exploitation des régions d'une merveilleuse fertilité au moment où la baisse du change apportait aux planteurs un bénéfice considérable. Nul climat, ensuite, n'est plus favorable, au caféier que celui du Brésil, avec ses alternances de pluies régulières pendant la période de maturation, et de sécheresse propice à la cueillette.

Possesseurs de terres sans limites et d'un vrai privilège de nature, il suffisait aux planteurs de trouver des capitaux et de la main-d'œuvre, problèmes ardues des pays neufs, il est vrai. Mais les émissions continues de 1889 à 1898, vinrent fournir au Brésil une circulation surabondante de papier-monnaie. Tout ce capital s'offrit à l'activité nationale, et la culture du café en profita plus qu'aucune autre industrie, car, exportant ses produits, elle voyait, au même moment, ses bénéfices multipliés par la prime de l'or.

Enfin, une intervention puissante de l'État vint changer en abondance la pénurie de travailleurs, qui, dans ce pays nouveau, aurait dû ralentir le développement de l'agriculture. Le dernier acte du régime impérial avait été l'abolition de l'esclavage, et les gouvernements républicains, qui se succédèrent depuis 1889, eurent pour principale préoccupation d'introduire de la main-d'œuvre aux frais de l'État,

tant en vue du développement du pays, que pour se concilier les fazendeiros. Leurs efforts, secondés par les gouvernements locaux, ne se bornèrent pas à remplacer la main-d'œuvre servile. En 1887, il existait 107.000 esclaves à Saint-Paul, de 1887 à 1899, 900.000 immigrants, à passage payé, y furent introduits (1).

La politique d'immigration subventionnée se montrait imprévoyante, d'autant plus que, fait imprévu, les ouvriers agricoles devinrent les plus ardents protagonistes de la culture extensive. Le colon, de par son contrat, avait droit, outre son salaire, au bénéfice des cultures de céréales, qu'il pourrait faire entre les plants de caféiers. Ces cultures fournissaient d'abord à son alimentation, puis, le surplus en était vendu très avantageusement sur les marchés de Saint-Paul et des autres villes, si bien que ce fût bientôt le plus gros de son revenu. Mais ces profits étaient d'autant plus grands qu'il disposait de terres neuves, d'une fertilité non diminuée, et où les plants de caféiers tout jeunes ne nuisaient pas aux cultures intercalaires. La préférence des colons pour les plantations nouvelles devint telle qu'avec un salaire moindre, ou même à forfait, sans autre rémunération que les récoltes de maïs ou de haricots qu'ils feraient en l'espace de cinq ans, ils se chargeaient de défricher une pièce de terre et de la planter. Les Brésiliens étendaient ainsi sans cesse leurs cultures pour

(1) P. Denis, *op. cit.*, pp. 179 et suivantes.

ne pas perdre leurs ouvriers. Il y avait déjà quatre ans que la crise sévissait, et les plantations s'accroissaient toujours : en 1902, Saint-Paul comptait 530 millions de pieds de caféiers, de plus de quatre ans, et 135 millions de moins de quatre ans, c'est-à-dire plantés depuis le début de la crise.

Sans frein pour les arrêter, les Brésiliens se laissèrent aller à la folie des plantations. Les statistiques de 1890 à 1902 en montreront les conséquences sur la production : l'accroissement des stocks et l'avisement des prix.

CAMPAGNES Juillet à Juin	PRIX en francs cours du Hâvre	STOCKS au 30 Juin	PRIX en réis à Santos
	par 50 kil.	milliers de sacs	par 10 kil.
1890-1891 à 1894-1895 (moyennes)	97	3.060	12.200
1895-1896	87	2.489	14.200
1896-1897	58	3.977	10.700
1897-1898	39	5.445	8.550
1898-1899	36	6.176	7.300
1899-1900	39	5.729	7.800
1900-1901	42 1/2	6.334	4.650
1901-1902	38	11.305	4.200
1902-1903	34	11.873	4.900

Quand la hausse du change vint dessiller les yeux des planteurs, ils se trouvent en face d'une situation dont ils ne sont plus maîtres. La courbe des récoltes monte sans cesse du fait des plantations entreprises pendant la période de spéculation, celle des prix

descend. De tous côtés, les plaintes s'élèvent, on demande, on exige le secours du Gouvernement (1).

Le premier acte d'intervention du Gouvernement de Saint-Paul, pour enrayer la crise, fût une loi de limitation des plantations, votée à la fin de 1902. Elle fut provoquée par la récolte exceptionnelle de 1901-1902 qui révéla jusqu'où allait l'excès de la surproduction, portant d'un coup les stocks de 6 millions à 11 millions de sacs, et abaissant les prix à 38 francs. La loi de 1902 frappait d'un impôt de 2.000 reis par alqueire pauliste (24.400 mètres carrés) les nouvelles plantations. Au cours où le café était tombé, cet impôt était prohibitif et ne permettait, dans l'avenir, une nouvelle extension des plantations, que si des cours très élevés, indicateurs de l'épuisement des stocks, la rendaient, en même temps, opportune; la loi n'était d'ailleurs votée que pour cinq ans et renouvelable par périodes de cinq ans.

(1) Pour apprécier la conduite des hommes d'État brésiliens, il faut se rappeler ce qu'est le café pour le Brésil et pour Saint-Paul. Pour l'État de Saint-Paul, il représente 99 1/2 % de ses exportations, un capital de 4 milliards investi dans les plantations, la source directe ou indirecte des revenus de toute la population, des municipes, et de l'État. Pour l'Union c'est plus de 50 % de ses exportations, l'équilibre de sa balance des comptes et de son change. La crise du café est la crise du Brésil.

Il faut aussi se souvenir que nous sommes dans un pays neuf où l'activité productrice, sans éducation économique, grisée par une prospérité de dix ans, imprévoyante de nature, et ayant contracté sous le régime du change erratique des habitudes de spéculation permanente, ne sait pas se plier aux hauts et bas de la situation commerciale, ni se restreindre dans les temps de crise. Engagés dans cette spéculation qu'était devenue la plantation du café, les planteurs

Cette mesure était très sage. Seule, elle pouvait mettre un frein à l'imprévoyance désastreuse des planteurs. Malheureusement, elle ne pouvait faire sentir son effet que dans un avenir assez lointain; elle n'empêchait pas tous les jeunes arbres plantés au cours des cinq dernières années, de venir tour à tour accroître les récoltes.

De fait, les récoltes 1902-1903 et 1903-1904, bien que notablement inférieures à la cueillette exceptionnelle de 1901-1902, dépassèrent encore la consommation et portèrent les stocks à 11.800.000 et 12.200.000 sacs. C'est de cette époque que datent les premiers plans d'intervention de l'État sur le marché. La campagne 1904-1905, déficitaire, les fit un peu oublier, mais, dès 1905, les perspectives de récoltes pour 1906-1907, montrèrent que la surproduction continuait, et rendirent urgentes de nouvelles mesures d'un effet plus direct. La limitation des plantations, votée à la fin de 1902, ne pouvait endiguer la production qu'après 1907, et le désastre menaçait de se produire auparavant. Toutes sortes de projets furent élaborés. On proposa même de brûler une partie de la récolte, comme le faisait jadis la Compagnie des

trop engagés, allaient jusqu'au bout de leur jeu; quatre ans après les premières atteintes de la crise, ils continuaient à planter, et couraient à un désastre qui emporterait tout. L'État prit conscience de son rôle de tutelle. Il ne pouvait d'ailleurs oublier que sa faute était à l'origine de la crise : l'État fédéral avec sa déplorable politique d'émissions, et l'imprévoyance du Gouvernement de Saint-Paul, qui n'avait pas cessé de seconder la folie des plantations.

Indes pour les épices, afin d'obtenir pour le restant des prix plus élevés. Au milieu de toutes les discussions, se dégagea bientôt l'idée de ce que devait être la valorisation.

Le Gouvernement devait, non pas brûler, procédé barbare, mais retirer du marché l'excédent actuel de la production, et le mettre en réserve, pendant le nombre d'années jugées nécessaires. La réduction des quantités disponibles devait forcément provoquer la hausse. La valorisation ne doit donc être qu'une opération à durée limitée, remède à une situation temporaire : la production est, dans l'avenir, enrayée; la consommation continue, chaque année, à se développer, leur équilibre est assuré au bout de quelques années. La valorisation escompte cette adaptation prochaine, et la réalise artificiellement, dans le présent, afin d'assurer, immédiatement, des prix normaux aux planteurs. La valorisation se combine avec la loi de limitation des plantations pour assurer l'avenir des cultures caféières; elle en est le complément logique et décisif.

Cette opération repose sur plusieurs postulats :

Elle suppose, en premier lieu, que le Brésil est certain de limiter la production, dans le monde, en la limitant chez lui, et, que les prix rémunérateurs, qu'il vise, ne pourront avoir pour effet de stimuler la production étrangère. Les Brésiliens trouvaient cette assurance dans l'examen du passé : depuis 1880 toute

l'augmentation de la production mondiale venait du Brésil, et au Brésil, de Saint-Paul. La production de tous les pays étrangers réunis était restée irrémédiablement stationnaire malgré que les prix du café aient souvent dépassé 100 francs, entre 1890 et 1895. Au Brésil même, la production des États autres que Saint-Paul, après avoir tendu à augmenter vers 1900, était revenue à son chiffre de 1880.

Campagnes du 1 ^{er} Juillet au 30 Juin	Production totale	Saint- Paul (1)	Autres Régions au Brésil	Brésil total.	Autres pays
1880-81 à 1889-90 ..	9.952	1.868	3.760	5.628	4.324
1890-91 à 1894-95 ..	10.733	3.098	3.308	6.406	4.327
1895-96 à 1899-00 ..	13.578	5.127	3.928	9.055	4.523
1900-01 à 1904-05 ..	16.393	8.061	4.339	12.400	3.993
(1) Exportation de Santos. — En milliers de sacs de 60 kilos					

Le Brésil fournissait les trois quarts de la production mondiale, et Saint-Paul, à lui seul, la moitié. Le Brésil et Saint-Paul étaient les maîtres sur le marché du café, et de fait, c'était la récolte de Saint-Paul qui faisait la hausse ou la baisse des prix, pour toutes les provenances, quelle que fut l'abondance ou la disette des récoltes locales.

La valorisation suppose en outre, qu'en face de cette production, actuellement, en excédent, mais, limitée, dans l'avenir, la consommation va continuer à augmenter, d'une façon notable, et reconqué-

rir bientôt l'avance que la production avait prise. Ici encore, les Paulistes se basaient sur l'expérience acquise qui montrait une progression continue et comme fatale de la consommation, atteignant 400.000 sacs par an, en moyenne, pendant les dix dernières années.

Les arguments en faveur de sa suprématie, tirés des statistiques, ne suffirent pas au Gouvernement de Saint-Paul. Dans le courant de l'année 1904, il avait chargé un spécialiste, le Dr Aug. Ramos, d'une enquête sur l'avenir de la production du café dans toute l'Amérique espagnole. Son rapport (publié par le Secrétariat de l'Agriculture en 1906) montre les planteurs frappés par la baisse des prix plus rudement encore partout ailleurs qu'au Brésil, les conditions de la production étant moins favorables. Il concluait qu'« à n'importe quel prix, l'avantage naturel de la production à Saint-Paul était tel que les concurrents du Brésil ne pourraient augmenter leurs exportations d'une manière sensible et que Saint-Paul continuerait à éliminer même les plus favorisés, comme il avait déjà commencé à le faire ».

Le rapport de M. Aug. Ramos fut décisif; grâce à lui, vers la fin de 1905, le Gouvernement de Saint-Paul voyait transformées en certitude les prévisions sur lesquelles il basait une intervention, dont les plaintes du pays tout entier, lui faisait de plus en plus sentir la nécessité.

CHAPITRE II

Exécution du plan de valorisation.

Le Gouvernement Pauliste se préoccupe aussitôt des moyens de réaliser la valorisation. Il engage des négociations avec les autres États brésiliens, producteurs de café, afin que leur action concertée rende la valorisation plus efficace; en même temps il se préoccupe de trouver le capital énorme indispensable à cette opération, et qui était estimé à 15 millions de livres environ (375 millions de francs).

Après avoir essuyé le refus des Rothschild de Londres, banquiers habituels du Gouvernement brésilien, il obtient la souscription d'une Banque allemande sous la condition que l'Union donnerait sa garantie à l'emprunt.

Dans ce but, le Gouvernement de Saint-Paul engage avec le Gouvernement fédéral des négociations qui prennent vite tournure favorable, tant sous la pression des événements que peut-être, grâce à l'approche des élections : la loi de budget fédéral du 30 décembre 1905 autorise le Gouvernement de l'Union à entrer en accord avec les États caféiers pour « provoquer la hausse des prix du café, et en régulariser le commerce ».

Peu après, le Président de Saint-Paul se rencontrait à Taubaté avec les Présidents de deux autres grands États producteurs, ceux de Minas-Geraes et de Rio. Le 25 février 1906, il signait le « convenio de Taubaté ». C'est le manifeste de la valorisation.

Par cette convention, les trois Gouvernements s'engageaient à maintenir, par leur intervention sur le marché, des prix minima au café. Une surtaxe de trois francs par sac de café exporté serait perçue par l'Union, et affectée à la garantie et au paiement des intérêts des sommes empruntées pour l'opération. On prévoyait un emprunt de 15 millions de livres sterling avec garantie de l'Union; son produit devait servir de lest à la Caisse d'émission et de conversion, dont nous avons vu que, destinée à stabiliser le change, elle était une préface nécessaire à la valorisation. Sur ce stock d'or, la Caisse de conversion devait émettre des billets avec lesquels seraient effectués les achats de café. Le Convenio étendait aux États de Rio et de Minas, l'impôt prohibitif sur les nouvelles plantations.

Fort de l'accord conclu, M. Tiribica, Président de Saint-Paul s'adressait à nouveau, le 2 mars, au Président de la République, lui demandant de réunir le Congrès en session extraordinaire pour réaliser le convenio de Taubaté, donner sa garantie à l'emprunt, et créer la Caisse de conversion. Mais, cette fois, les circonstances politiques sont moins favorables, et, la forte récolte, qui s'annonce, décourage.

Le Président Rodrigues Alves refuse de convoquer d'urgence le Congrès. La discussion à la Chambre fédérale eut lieu dans le courant de juillet, et une très vive opposition se fait jour, soutenue par les milieux

financiers de Rio. On accuse les états caféiers d'entraîner l'Union dans une aventure et les critiques s'appuient sur l'autorité de Lord Rothschild qui vient de déclarer publiquement : « personne à Londres ne voudra prêter un penny pour un pareil projet, et il ne faudrait même pas songer à tenter un emprunt dans ce but, en France ou en Allemagne, où il apparaîtrait comme ayant en vue le renchérissement d'une denrée de première nécessité (*Brazilian Review*, 24 juillet 1906) ».

Le Congrès fédéral approuve le Convenio, mais réserve sa garantie et disjoint le projet de caisse de conversion, qui fut voté séparément un peu plus tard. L'approbation fédérale était ainsi de pure forme, puisqu'elle ne comportait pas les moyens d'agir. Faute de la garantie de l'Union, la Banque allemande retira sa proposition, les Gouvernements de Rio et de Minas, à leur tour, firent défection.

A la fin de juillet 1906, il n'existe plus rien du Convenio de Taubaté. Et, pourtant, abandonné à lui-même, le Gouvernement de Saint-Paul voit son intervention devenue plus nécessaire que jamais. En ce même mois de juillet, se sont faits les premiers arrivages de la récolte 1906-1907, et les nouvelles de l'intérieur annoncent toutes une récolte monstre, comme Saint-Paul n'en a jamais vue, double, triple même dans certains endroits, de celles des dernières années.

Les planteurs, que la signature du Convenio avait remplis d'enthousiasme, voient avec terreur l'Union les abandonner, au moment où une récolte formidable vient se joindre à tous les cafés qu'ils ont mis en stock dans l'espoir de la valorisation. Les cours sur les marchés extérieurs, qui, en avril, étaient encore de 48 francs, tombent à 44 francs. Encore ne tombent-ils pas plus bas grâce à l'attitude décidée que garde le Gouvernement de Saint-Paul. Déjà, à l'intérieur du pays, le Café n'est même plus coté. On ne peut décrire la situation de l'État de Saint-Paul vers le mois d'août 1906, l'afflux du café dans les gares et sur les routes, l'anéantissement de toute transaction, de tout crédit, de toute richesse; les plantations sont sans valeur et n'ont plus acheteur à aucun prix. Dans ce pays de monoculture intégrale, aucune activité accessoire, aucune réserve économique ne peut atténuer la crise. C'est la ruine immédiate, si on laisse aller les choses, et beaucoup disent qu'elle est inévitable; la situation ne relève plus du médecin, mais du chirurgien.

Dans cette extrémité, le Gouvernement de Saint-Paul va faire preuve d'un esprit de décision remarquable. Il va poursuivre, seul, le plan qu'il avait mûrement étudié, et il s'attache à montrer que la nouvelle récolte, si forte qu'elle soit, ne change pas les données du problème : le remède est toujours adapté au mal, si le mal est plus grave qu'on ne

l'avait crû. L'équilibre de la production et de la consommation est toujours certain dans l'avenir ; le retrait des stocks doit encore permettre de l'attendre, l'escompter au profit des planteurs, mais le déséquilibre auquel il faut faire face, est plus profond. Les hommes d'état paulistes montrent d'ailleurs que la récolte actuelle ne peut être qu'un fait exceptionnel. L'année 1906-1907 était celle où tous les jeunes arbres plantés avant l'interdiction de 1902 viennent à produire. Précédée d'une faible récolte, qui avait donné plus de force à la végétation, favorisée par des conditions de floraison et de maturation incroyablement propices, la campagne 1906-1907 allait aboutir à une récolte monstre ; mais l'expérience montre qu'après une forte récolte, les caféiers épuisés demandent un repos de trois ou quatre ans pendant lesquels la production diminue. L'excédent de cette année sera donc, en partie, compensé par une réduction des années suivantes (1).

Ainsi, le Gouvernement de Saint-Paul, malgré des difficultés accrues, reste fidèle à son plan de valorisation, mais il ne dispose plus pour le réaliser des moyens considérables que prévoyait le *Convenio*.

(1) Les arguments par lesquels le gouvernement de Saint-Paul chercha à ramener la confiance sur le marché ont fait croire parfois que le but de la valorisation avait été de mettre de côté l'excédent d'une seule forte récolte. Nous avons vu que ce principe de l'intervention valorisatrice avait été adopté bien avant que cette récolte ne se révélât comme exceptionnelle.

Sous l'empire de la nécessité, il va s'efforcer au jour le jour de trouver des ressources financières. Et ceux même, qui admettent que le raisonnement des valorisateurs était exact, que l'intervention de l'État était nécessaire, doivent reconnaître qu'il a été amené à engager l'opération avec des ressources tout à fait disproportionnées, et qu'il y a eu témérité extrême de sa part, sinon dans le plan, au moins dans les moyens d'exécution.

C'est grâce à une avance de un million de livres sterling, consentie par la Disconto Gesellschaft sur des bons du Trésor à échéance du 1^{er} août 1907, que le Gouvernement commence ses achats secrètement, à la fin de juillet 1906.

Le 8 décembre 1906, l'État de Saint-Paul négocie un second emprunt de trois millions de livres sterling avec MM. Schroeder et Cie, de Londres, et la National City Bank de New-York, garanti par la surtaxe de 3 francs par sac qui avait été établie en prévision du Convenio de Taubaté. Sur cet emprunt remboursable en cinq ans, un million de livres sterling était affecté à l'amortissement des avances de la Disconto Gesellschaft.

Pour augmenter ces ressources si minimes, le Gouvernement de Saint-Paul entra en rapport avec un groupe international de grands importateurs de café, qui, à partir de septembre, lui avance 80 % du prix des cafés achetés à condition qu'ils fussent

expédiés, en gage, dans les entrepôts d'Europe et d'Amérique. Ainsi, l'État de Saint-Paul n'a plus à payer que 20 % de ses achats et voit quintupler ses ressources. Dès le mois d'octobre, le Gouvernement de Saint-Paul déclare qu'en raison de l'entente intervenue, il est en mesure de maintenir les prix à un niveau raisonnable, et de garantir qu'en aucun cas ils ne tomberont au-dessous de 4.800 reis pour le type 4 de New-York (1). A la fin de 1906, la valorisation possède déjà plus de 2.569.600 sacs.

Mais, les arrivages grossissent toujours, et maintenant que la valorisation a été engagée, il faut coûte que coûte la poursuivre, sous peine de rendre la situation plus grave que si l'État n'était jamais intervenu. Heureusement, les dispositions du Gouvernement fédéral paraissent plus favorables avec l'arrivée au pouvoir de M. Penna, le nouveau Président de la République. Les démarches de l'État de Saint-Paul sont soutenues non seulement par le « Bloc pauliste » mais aussi par les représentants des autres régions caféières, qui, sans avoir pris leur charge de la valorisation, profitent de ses résultats et pâtiraient de son échec.

Le Président Penna s'adresse aux Rothschild au début de 1907 : ceux-ci se refusent une fois de plus et

(1) La maison Wille qui fut l'agent de la valorisation sur le marché brésilien déclarait en janvier 1907, qu'elle était autorisée à acheter 15.000 sacs de café par jour.

refusent de s'associer à « une aventure spéculative condamnée par le sens commercial et financier du monde ».

Le Gouvernement passe outre, et faute de trouver en dehors les ressources nécessaires, il engage celles dont il peut disposer au Brésil : la Banque du Brésil va prêter 6.000 contos de reis (10.000.000 de francs) à l'État pauliste pour l'achat de cafés à Saint-Paul et à Rio. Cette première forme de l'aide fédéral, dans la valorisation du café, sera aussi celle que nous verrons adoptée pour la valorisation du caoutchouc. Peu à peu, la Banque accroît ses avances qui atteignent 30.000 contos ou 50 millions de francs en avril. Grâce à elles, Saint-Paul continue ses achats, qui, en juin, atteignent 7.850.000 sacs; mais ceux qui ont été faits depuis le 15 janvier, ont été stipulés payables seulement à 2 mois, escomptant les disponibilités d'un prochain emprunt.

De nouvelles ressources devenaient en effet indispensables, les avances de la Banque n'avaient été faites que pour un temps limité. Dès la fin de juin, le Gouvernement fédéral, arguant d'un intérêt vraiment national, obtient des deux Chambres l'autorisation d'un emprunt de 3 millions de livres. La discussion fait ressortir qu'il ne s'agit plus que d'un cinquième de la somme primitivement demandée au Congrès, lors du Convenio de Taubaté. De plus, les avocats de la valorisation, au lieu de se trouver en

face d'une récolte monstre comme en 1906, peuvent faire état de perspectives très réduites pour la récolte en cours, qui à Saint-Paul atteindrait à peine un tiers de la précédente, apportant ainsi une première confirmation aux prévisions des Paulistes. Enfin, ils montrèrent l'œuvre déjà presque entièrement accomplie par l'État pauliste, et qu'il s'agissait maintenant d'en sortir au mieux, dans l'intérêt général.

Ces raisons qui obtinrent du Congrès brésilien le vote de l'emprunt furent sans doute les mêmes qui firent revenir les Rothschild sur leurs précédents refus. Après avoir tout fait pour empêcher l'Union d'engager son crédit dans la valorisation, ils s'inclinèrent devant le fait accompli et les pronostics plus favorables, et se chargèrent de l'emprunt qui fut émis à Londres, le 5 octobre 1907 (1).

De son côté, le Gouvernement de Saint-Paul, en affermant le chemin de fer de la Sorocabana, obtenait de la Banque de Paris et de la Société Générale, une avance de 2 millions de livres sterling, gagée sur les revenus annuels de l'affermage.

A la fin de l'exercice 1907, l'État de Saint-Paul avait entièrement liquidé l'achat de 8.146.123 sacs de café, 328.600 sacs furent encore achetés au début

(1) Il servit d'abord à rembourser les avances de la Banque du Brésil.

de l'année 1908 portant à 8.474.623 sacs le total des achats (1).

Ainsi, avec des ressources incertaines, improvisées au jour le jour, l'État de Saint-Paul est parvenu à constituer un stock bien plus considérable que le Convenio de Taubaté ne le prévoyait avec un emprunt de 15 millions de livres sterling. Ces huit millions et demi de sacs représentent notablement plus que l'excédent (6.670.000 sacs), de la récolte 1906-1907 sur la consommation de l'année. Malgré toutes les oppositions, et une aggravation imprévue de la situation, le Gouvernement de Saint-Paul a mené à bien la première partie de son intervention; il a assuré aux planteurs la vente de leurs récoltes, à des prix qu'ils n'auraient jamais obtenus, s'ils n'avaient trouvé cet acheteur inespéré, et il a débarrassé le marché de l'excédent énorme qui pesait sur les cours.

Consolidation de la valorisation

Le Gouvernement brésilien, tout en affirmant le succès de son opération et son intention arrêtée de ne pas vendre ses stocks au-dessous d'un prix minimum de 50 francs par 50 kilogs, sentait bien qu'il y avait

(1) Cafés effectivement achetés. — Ces chiffres donnés à l'époque par le Gouvernement de Saint-Paul et confirmés par le Rapport consulaire anglais n° 4.454, ne comprennent pas les achats de café, faits à termes et soldés seulement par une différence, qui ont été opérés sur divers marchés afin de stimuler la hausse. Le rapport de M. Egydio de Souza en 1910 donne un total de 10.868.266 sacs achetés, ce qui ferait 2.400.000 sacs acquis à titre purement spéculatif.

une source de faiblesse dans la façon même dont l'opération avait dû être engagée.

Les ressources disparates obtenues au jour le jour à échéances diverses, les marchés onéreux passés avec les consignataires à intérêt de 6 %, plus une commission de consignation de 3 %, laissaient une impression d'édifice fragile et trop lourdement chargé, qu'il importait de faire disparaître.

Il fallait consolider la valorisation, et pour cela lui donner des ressources très larges qui emporteraient l'assurance, aussi bien pour l'État que pour les marchés européens, que les stocks retirés ne seraient remis dans la circulation qu'au jour et aux prix qu'il conviendrait au Gouvernement de Saint-Paul de fixer. Dans ces conditions seulement, les 8.000.000 de sacs seraient véritablement retranchés des quantités disponibles, tandis que la crainte qui prévalait de les y voir retomber à l'improviste, dans une débâcle de toute l'opération, empêchait leur retrait d'agir comme une restriction effective de l'offre.

« Le Gouvernement considère aujourd'hui, disait le 1^{er} juillet 1908 le Ministre des Finances de Saint-Paul, l'équilibre du marché mondial comme rétabli. Il convient donc à présent de consolider en une seule fois, en la rendant stable, cette heureuse situation, et d'adopter un ensemble de mesures qui permettront au Gouvernement de maintenir son stock éloigné du marché, jusqu'à ce que les nécessités de la consom-

mation se fassent sentir et en exigent la vente.»

Ce fut en août 1908 que fût votée à Saint-Paul la loi qui unifie et consolide la valorisation (1).

Le Gouvernement de Saint Paul limitait à 9 millions, 9 et demi, et 10 millions de sacs, l'exportation des campagnes 1908-1909, 1909-1910, 1910-1911 et suivantes, en frappant le surplus d'un droit de 20 %, *ad valorem*, mesure très importante qui double l'effet de la loi interdisant les nouvelles plantations (2), Ainsi, la surproduction imprévoyante des planteurs, cause de toute la crise, est doublement jugulée pour l'avenir. On voit, dans ce dessein nettement poursuivi, combien peu la valorisation mérite le reproche d'être une pure spéculation, agissant sur le marché par les

(1) Voici les trois premiers articles de la loi du 25 août.

Art. 1. — « Le Gouvernement percevra suivant les formes établies par la loi pour les droits déjà en vigueur, un impôt additionnel de 20 % *ad valorem* sur le café exporté de l'État, au delà de 9 millions de sacs pour l'année agricole qui a commencé le 1^{er} juillet 1908, 9 millions et demi pour l'année qui commencera le 1^{er} juillet 1909, et 10 millions pour les années suivantes.

Art. 2. — « La surtaxe établie par l'article 29 de la loi du 29 décembre 1905 est élevée à 5 francs. Cette surtaxe sera appliquée à tout le café sortant de l'État.

Art. 3. — « Le Gouvernement de l'État est autorisé à contracter un emprunt extérieur de 15 millions de livres au maximum, dont le produit sera destiné à compléter les mesures nécessaires à la défense du café, et à faire une conversion en dette consolidée des dettes flottantes ou des opérations de crédit qui ont été faites dans ce même but.

« L'emprunt aura, en dehors des garanties générales, celle du café que l'État a acheté et possède encore, et le produit de la surtaxe établie à l'article précédent.

« Le produit de la vente du café appartenant à l'État sera appliqué à l'amortissement de l'emprunt. »

(2) Renouvelée pour 5 ans fin 1907.

seuls moyens spéculatifs, mais s'attache à prendre pour base une adaptation progressive de l'offre et de la demande.

Le Gouvernement élève à cinq francs, à partir du 25 septembre, la surtaxe d'exportation. La raison en est que le droit actuel de trois francs ne fournirait, sur les quantités indiquées, que 27 millions de francs en 1909, 28 millions et demi et 30 millions en 1910 et 1911, et à cette époque, on évalue les frais annuels de la valorisation, intérêts d'emprunts, commissions, et magasinage, à 40 millions pour le moins.

Enfin, la loi autorise un emprunt de 15 millions de livres sterling, et nous voici revenu au chiffre qu'avait prévu le Convenio de Taubaté. Il doit servir à rembourser toutes les dettes existantes, emprunts, avances des consignataires (1), et réduira, en les unifiant, les frais de la valorisation.

Les banquiers pressentis par Saint-Paul, ont réclamé cette fois, comme en 1906, la garantie fédérale. « L'emprunt, dit le Président de Saint-Paul, en faisant appel au Président de l'Union, s'impose par la nécessité de garantir effectivement au marché que le stock de café ne sera mis en vente que lorsque les nécessités de la consommation et l'état du marché le permettront. Cet emprunt donnera plus de sécurité aux transactions et écartera les appréhensions

(1) L'emprunt fédéral de 3 millions de livres sterling ne fut pas remboursé sur l'emprunt de 15 millions.

qui s'attachent aux opérations à court terme, toujours influencées par les fluctuations des marchés monétaires. Les opérations de crédit à consolider s'élèvent à 12.707.074 livres sterling, savoir : 2.250.000 solde de l'emprunt 1906, et 10.457.074 avances des consignataires sur les cafés warrantés.» Le 24 novembre 1908, par 97 voix contre 20, la Chambre brésilienne autorise le Gouvernement à accorder sa garantie à l'emprunt, la loi sera promulguée le 9 décembre.

L'emprunt, sous forme de Bons du Trésor de Saint-Paul a été pris par un Syndicat international de banquiers, qui ont souscrit : la Société Générale et la Banque de Paris, ensemble pour 5 millions de livres ; la Banque Schroeder, de Londres, pour 5 millions également ; la National City Bank de New-York, pour 2 millions de livres ; Bleichroeder de Berlin, pour 2 millions de livres, et un million de livres par plusieurs banques belges. Le 16 décembre, l'emprunt a été émis sur les diverses places et obtient un succès extraordinaire : à Paris, les souscripteurs de plus de 11 bons, ne reçoivent que 1,80 % de leurs demandes.

Ce succès était d'ailleurs attendu. Outre la garantie de Saint-Paul et celle de l'Union, l'engagement du Trésor pauliste était encore garanti par la surtaxe de cinq francs par sac et par le stock de 6.994.920 sacs de café de la meilleure qualité, restant entre les mains de la valorisation au 31 décembre ; car dans le courant de 1908, l'État avait vendu 1.236.483 sacs dont

une certaine partie ouvertement à des prix supérieurs à 50 francs (1), « pour répondre aux instantes sollicitations du commerce du café à l'étranger et par suite de la diminution sensible du stock mondial visible » (*Rapport Egydio* 1908) ; 243.220 sacs, qui étaient encore au Brésil, ne furent pas affectés à l'emprunt, et furent vendus pour le compte du Gouvernement avant la fin de 1909 (2). Voici quelle était la répartition sur les places étrangères du stock remis aux banquiers de la valorisation (3) :

Le Havre	1.876.644	sacs
New-York	1.747.761	—
Hambourg	1.621.023	—
Anvers	1.075.000	—
Londres	194.500	—
Rotterdam	155.191	—
Brême	109.994	—
Trieste	109.807	—
Marseille	100.000	—
Total.		6.994.920 sacs.

Ainsi, pour la première fois, un État était amené à affecter à la garantie de sa dette publique un nantissement en marchandises.

Toutes les mesures sont prises pour rendre effec-

(1) 305.350 sacs en mai-juin 1908.

(2) Rapport de M. Olavo Egydio de Souza, Secrétaire des finances, pour 1909.

(3) *Report for the year 1908 on the trade of Brazil*, par le secrétaire de la Légation britannique à Rio.

tives les diverses garanties de l'emprunt, et assurer le versement aux intéressés des sommes produites, tant par la surtaxe, que par la vente des stocks progressivement effectuée. Par son contrat avec les banquiers, l'État de Saint-Paul s'engage à leur remettre, à titre de fidéicommissaires des porteurs de bons, les warrants ou autres titres de propriété du stock de cafés, et à verser le produit de la surtaxe aux agents à Santos des contractants de l'emprunt. De plus, l'État de Saint-Paul s'engage vis-à-vis des banquiers, comme il s'y était engagé envers le Gouvernement fédéral à ne faire désormais, directement ou indirectement, aucun achat de café et à n'apporter aucune modification à la surtaxe existante.

En ce qui concerne l'amortissement, et le remboursement des bons, le Gouvernement garantit que, si le produit de la surtaxe et celui des ventes de café, qui y sont affectés, s'élevaient à moins de 45.000.000 de francs dans une année quelconque, le Gouvernement compléterait cette somme et verserait la différence aux banquiers. Tous les bons, qui n'auront pas été remboursés précédemment, seront remboursés au pair par le Gouvernement, le 1^{er} janvier 1919.

Le Gouvernement de Saint-Paul prévoit d'ailleurs que dix ans seront plus qu'il ne lui faut pour atteindre son but et écouler son stock, étant donnés ses calculs sur la production et la consommation, et il se réserve la faculté de rembourser à tout moment la totalité

de l'emprunt moyennant préavis de six mois, afin de libérer la production de toutes les restrictions devenues contractuelles, et de permettre, s'il y a lieu, un nouvel essor des plantations en rapport avec les besoins de la consommation.

Le contrat avec les banquiers prévoit un organisme spécial, chargé de la garde et de la vente du stock, et, qui doit donner à la fois au Gouvernement et aux banquiers toute sûreté pour la sauvegarde de leurs intérêts. Le « Comité de gestion des cafés du Gouvernement de Saint-Paul » est composé de six membres représentants des banquiers et d'un représentant de l'État de Saint-Paul qui a le droit de veto ; la Banque d'Angleterre est désignée comme arbitre, le cas échéant. Le Comité des ventes tint sa première séance le 5 janvier 1909 et établit le programme de son action : « Chaque campagne, le Comité vendra des cafés en quantités modérées, mais ces ventes auront lieu de préférence de janvier à juillet ». Cette disposition vise à ne pas concurrencer le café des planteurs qui arrive sur le marché surtout de juillet à décembre. « Les ventes seront faites à un prix minimum fixé d'avance, il ne sera effectué aucune vente secrète. Les quantités vendues seront toujours de l'importance annoncée, et les prix de vente seront publiés immédiatement sur tous les marchés caféiers ».

Telles sont les bases suivant lesquelles la valorisation va maintenant se développer et s'achever.

CHAPITRE III

Influence de la valorisation sur le marché.

Comment le marché a-t-il réagi à l'intervention valorisatrice? Il faut distinguer deux périodes dans l'histoire de la valorisation. Dans la première, elle intervient activement sur le marché par ses achats. Dans la deuxième, elle n'est plus qu'une liquidation de stocks.

En fin de campagne 1905-1906, en juin, avant que la valorisation n'intervienne, les cours sont à 43 et 45 francs. Le premier effet des achats du Gouvernement, qui sont encore secrets, est de les faire remonter à 50 (1), mais cette hausse est toute passagère, et bientôt, un mouvement continu, lent, irrésistible, les ramène jusqu'à 35, 36 francs en juin 1907. C'est que la récolte en cours, à mesure que son expédition s'avance, se révèle plus abondante que l'on n'aurait jamais pu l'imaginer, inépuisable, fantastique :

En juillet 1906, on escomptait 1.500.000 sacs d'excédent sur les débouchés; en août, 2.500.000. En octobre, alors que la cueillette est presque toujours terminée déjà, les avis de l'intérieur signalent (2) « qu'il reste assez de café sur les arbres pour occuper les travailleurs jusqu'à la fin de l'année ». En décembre,

(1) Voir p. 70, le tableau des cours mensuels de 1906-1907 à 1913-1914.

(2) *Brazilian review*, octobre 1906.

l'afflux du café est tel dans les gares, sur les routes, « qu'il n'est pas de station qui puisse accepter tout le café qui lui est amené; dans certains districts aucune expédition n'a pu être faite jusqu'ici ». Après janvier, alors que les entrées habituellement diminuent, pour s'arrêter bientôt, les arrivages se pressent inlassablement à Santos. En juin, ils continuent encore. Le total de la récolte se chiffre à 15 millions 392.000 sacs pour Santos et 19.626.000 sacs pour tout le Brésil.

Le stock passait en un an, de 9.702.000 à 16 millions 380.000 sacs, le 30 juin 1907, représentant une année entière de consommation d'avance. Sur ces 16.380.000 sacs, le Gouvernement de Santos possédait presque la moitié, soit 7.800.000 : les prix sont tombés à 35 fr., mais, pour montrer jusqu'où la baisse aurait pu aller, si les achats du Gouvernement n'avaient pas réduit les quantités disponibles, il faut se souvenir que quelques années auparavant, le 30 juin 1903 et le 30 juin 1904, un stock de 11.000.000 et de 11.800.000 sacs avait amené des prix de 33 et de 29 fr. 75.

On doit remarquer que les achats du Gouvernement ne paraissent pas avoir emporté tout l'effet qui aurait dû s'attacher à une réduction, aussi importante, des quantités disponibles. Si l'on compare le stock mis à la disposition du commerce, en juin 1907 (soustraction faite du stock valorisé) avec ce qu'il était en juin 1906, on le trouve diminué de 1.200.000

sacs, et, pourtant les prix sont plus bas de quelques francs.

On peut se demander, d'abord, dans quelle mesure le retrait artificiel de stocks, hors du marché, agit comme la restriction effective d'une quantité équivalente. L'artificialisme économique est ici mis en échec. Si la « valorisation » se fonde sur le principe qu'en réalisant l'équilibre quantitatif du marché par des moyens artificiels, elle retrouvera les prix commandés par un équilibre réel, les faits lui ont donné un démenti : le retrait de stocks est un moyen de pression sur le marché, puissant certes, mais notablement inférieur en puissance à la pression d'un retrait réel. Il est évident que le marché ne peut oublier l'existence des stocks mis en réserve, et qui sont destinés à y retomber tôt ou tard.

Il en serait autrement s'il s'agissait d'un accaparement ordinaire : l'accapareur opère sur un terrain artificiellement rétréci, dans le temps et dans l'espace, de telle sorte que les approvisionnements de marchandises, existant sur d'autres places ou à venir dans un laps de temps quelconque, sont comme anéantis et ne peuvent faire contre-poids à la pression de l'accapareur sur le marché déterminé, ou pour l'échéance qu'il a choisis. Sur ce terrain, ainsi limité, la diminution artificielle de l'offre possède un pouvoir sans limite.

Remarquons qu'en tant qu'elle opère sur un

marché déterminé, la valorisation a parfois réussi à relever brusquement les cours. C'est ainsi que les prix du café à Santos, où se faisaient les achats de la valorisation, furent longtemps, pendant la campagne 1906-1907, au-dessus de la parité des places européennes. En mars 1907, la valorisation réussit un véritable « étranglement » du marché de New-York. Les cours montent d'un dollar 1/4 en un mois, mais, en avril, le terrain gagné est déjà reperdu; les cours sur les autres places ont d'ailleurs à peine varié, et à New-York même, les cours des mois autres que le courant ont peu haussé. En mai 1908, une nouvelle tentative a lieu, sur le marché du Havre cette fois, qui élève les cours de 5 francs, reperdus dans la quinzaine.

Ces accaparements, locaux et éphémères, n'ont jamais réussi à provoquer une hausse durable. La valorisation, accaparement à durée de plusieurs années, agissant sur tous les marchés, ne peut espérer son succès de tels essais de coercition qui restent sans lendemain.

Il faut néanmoins reconnaître que l'effet bien-faisant, que l'on était en droit d'attendre du retrait des stocks, a été sensiblement diminué pendant cette période; la raison en est que ce retrait lui-même apparaissait comme précaire. La valorisation avait prévu un emprunt de 15 millions de £ pour retirer 5 ou 6 millions de sacs de la circulation. Or, il lui faut

faire face à une récolte monstre, à une situation beaucoup plus grave, qui rend d'ailleurs son intervention absolument nécessaire, alors qu'on peut soutenir qu'elle ne l'était pas auparavant. Et, elle a dû intervenir avec des ressources dérisoires, obtenues au jour le jour des Banques étrangères à force de sollicitations, sans être jamais sûre du lendemain. Ses ressources restèrent toujours insuffisantes. Si l'opération avait été réalisée en gardant, avec la nouvelle récolte, les proportions indiquées au plan primitif, ce n'est pas 8.000.000, mais 10.000.000 de sacs, au moins, qu'il eût fallu mettre hors du marché. Les places européennes ont été vite conscientes de l'insuffisance et de la fragilité des ressources de la valorisation. Elles ont vécu dans la crainte de voir les stocks de Saint-Paul retomber brusquement sur le marché, et cette crainte a empêché tout mouvement durable de hausse. Les transactions furent limitées à des achats au jour le jour pour couvrir les besoins immédiats de la consommation. Un soupçon de précarité a pesé sur la valorisation, et diminué l'efficacité de son action.

Il n'en sera plus de même dans la deuxième période de la valorisation, après sa consolidation. Elle a, il est vrai, renoncé, par ses engagements envers l'État et les banques, à faire aucun nouvel achat de café, tant que l'emprunt contracté n'aura pas été intégralement remboursé; elle n'est plus sur le marché une puis-

sance militante. Mais elle a dorénavant l'assurance de la durée, des capitaux qui lui garantissent de ne disposer de son stock qu'à son gré; et en livrant au grand jour du marché la liquidation progressive de ce stock, elle rend aux transactions commerciales, à l'activité spéculative, une base sur lesquelles celles-ci vont pouvoir s'exercer, tandis que l'incertitude, où elles étaient perpétuellement tenues des manœuvres de la valorisation active, les avaient jusque là paralysées. Et ce sont des facteurs importants de hausse qu'elle s'était aliénés.

Les prix qui, après avoir baissé un instant, en juin 1907, jusqu'à 35 francs, ont depuis septembre, et pendant douze mois, dépassé 40, allant jusqu'à 45 francs. Ils étaient, en novembre 1908, retombés légèrement au-dessous de 40 francs, la valorisation étant au su de tous à court d'argent. La consolidation va leur faire décrire une courbe presque ininterrompue vers la hausse, atteignant 42, 45, 62 et enfin 80 francs en moyenne, pendant les campagnes 1908-1909, 1909-1910, 1910-1911, 1911-1912. Cette hausse, énorme et dépassant tout ce que les valorisateurs imaginaient, relève de plusieurs facteurs.

Elle correspond d'abord à une amélioration très notable de la situation statistique de l'article et qui réalise pleinement les promesses de la valorisation : les stocks qui s'étaient déjà allégés de 2.000.000 de sacs, repris par la consommation en 1907-1908, con-

tinuent à décroître, et auront perdu 4 autres millions de sacs au 30 juin 1911. La diminution porte surtout sur le stock valorisé, ainsi que le montrera le tableau comparatif des stocks. Le Comité des ventes l'écoule peu à peu à la faveur des déficits annuels de la production. Le stock à la disposition du commerce varie de 1.500.000 sacs à peine pendant toute cette période. La valorisation joue ainsi très heureusement le rôle de régulateur des stocks disponibles :

ANNÉES	STOCK total	STOCK valorisé	STOCK à la dis- position du com- merce	PRIX au 30 juin
	En milliers de sacs de 60 kilos			les 50 k. au Havre
30 juin 1907	16.380	7.875	8.515	35 »
— 1908	14.132	8.169	5.963	40 50
— 1909	12.820	6.812	6.008	41 25
— 1910	13.722	6.305	7.427	46 50
— 1911	11.085	5.105	5.980	68 50
— 1912	11.005	4.401	6.604	86 25
— 1913	10.288	3.142	7.146	62 »

COURS EXTRÊME DU SANTOS DE 1906-1907 A 1913

Santos (courant du mois) au Hâvre par 50 kilos

MOIS	1906-1907	1907-1908	1908-1909	1909-1910	1910-1911	1911-1912	1912-1913
Juillet...	44.25	49.25	42.75	39.50	45.75	48. »	84.50 80. »
Août....	50. »	46.25	39. »	40.25	48.25	53.50	77. » 81. »
Septemb.	45. »	47.25	40.25	42.50	53. »	63.25	80.75 86.75
Octobre..	46.75	44.50	42. »	37.25	58.50	62.75	85.25 89.50
Novemb..	45. »	42.25	39. »	37.25	61.25	67.50	85.50 88.25
Décemb..	43. »	39.50	38.25	42. »	67.25	70.25	86. » 89.25
Janvier..	41. »	36.25	40.50	43. »	73.25	69. »	84.75 81.75
Février..	40. »	37.75	42. »	45.50	69. »	61.75	82.25 72.25
Mars....	41. »	38.25	44. »	45.75	66.50	66.50	75. » 68.75
Avril....	39. »	34.75	45.75	44. »	65.25	61.75	74. » 68.25
Mai.....	35. »	37. »	44.75	43.25	62.75	67. »	71.25 67.75
Juin....	36.25	35. »	43.75	41.25	66.25	68.50	67.25 » »

Mais, cette amélioration commerciale du marché, si grande qu'elle soit, ne légitime pas une hausse de 100 % en trois ans. Le phénomène général de renchérissement des denrées entre 1907 et 1912 peut y avoir sa part, sans que celle-ci puisse dépasser 20 %. C'est l'influence de la spéculation qui a été prédominante dans cette hausse.

Nous avons signalé, comme conséquence de la consolidation, une reprise de l'activité spéculative sur le marché. C'est un fait d'expérience, que l'activité spéculative est en moyenne, pour une denrée, un facteur de hausse, et cela s'explique : La spéculation a pour résultat de répartir une même quantité de marchandises entre des mains d'autant plus nombreuses que la spéculation est plus active. Le stock pèse d'autant moins qu'il est supporté par plus de tenants, et cela est utile surtout à un marché, comme celui du café, où il existe des réserves énormes, qui représentent plus de 8 mois de consommation. C'est la spéculation qui les soutient à ses frais, et c'est elle qui fait aux producteurs l'avance de leurs revenus. Le fait même de multiplier les opérations dont est l'objet une même marchandise, tend encore à la hausse : c'est par un processus analogue que la valeur de l'or augmente, lorsque la somme des transactions s'accroît pour un stock d'or resté identique. Notons qu'à mesure que la spéculation se développe, les risques, toutes choses égales d'ailleurs, deviennent

plus grands pour le spéculateur à la baisse que pour le haussier, en ce sens qu'il n'y a pas théoriquement de limite aux prix que peuvent imposer les détenteurs aux vendeurs à découvert « étranglés ».

En dehors du soutien que la spéculation donne aux cours par l'influence propre de son activité, elle s'est trouvée, dans la valorisation, tout particulièrement orientée vers la hausse, par l'attraction de tout le capital déjà engagé, dans ce sens, par l'état de Saint-Paul, et qui saurait défendre ses intérêts. Le marché ne pouvait ignorer la présence, dans le Comité de la valorisation, des plus grandes banques européennes, intéressées à une appréciation du stock de café, qui était leur gage. Un membre du Comité se trouvait être le plus gros spéculateur du marché américain, « le Roi du Café ». Bref, il semble bien que par sa force financière, par ses appuis sur le marché, la valorisation a désormais tourné en sa faveur tous les ressorts de la hausse.

Nous voyons, peu à peu, à mesure que la confiance, s'étend, la hausse se faire, normale d'abord, et justifiée par l'amélioration statistique et financière de l'article, spéculative si l'on veut, mais dans le sens où spéculation signifie prévision; puis, à partir de juillet 1911, se précipiter, engendrée par un jeu effréné, pour atteindre en octobre 1911 et 1912 le palier de 90 francs.

La spéculation vient du Brésil d'abord. Il existe

là une spéculation particulière, œuvre des producteurs et intermédiaires : les ressources financières des planteurs se sont accrues à mesure que les récoltes trouvent de meilleurs prix ; ils sont moins pressés de vendre, et exigent, pour livrer leur café, des prix de plus en plus hauts. Le Consul allemand à Saint-Paul, signale (18 décembre 1911) : « La hausse est en grande partie artificielle : les planteurs et les commissarios ont été, pendant les une ou deux dernières années, tellement fortifiés financièrement, qu'escomptant une nouvelle et plus forte envolée des prix, ils se montrent peu disposés à vendre aux exportateurs ». Et l'on signale que les stocks particuliers, à Santos, vont s'accroissant, renforçant l'effet du stock valorisé pour commander la hausse. Dans les premiers mois de 1911, déjà, un syndicat se formait à Santos qui, sur un stock de 2.100.000 sacs sur la place, en a accaparé un million et demi environ, avec le concours de la « Compagnie intermédiaire des cafés » et ne veut lâcher prise qu'aux plus hauts cours (*Brésil* 5.3.11). En octobre 1911, le stock de Santos s'élève à plus de 3.000.000 de sacs.

En dehors de la retenue spéculative de la marchandise par les producteurs et intermédiaires paulistes, la spéculation proprement dite se fait chaque jour plus ardente ; et chaque succès l'encourage. A Santos, les Brésiliens la pratiquent avec frénésie ; à New-York, les tenants de la valorisation s'engagent à

fond; la contagion gagne tous les marchés. Il est curieux de montrer, par des correspondances écrites au moment où les cours vont atteindre leur record, et issues de Hambourg, qui subit cette hausse (œuvre de New-York, et de Santos surtout, qui dépassent la parité des cours européens), à quel point la hausse du café a été une œuvre spéculative. (Correspondance hebdomadaire de Hambourg à l'*Economist* de Londres, octobre 1911) :

Hambourg, 4 octobre 1911. « Après une pause dans le mouvement de hausse, un nouveau bond a porté lundi les prochains mois à 65 Pf, nouveau record. L'augmentation de 932.000 sacs, dans le stock visible pendant septembre, a amené une hésitation momentanée, car elle se compare défavorablement avec une augmentation de 365.000 sacs seulement en septembre de l'an dernier. Mais, la place de New-York et celle du Havre restèrent fermes, et les haussiers eurent vite reconquis le contrôle du marché. De même que dans les deux semaines précédentes, le vrai stimulant a été d'origine brésilienne, les marchés brésiliens ont été continuellement soutenus. Les offres haussèrent presque quotidiennement jusqu'à vendredi, et les nouvelles télégraphiques sur les récoltes à venir prirent un caractère particulièrement pessimiste... bref, la clique Santos-New-York domine la situation. Les marchés à terme ont porté ici cette semaine, sur 353.000 sacs. Il est intéressant de noter

que pendant les neuf premiers mois de l'année, les marchés à terme, enregistrés ici, furent doubles de ceux de l'an dernier, avec 10.122.000 sacs au lieu de 5.817.000.»

Hambourg 11 octobre. « Nouveau record de prix... de tels prix n'avaient pas été atteints depuis l'année 1896, quand l'approvisionnement visible était d'environ 2 millions 1/2 de sacs contre 12 1/2 aujourd'hui. Mais les comparaisons statistiques de ce genre restent lettre morte. Les câbles de Santos donnent des prévisions déplorables sur la nouvelle récolte et leur envoi journalier est le pivot de l'opération : des grêles ont causé, paraît-il, de grands dommages dans certaines régions, et des pluies continuelles auraient achevé leur œuvre, réduisant à 8.000.000 de sacs les estimations. Le fait est que le marché est « embouteillé » par quelques gros intéressés qui contrôlent les stocks et ont réussi à stimuler la spéculation vers la hausse d'une manière étonnante. Ici, les transactions à terme ont dépassé 500.000 sacs cette semaine... Tout le marché est surexcité et paraît très ferme en ce moment, surtout le marché brésilien, où les prix s'établissent à 9.000 reis pour le type 7 ».

Hambourg 18 octobre. « Les affaires n'ont pas montré un seul indice de fléchissement cette semaine, au contraire. Il y a eu une hausse presque ininterrompue depuis le début d'août qui a amené le « décem-

bre» de 54 3/4 à 71 3/4 Pf; soit une plus-value de 17 Pf ou 31 %. Le pas s'accélère graduellement, et les affaires deviennent plus nombreuses chaque semaine sur les marchés spéculatifs. Les gens qui, autrefois, pesaient soigneusement le pour et le contre, avant de risquer l'achat de 500 sacs, s'engagent aujourd'hui, comme en se jouant, dans des manipulations de 5.000 sacs. Le public a été gagné par la fièvre. Spéculer sur le café est devenu aussi à la mode que spéculer sur le sucre. Il ne sert de rien de signaler que ces manipulations de café sont infiniment plus dangereuses. Tout raisonnement trouve vite cette réfutation : « Est-ce que la hausse n'a pas été continue, persistante, pendant des mois, pendant douze mois ? Est-ce que les gens les plus forts financièrement ne la soutiennent pas ? Le café n'a-t-il pas doublé de valeur en quinze mois ? » Et dans la dernière semaine, les marchés spéculatifs ont atteint, rien qu'ici, 1.000.000 de sacs... Les télégrammes qui arrivent, parlent à qui mieux mieux de pluies désastreuses, de floraisons pitoyables, et réduisent les estimations à 7 ou 7 millions et demi de sacs. Aujourd'hui, le Santos G. A. cote 74 Pf. Et les transactions commerciales se font indubitablement à ces parités. Nous clôturons aujourd'hui, à un nouveau record depuis bien des années. Mais, en dépit de tout cela, les fluctuations violentes de cette semaine avertissent les négociants avisés que l'orage s'amasse ».

Ces correspondances de Hambourg caractérisent bien le côté artificiel de la hausse : des données statistiques qui ne sont pas particulièrement favorables (1); des nouvelles pessimistes sur la récolte, auxquelles, en d'autres temps, leur provenance même empêcherait les milieux commerciaux d'accorder aucun crédit (la récolte fut en fait de 9.900.000 sacs) (2); des transactions à terme qui passent de 353.000 à 500.000 et 1.000.000 de sacs par semaine, atteignant sur la seule place de Hambourg, en huit jours, le dixième de la récolte totale de l'année à Santos, et plus.

Les prévisions du correspondant de *L'Econcmist* ne tardèrent pas à se réaliser; épuisés par le succès même de la valorisation, par les réalisations des haussiers, les cours retombèrent, insensibles aux nouveaux « câbles » sensationnels de Santos, et sensibles à la diminution de la consommation. Mais la spéculation n'a pas quitté le marché. Elle lui laisse seulement un répit, et en 1912, à la même époque qu'en

(1) L'augmentation du « visible », en septembre, signalée par la lettre du 4 octobre, avait été précédée pendant le mois d'août d'une autre augmentation de 583.000 sacs, au lieu d'une légère diminution de l'approvisionnement visible dans le même mois de 1910.

(2) L'association commerciale de Santos a même décidé de boycotter les firmes dont les correspondants publieraient « de faux avis préjudiciables à la situation du marché. » Il en résulte que les correspondants ne se risquent plus à envoyer de mauvaises nouvelles, mais, leur silence est interprété comme la preuve évidente d'une situation défavorable.

1911, au moment où l'activité des ventes de la nouvelle récolte, stimule déjà les cours, on verra un nouveau rush du café à 89,50.

La responsabilité de ce marché, faussé par la spéculation et les nouvelles inexactes, n'incombe pas directement à la valorisation. Le Gouvernement de Saint-Paul s'est défendu d'avoir spéculé sur le marché, pendant cette période, et on n'a pas fait la preuve contraire; mais il n'a rien fait non plus pour empêcher la hausse artificielle. Le Comité des ventes a bien vendu 1.200.000 sacs en 1911 et 700.000 en 1912, et profité des hauts prix pour réaliser de beaux bénéfices, mais ces ventes eurent lieu dans les six premiers mois de l'année, comme le comportait d'ailleurs son programme, et à partir d'août, les spéculateurs à la hausse, parmi lesquels un membre américain du Comité de valorisation, ont pu développer leurs manœuvres en toute sécurité et réaliser par deux fois, en octobre, des prix de 90 francs. Il est vrai que la place de Santos était tellement engagée que le Gouvernement ne pouvait guère se poser en adversaire de tant d'intérêts nationaux. Mais, n'aurait-il pu prévoir et prévenir cette éventualité et, surtout, en empêcher le renouvellement en 1912; il aurait pu déclarer, qu'au-dessus d'un certain taux où la hausse ne peut être que spéculative et suivie de réactions fatales, le Gouvernement se réservait de mettre en vente une quantité supplémentaire de ses stocks.

En fait, le stock de la valorisation n'a pas opéré comme un régulateur des prix, dans la hausse excessive de 1911-1912, et ceci a été regrettable : nous verrons quels ont été les inconvénients multiples de cette hausse : restriction de la consommation, encouragement de nouvelles plantations, conséquences déplorables pour ceux des planteurs qui furent trop ardents à vouloir en profiter. Puis, ces hauts prix furent la cause déterminante des diverses représailles qu'exercèrent les pays étrangers contre la valorisation et qui obligèrent notamment l'État de Saint-Paul à vendre d'un coup les 900.000 sacs de son stock aux États-Unis, dans les premiers jours de 1913.

Ainsi la valorisation aidée par la spéculation avait réussi en 1911 et 1912 à doubler les prix du café; mais les observations que nous avons faites, ne nous permettaient pas de faire dans ces prix de 90 francs le départ exact de ce qui revient à l'amélioration intrinsèque du marché par la valorisation et de ce qui revient à la spéculation. L'année 1913, en éloignant la spéculation du marché, et en laissant les cours aux seules forces de la situation commerciale et statistique, nous permet aujourd'hui une approximation.

La situation statistique était bonne en 1913, meilleure même qu'en 1911-1912, puisque les stocks étaient réduits au 30 juin à 10.288.000 sacs. Et pourtant, les prix vont baisser jusqu'à 58 francs et, du 1^{er} octobre au 31 décembre, ils resteront entre 60

et 70 francs (1). Nous dirons qu'ils ont baissé de toute l'enflure factice que leur avait valu l'excès spéculatif (2).

La spéculation a disparu en 1913, par suite des incertitudes de la politique qui, en se prolongeant, ont amené une crise financière générale. Et les pays, qui, comme le Brésil, avaient profité des années de prospérité pour engager une masse d'affaires basées

(1) Le regain d'activité habituelle en octobre ne put ramener les cours que vers 74 francs, ils sont depuis retombés à 60 francs au 31 décembre, et entre 56 et 60 francs dans les premiers mois de 1914.

(2) Il faut reconnaître que sur le marché du café, et sur plusieurs autres qui se prêtent à la grande spéculation, c'est l'activité spéculative, et par suite, ce sont des circonstances étrangères à l'article : restrictions monétaires, crises politiques, etc..., qui règlent la valeur de la marchandise beaucoup plus que la situation intrinsèque du marché, et cela tend à devenir vrai pour un nombre toujours plus grand de denrées. La spéculation générale, celle des non-commerçants, arrive ainsi à fausser tout à fait les conditions économiques et tend à empêcher toute prévision légitime de la production et du commerce.

Nous trouverons la confirmation de cette remarque dans l'examen des prix et des statistiques d'un certain nombre de produits ayant un marché spéculatif. Durant l'année 1913, pour eux, comme pour le café, à des stocks notablement diminués a répondu le paradoxe de prix en baisse.

APPROVISIONNEMENT	CUIVRE	FONTE
	tonnes	stock anglais
Début 1913	98.100	279.768
Fin 1913	40.100	149.978
PRIX	L. sh. d.	sh. d.
Début 1913	77.1.3	67 8
Fin 1913	65.2.6	50.1
	par tonne. Middlesborough n° 3	par tonne.

sur le crédit, se sont trouvés les plus atteints. L'argent est devenu trop rare et trop cher au Brésil, en 1913, pour permettre aux planteurs de retenir leur récolte. Les stocks de Rio et Santos accusent cette année une forte diminution sur l'année précédente, D'autre part, le découragement de la spéculation a été général sur toutes les places du monde. Elle ne trouve plus les facilités financières nécessaires pour soutenir ses opérations. Les gros spéculateurs en café, particulièrement en Amérique, ont été très sévèrement atteints par la baisse des prix.

Abandonnés par la spéculation, les cours oscillent, pendant les huit derniers mois de 1913, entre 60 et 70 francs. A ce taux, ils marquent encore les progrès profonds réalisés depuis le début de la valorisation. Mais, ce n'est pas à un chiffre et à la seule observation des cours que l'on peut juger du succès d'une opération aussi complexe. Le Gouvernement de Saint-Paul s'était donné pour but d'éviter l'anéantissement de tout le capital national investi dans les plantations, et de réaliser l'adaptation de la production à la consommation. Il devait soutenir les producteurs pendant un pas difficile, en prenant sa part de la surproduction, et les acheminer vers un marché redevenu normal.

La valorisation a-t-elle réalisé ces diverses fins, et dans quelle mesure les faits sont-ils venus justifier les prévisions et les raisonnements sur lesquels elle

avait cru pouvoir se baser? Nous allons étudier successivement l'adaptation de la production à la consommation, dresser le bilan des avantages procurés aux planteurs, et celui de l'État valorisateur. Enfin, il convient de voir quelle répercussion les mesures prises en faveur du producteur ont pu avoir sur les intérêts du consommateur, dresser le bilan de celui-ci et dire quelles furent les réactions des États qui se jugèrent lésés par l'intervention valorisatrice de l'État de Saint-Paul.

TITRE II

LES RÉSULTATS DE LA VALORISATION DU CAFÉ

CHAPITRE IV

L'adaptation de la production à la consommation.

Les hommes d'état de Saint-Paul, en entreprenant la valorisation, se sont tenus pour assurés qu'il était en leur pouvoir d'arrêter toute augmentation de la production du café, dans le monde. Tablant, par ailleurs, sur une certaine augmentation de la consommation, suivant une progression qu'ils avaient vérifiée pendant les années précédentes, ils ont conclu au rétablissement fatal de l'équilibre entre l'offre et la demande.

L'arrêt général de la production, base de ce calcul, supposait hors Saint-Paul, une stagnation naturelle de la culture caféière et à Saint-Paul même, l'efficacité des mesures gouvernementales contre la surproduction.

La production hors du Brésil. — L'enquête du D^r Aug. Ramos avait apporté au Gouvernement pauliste l'assurance que le Brésil dispose d'un véritable monopole naturel, et « que, même au prix de 80 francs, la concurrence étrangère ne pourrait se développer

d'une manière sensible». Et M Denis note, avec raison, qu'on ne saurait exagérer la portée du voyage de M. Ramos, « il fut décisif, et il a été le pivot même de la valorisation » (1).

Certes, cette enquête, par un spécialiste de grande valeur, faite sur place dans les différents pays producteurs, et dont le rapport est resté l'étude la plus complète sur la culture du café dans l'Amérique espagnole, était une œuvre sérieuse, et, dans ses conclusions, digne de foi. Mais, l'histoire économique nous a montré des cas de développement prodigieux de certaines cultures, bouleversant en quelques années des suprématies incontestées. Dans le cours de cette étude, nous verrons le fait se produire, et de manière foudroyante, dans les productions du caoutchouc et du cacao. Les progrès de l'agriculture, en sélectionnant les plants, et en permettant de choisir ceux qui s'adaptent le mieux à chaque climat, ont mis en faillite bien des privilèges naturels.

Non seulement ces bouleversements sont possibles, mais une valorisation peut encore les provoquer. En effet, ce genre d'intervention a cela de particulier, qu'il se donne pour but une élévation des prix qui profite à tous les producteurs du monde, tandis que les charges et les risques incombent au seul pays valorisateur. Ainsi, la production de Saint-Paul a dû

(1) Denis, *op. cit.*, p. 190.

acquitter en plus des droits de sortie de 9 %, un droit spécial de 3 francs par 50 kilogs, porté à 5 francs en 1908, sans parler du droit prohibitif de 20 % lorsque l'exportation dépasse le chiffre fixé, ou du droit de 20 % sur les qualités inférieures, qui remplaça celui-ci. Toutes ces charges n'ont-elles pas compensé amplement le désavantage naturel des autres pays producteurs, et n'ont-ils pas été tentés de mettre à profit la limitation forcée de la production au Brésil?

La réponse des statistiques est toute en faveur des prévisions paulistes.

CAMPAGNES	RÉCOLTE EN MILLIERS DE SACS d'après les exportations		PRIX moyen au Hâvre
	Tous pays sauf le Brésil	Saint-Paul	
1880-81 à 1889-90	4.324	1.868	70
1890-91 à 1894-95	4.327	3.098	97
1895-96 à 1899-00	4.523	5.127	52
1900-01 à 1904-05	3.993	8.061	39 1/2
1905-06	3.948		47
1906-07	3.596		41 1/2
1907-08	3.861	10.121 (moyenne)	41 1/2
1908-09	4.003		42
1909-10	3.801		45
1910-11	3.676		62
1911-12	4.337	8.883 (moyenne)	80
1912-13	4.275		

La statistique indique d'ailleurs que le déclin de la production non brésilienne est bien le résultat de la

concurrence victorieuse et facile de Saint-Paul. Entre 1880 et 1890, la production non brésilienne représente encore le double de celle de Saint-Paul. En 1896, bien qu'elle continue à se développer très légèrement, elle est rattrapée et dépassée par la production de Saint-Paul. A partir de 1897, elle recule; la lutte devient impossible, une inégalité artificielle s'est ajoutée à l'inégalité naturelle, précipitant le déclin : les Brésiliens, par la masse de leurs cafés jetée sur le marché, font baisser les prix de 80-90 francs jusqu'à 30 et 40 francs, ruinant la production étrangère, mais sans en souffrir eux-mêmes; *car, grâce à la baisse du change, ils touchent presque les mêmes revenus en milreis. C'est ainsi que la crise du café, à l'étranger, a précédé de cinq ans celle du Brésil. A partir de 1896, les planteurs non brésiliens renoncent à de nouvelles plantations, et abandonnent même quelques-unes des anciennes. De 1900 à 1910, leur production retombe au-dessous de 4.000.000 de sacs, en moyenne, et tend à décroître suivant les pronostics des valorisateurs.

{ Pourtant, une très légère avance se manifeste pendant ces trois dernières années qui ramène la moyenne au-dessus de 4 millions de sacs. Elle est due à l'appoint des cafés de Java, appoint beaucoup plus important que la légère augmentation visible, car il masque, d'abord, dans la statistique, le déclin profond des plus vieux pays producteurs, des Iles.

Les adversaires de la valorisation menèrent grand bruit de l'entrée en scène de ce nouveau concurrent et firent craindre aux Brésiliens un accroissement subit de la récolte mondiale.

Java, très privilégié de la nature, et dont les plantations de caoutchouc ont fait aux produits brésiliens une concurrence désastreuse, avait entrepris de rivaliser, aussi, avec le Brésil sur le terrain du café, profitant des avantages que promettait la culture d'un nouvel arbuste caféier, le « *Coffea Robusta* » (1), et du bon marché extrême de la main-d'œuvre dans un pays deux fois plus peuplé au kilomètre que la France, et 14 fois plus que Saint-Paul. Produisant très jeune, dès la deuxième ou troisième année, le *coffea robusta* se prêtait admirablement à être cultivé entre les plants d'hévéas caoutchoutiers, procurant des revenus dès la troisième année, tandis que les hévéas ne produisent qu'au bout de six ans, et réduisant l'une par l'autre les frais généraux des deux cultures (2). Le développement des plantations de

(1) Originaire du Congo, le *Coffea Robusta* fut introduit dans les premières années du siècle dans les Indes néerlandaises. Il offre une régularité et une abondance de production très avantageuses. Dans ces dernières années, on a tenté de l'introduire même au Brésil. Voir sur le *Coffea Robusta*, *Jaarboek*, du Département de l'Agriculture de Java, reproduit par Wildeman 1908, et Gallagher, *Coffea Robusta*.

(2) Le *Bulletin du Caoutchouc*, 2 décembre 1911, évaluait à 13 fr. 50 le prix de revient du sac de café dans les plantations de caoutchouc de Java contre 35 francs environ au Brésil, mais cette évaluation laisse sans doute au caoutchouc la plus grosse part des frais généraux de cette double exploitation.

café fut grand et le Dr M. Treub, Secrétaire du département de l'Agriculture à Java, prévoyait que les Indes néerlandaises seraient capables de jeter sur le marché vers 1913-1914, 50.000 tonnes ou 1 million de sacs de café robusta.

L'inquiétude fut assez grande à Saint-Paul pour justifier l'envoi d'une mission à Java en 1913. Ce que nous savons du rapport du chargé de mission (1), qui n'a pas encore été officiellement publié, et des

	1910	1911	1912	1913	1914
Café Robusta : Java .	30.265	156.498	262.552	303.549	Estimation
— — Sumatra	215	2.904	10.808	30.690	
Total	30.480	159.402	273.360	334.239	395.000
Toutes espèces :					
Indes Néerlandaises .	259.833	393.430	625.060	554.446	627.000
		en pikuls de 61 kgs 672			

chiffres d'exportation, pendant les dernières années, indique que, si en effet la production du robusta a fait, à Java, de grands progrès, décuplant en quatre ans, elle tend maintenant à ralentir sa progression,

(1) M. Nayarro Andrade. Les conditions de la production seraient en effet plus économiques à Java, mais le café « Robusta » est inférieur au café de Saint-Paul et trouve sur le marché des prix moindres. En outre les plants de Robusta seraient plus susceptibles à la sécheresse que les plants d'Arabie et aussi plus facilement attaqués par le champignon « Hemilea vastatrix » qui a ravagé, il y a 40 ans, toutes les plantations de café de Ceylan.

alors, qu'elle n'atteint pas encore le vingtième de la récolte de Saint-Paul. Elle trouve aujourd'hui, dans les causes mêmes qui avaient décidé de son extension, des causes d'arrêt. Elle subit le contre-coup de la crise des plantations de caoutchouc, après avoir profité de leur succès. Faute de capitaux, les Sociétés ne font pas de nouvelles plantations d'hévéas, ni partant, de plantations intercalaires de café robusta. D'autre part, dans les plus vieilles plantations, les hévéas adultes ne laissent plus prospérer les caféiers, et l'on a constaté que la proximité du robusta attirait certains parasites nuisibles à l'hévéa.

Ainsi, malgré cette alerte, le monopole naturel du Brésil n'a pas été sérieusement entamé. Mais, ici la valorisation a été servie par son apparente faiblesse. Si l'on avait crû, dès le début, au succès de la valorisation, et, à des prix variant entre 60 et 80 francs, comme pendant ces trois dernières années, la concurrence se fût sans doute développée davantage. Les prix des premières années de la valorisation furent peu encourageants. Même avec les hauts prix, il demeure que la production du café, telle qu'elle est organisée et perfectionnée au Brésil, est dans des conditions économiques supérieures, et qu'une nouvelle baisse du café la laisserait rémunératrice, bien après qu'elle aurait cessé de l'être pour la plupart des autres pays producteurs. Dans ces conditions, on comprend que les capitaux hésitent à

s'engager dans des entreprises de plantations qui demandent des immobilisations importantes et ne rapportent qu'au bout de trois ans, pendant lesquels le marché a pu subir des transformations défavorables.

La Production brésilienne hors Saint-Paul. — Il semble que la concurrence des États brésiliens eut dû être beaucoup plus dangereuse pour Saint-Paul. La culture du café s'y était développée en même temps qu'à Saint-Paul, et y avait aussi profité de la baisse du change : à la veille de la valorisation, les États de Rio, Minas-Geraes, Bahia et Espirito Santo ensemble, produisaient autant que tous les autres pays du monde réunis sauf Saint-Paul. Aussi, le Gouvernement pauliste, dans son plan primitif de valorisation, inscrit au Convenio de Taubaté, avait-il cherché à les associer à son entreprise. Par l'article 6 du Convenio, tous les Gouvernements contractants s'engageaient « à frapper le café de la même surtaxe d'exportation destinée à la valorisation, et à établir chez eux, des impôts suffisamment élevés sur l'augmentation des superficies plantées en café. » Le refus du Gouvernement Fédéral de garantir l'emprunt prévu au Convenio, amena le retrait des États qui se trouvèrent profiter de la valorisation, sans en subir les frais et les risques, et libres de développer leur production comme il leur plairait ; d'où danger pour Saint-Paul. Fin 1906, le Gouvernement pauliste

reprit les négociations avec les États de Rio et Minas pour les amener à coopérer à son entreprise; par un compromis en date du 15 décembre, ils s'engagèrent à lever également sur leur territoire la surtaxe de trois francs, mais celle-ci fut appliquée au budget des états et non aux besoins de la valorisation. Elle ne fut pas élevée à 5 francs en 1908 comme à Saint-Paul (sauf pourtant sur une minime partie de l'exportation de Minas, transitant par Santos, et sur laquelle l'État de Saint-Paul se chargea de prélever un droit compensateur de deux francs). D'autre part, aucune limitation d'exportation, aucune taxe de sortie sur les cafés inférieurs ne fut établie chez eux, de sorte que l'État de Rio, par exemple, écoulait ses cafés dépréciés, sans concurrence, dans tout le district fédéral, tandis que les planteurs de Saint-Paul étaient réduits, pour leurs classements inférieurs, au seul débouché de leur propre territoire.

Pourtant, à la faveur même des hauts prix de ces dernières années et de l'arrêt des plantations à Saint-Paul, on n'a signalé aucun mouvement notable d'extension des cultures. On s'accorde à reconnaître leur déclin assez sensible à Rio (1). A Minas (2), une enquête récente dans la zone caféière, après un calcul très précis de la superficie occupée par

(1) Rapport du Secrétaire général de l'État de Rio, 1910.

(2) Société d'agriculture de Minas, reproduit au *Bulletin d'information du Brésil*, 1913, page 685.

les nouveaux districts caféiers, conclut qu'elle n'est pas supérieure à celle qu'occupaient les plantations abandonnées, et il faut voir, dans ces plantations continuelles, non une extension des cultures, mais une conséquence de la nécessité où se trouvent les fazendeiros de Minas de renouveler sans cesse leurs plants en raison de la nature de leur terre et de la médiocrité de la main-d'œuvre nègre qu'ils emploient. On avait signalé un mouvement actif de plantations dans une région où les cultures caféières n'avaient pas encore pénétré, dans le nord de l'État de Parana, voisin de Saint-Paul, jouissant des mêmes avantages que lui, et où l'absence de la surtaxe de cinq francs et la modicité du droit d'exportation de 4 % au lieu de 9 %, constituent autant de primes d'encouragement. Mais, tandis que la Chambre des Courtiers signalait ces plantations au Ministre fédéral de l'Industrie comme devant produire 1.000.000 de sacs en 1914-1915 (*Brésil* 1.9.12), une enquête faite au début de 1913, indique que l'on n'a pas planté dans la zone indiquée plus de 3 millions et demi de caféiers qui ne pourront guère donner plus de 150 à 300.000 sacs de café en 1914-1915.

Ainsi la culture du café est stationnaire dans les États de Bahia, Minas, Espirito Santo, en déclin à Rio, c'est à peine si elle commence à s'étendre dans l'État de Parana. En voici la confirmation par les statistiques :

CAMPAGNES	ÉTATS de Rio (1) et de Minas	ÉTATS de Bahia et Espirito Santo
1881 à 1889-90	3.605	155
1890-91 à 1899-00	3.113	505
1900-01 à 1904-05	3.760	579
1905-06 à 1909-10	3.384	549
1910-11	2.438	300
1911-12	2.484	581
1912-13	2.906	640
1913-14	3.000	615
1914-15 (estimation Duuring et Zoon).	3.000	575

La limitation de la production à Saint-Paul. — Examinons maintenant la production à Saint-Paul et l'effet des mesures restrictives prises par le Gouvernement.

C'est ici que les adversaires de la valorisation restaient le plus sceptiques; ceux-là mêmes qui reconnaissaient à Saint-Paul un monopole naturel, mais qui avaient connu la fièvre des plantations et sa persistance parmi les plus mauvaises années, étaient persuadés que les planteurs reprendraient l'extension de leur culture, dès qu'ils se verraient assurés de l'intervention de l'État. Et, pour qui connaît les relations étroites existant à Saint-Paul, entre les planteurs de café et l'Administration, l'efficacité des

(1) Pour apprécier exactement les chiffres de la statistique, il faut noter qu'une partie des cafés de Minas qui s'exportaient autrefois par Santos s'ajoute dans ces dernières années au total de Rio où ils ne sont pas sujets à une surtaxe.

mesures gouvernementales de limitation restait douteuse. Venons aux faits.

Toute une série de mesures furent prises à Saint-Paul pour limiter la production indigène.

La première date de 1902, et consistait en un impôt sur les nouvelles plantations : on l'a appelée loi prohibitive, mais elle mérite le nom de loi de régularisation, car l'impôt de deux contos par alqueire, prohibitif en effet, aux bas prix, n'eût pas empêché les plantations de s'étendre, si la crainte d'une pénurie prochaine avait ramené le marché vers les hauts prix. Aux termes de cette loi, il était d'ailleurs loisible aux planteurs de remplacer les pieds détruits ou épuisés de leur cafézaës. Cette loi est la base même de toute la valorisation, et elle fut, dans les premières années, strictement appliquée. Le recensement de 1902, antérieur à la loi, avait relevé le chiffre de 665.000.000 de pieds. Le Rapport du Secrétariat de l'Agriculture, en 1907, qui précéda la prorogation de la loi pour une nouvelle période de cinq ans, relève le total de 688.845.000 de pieds, soit une augmentation de 20.000.000 de pieds dont la plupart avaient été plantés, en hâte, pendant la discussion de la loi de 1902. Les bas prix du café et la hausse du change avaient conspiré depuis à l'application de la loi.

Dans l'année 1908, qui précède la consolidation de la valorisation, annonciatrice de meilleur prix, fut appliquée une nouvelle mesure : la limitation annuelle

de l'exportation. Elle avait, à la fois, pour but de décourager les plantations, et de donner aux porteurs de l'emprunt de £ 15.000.000, la garantie que le stock de six millions de sacs qui était leur gage, trouverait, peu à peu, sa place sur le marché. Un impôt de 20 % *ad valorem* devait être perçu sur le café exporté au-delà de 9.000.000 de sacs, pour la campagne 1908-1909, de 9.500.000 sacs pour la campagne 1909-1910 et de 10.000.000 de sacs pour les années suivantes.

De même que la loi de 1902 était une loi de régularisation des plantations, la loi de 1908 était une loi de régularisation de l'exportation, d'adaptation de l'exportation aux débouchés. Elle répartissait automatiquement les excédents d'une récolte sur les années à venir, les planteurs gardant le café par devers eux pour l'envoyer au début de la campagne suivante. Elle évitait qu'une récolte fut dépréciée, parce qu'elle se trouvait, une année, dépasser un peu les besoins.

Puis, elle forçait les planteurs, par l'accumulation des stocks entre leurs mains, à s'apercevoir d'un dépassement de la production, s'il venait à se produire, et, les eût fait hésiter à entreprendre de nouvelles plantations lorsqu'ils possédaient déjà une surcharge de café.

Cette loi fut appliquée, tout à la fin de la campagne 1908-1909, en mars 1909, la récolte totale atteignant 9.353.000 sacs; dès janvier 1910, pour la récolte 1909-1910 qui fut de 11.495.000 sacs. Mais elle ne

joua pas depuis, les récoltes ayant été de 8.110.000, 9.972.000 et 8.585.000 sacs. Le Gouvernement suspendit d'ailleurs son application à la fin de 1910, en raison des faibles récoltes qui s'annonçaient, et afin d'éviter les inconvénients de cette mesure (précipitation des expéditions dès le début de la campagne, suivie d'un arrêt de l'activité économique), pendant des années où ces inconvénients ne devaient pas être compensés par une utilité supérieure.

En 1911, l'État de Saint-Paul prit une dernière mesure : les cours élevés qu'atteignait le café, au-dessus de 70 francs, rendaient légère, même pour les cafés de qualité inférieure, la surtaxe d'exportation de 5 francs par sac, qui, aux bas prix, était presque prohibitive pour ces cafés et obligeait les planteurs à améliorer leurs produits. Aussi l'État de Saint-Paul remplace-t-il la surtaxe fixe par une surtaxe de sortie de 20 % *ad valorem*, pour tous les cafés inférieurs au type N° 7 de New-York. Cette surtaxe reléguait les sortes inférieures dans la consommation indigène et les empêchait de venir concurrencer et déprécier les classements supérieurs sur les marchés d'Europe.

Tout cet ensemble de mesures a eu sur la culture même du café, les résultats les plus favorables. Limitée dans son extension, grevée de charges d'autant plus lourdes que la qualité était moins bonne et moins rémunératrice, elle a réalisé des progrès remarqua-

bles; pour accroître leurs bénéfices avec un nombre de pieds limité, les planteurs ont été amenés à toute une série d'innovations, qui accroissent le rendement à l'arbre, et diminuent les frais; ils ont perfectionné les méthodes de culture, de taille, de cueillette, utilisé les phosphates, employé les machines agricoles. Les planteurs ont porté, également, tous leurs soins à la préparation et au séchage du café, et, dans l'ensemble, la culture caféière pauliste, déjà supérieure à ses concurrents étrangers en 1905, a atteint « une perfection qu'elle n'avait jamais connue » (1).

Notons, encore, que la loi de 1902 a eu pour résultat d'arrêter le déboisement, dû à la fièvre des plantations, et qui était tel, qu'il menaçait Saint-Paul d'une modification de climat désastreuse. Les forêts sont à Saint-Paul l'élément régulateur des pluies et M. Lalière signale que la dénudation du sol a déjà eu certains effets, « les pluies sont moins régulières qu'elles ne l'étaient jadis, et ceci cause de grands préjudices aux plantations de café » (2).

Ainsi, les mesures de limitation des plantations de café, en même temps qu'elles encourageaient les autres cultures, et tendaient à donner une base plus large à la prospérité de l'État (3), ont confirmé le

(1) Rapport de la maison Nortz, du Havre, 1911.

(2) *Le café dans l'État de Saint-Paul*, Paris, 1909.

(3) Les lois limitatives des plantations de café ont été les conditions de la valorisation, mais elles ont leur raison d'être indépendantes et, avec le recul du temps, elles apparaissent comme ayant été oppor-

monopole naturel du café dans les mains des planteurs de Saint-Paul, en les amenant à réduire encore le coût de leur production et en améliorant leur produit.

Nous avons vu, jusqu'ici, les lois de limitation strictement appliquées. En 1910, encore, une enquête donne le chiffre de 680.000.000 de pieds, presque identique au chiffre de 1907. Les statistiques de Saint-Paul confirmeront à travers les hauts et bas des récoltes annuelles, que les lois limitatives ont nettement arrêté l'élan de la production. On y verra aussi que, depuis 1906, aucune très forte récolte, comme il en survenait autrefois à intervalles de quelques années, ne s'est produite, et que la valorisation s'est ainsi trouvée favorisée par des circonstances imprévisibles.

tunes et même nécessaires en elles-mêmes. Dans les huit dernières années, les cultures du riz, du maïs, de la canne à sucre, des fruits, du coton, toutes cultures auxquelles se prêtent le climat et le sol de Saint-Paul, ont pris une place importante dans l'agriculture du pays. Leur importance ne se manifeste pas encore dans les chiffres de l'exportation, où, en 1912, sur 901.000.000 de francs, 896, reviennent encore au café, mais elles ont permis à Saint-Paul de produire lui-même des denrées pour lesquelles il était tributaire de l'étranger, et elles déterminent un accroissement des excédents de la balance commerciale. C'est ainsi que Saint-Paul importait encore de l'Inde, il y a six ans, la majeure partie du riz destiné à sa population, tandis que la culture indigène a maintenant arrêté cette importation et donne même un léger excédent à l'exportation. Il en sera bientôt de même du blé. L'exportation des fruits et surtout des bananes qui n'existait pas, il y a cinq ans, dépasse 2.000.000 de francs. Il n'est pas douteux que dans quelques années, tout en gardant sa situation privilégiée pour le café, ces produits nouveaux deviendront un facteur important de la richesse de Saint-Paul. L'avenir de Saint-Paul est dans cette voie. Toute son économie nationale ne peut dépendre d'une seule denrée, de récolte aussi irrégulière que le café, et dont l'irrégularité a, déjà, causé tant de crises. Mais, c'est une évolution forcément lente; l'intervention du Gouvernement de Saint-Paul a eu le mérite de l'initier.

Campagnes 1906-1907		15.392.000	sacs
— 1907-1908		7.203.000	—
— 1908-1909		9.533.000	—
— 1909-1910		11.495.000	—
— 1910-1911		8.110.000	—
— 1911-1912		9.972.000	—
- 1912-1913		8.585.000	—
— 1913-1914 (estimation)		10.850.000	—
— 1914-1915	—	8.000.000	—

Ces toutes dernières années sont venues donner raison à ceux qui n'avaient pas cru à la stricte application de la loi de limitation. Depuis 1911, nous avons assisté à un regain de la fièvre des plantations. Il a été dû à la hausse des prix au-dessus de 80 francs, et la tolérance du Gouvernement fut motivée par la conviction, publiée dès 1911 (Interview Egydio, *Brésil*, 12.2.1911), que la valorisation était près de son terme et que l'équilibre de l'offre et de la demande était presque rétabli et allait même faire place à un dépassement de la demande. Fin 1911, un rapport du chef de la maison Nortz, du Havre, à la suite d'un voyage au Brésil, évaluait les plantations clandestines à 20.000.000 de pieds. « La fièvre des plantations recommence à sévir, surtout depuis que les planteurs se sont aperçus que quelques privilégiés avaient continué tranquillement à planter, pendant qu'ils jouaient un rôle de dupe. Le Gouvernement ferme les yeux, car les élections approchent ». Le rapport Nortz prévoyait un accroissement de plantations de quelques 100.000.000 de

pieds dans l'année à venir. D'autres estimations allaient plus loin encore.

Un communiqué du Gouvernement de Saint-Paul dément en 1913, dans ces termes, les nouvelles plantations : « La nouvelle de l'existence de 300 millions de nouveaux caféiers, plantés à Sao Paulo, est inexacte. Les nouvelles plantations ne dépassent pas 30 millions. 100 millions de vieux caféiers sont en pleine décadence. L'État est en train de faire de nouvelles statistiques dont le résultat doit démontrer l'existence d'un total de 700 millions de caféiers environ dans tout l'État de Sao Paulo ». Remarquons que ce démenti reconnaît par deux fois l'existence de nouvelles plantations. Il y a donc tolérance reconnue, puisque ces 30 millions de pieds avoués ne figurent pas aux recettes de l'État de Saint-Paul, et n'ont pas payé la surtaxe. Tous les renseignements du Brésil laissent supposer que la tolérance a été beaucoup plus loin. La réduction de la consommation, causée, dans ces dernières années, par les hauts prix et, qui a retardé l'équilibre de la production et de la consommation auquel on paraissait toucher en 1911, fait apparaître, aujourd'hui, cette tolérance comme un peu prématurée. Elle ne pourra, d'ailleurs, avoir d'effet sur la production qu'à partir de 1915-1916, lorsque la liquidation de la valorisation, déjà réalisée au point de vue financier, sera presque achevée par l'écoulement des stocks.

Si nous nous en tenons au résultat acquis jusqu'à présent, nous constatons que la limitation des plantations a opéré très efficacement à Saint-Paul et que, le privilège naturel de ce pays n'ayant pas subi de déchéance pendant cette période, le Gouvernement de Saint-Paul a réussi conformément à ses prévisions, à régler l'offre. Il nous reste à voir ce que fut la demande.

Les débouchés. — Ayant limité la production, c'est de l'accroissement progressif de la demande que les valorisateurs attendaient dans l'avenir le rétablissement de l'équilibre sur le marché, en même temps que la liquidation avantageuse des stocks retenus pendant la crise.

Les Paulistes, se basant sur les statistiques des années précédant la valorisation, avaient pu faire état d'un accroissement moyen annuel de 400.000 sacs au minimum. Partant de là, ils prévoyaient que dès 1912-1913, la consommation annuelle approcherait de 19.000.000 de sacs, dépassant notablement la production. Les Paulistes étaient d'autant plus assurés de leur fait que, après avoir agi sur la production qui dépendait d'eux, ils n'avaient pas renoncé à influencer même la consommation, et ils se proposaient de l'accroître par une propagande active.

C'est un des aspects curieux et très modernes de

la valorisation que la confiance des Paulistes dans la « propagande ». Sous ce titre, ils englobaient la publicité sous toutes ses formes, « réclame, expositions ambulantes, conférences, projections cinématographiques, magasins de vente spéciaux, subventions ». Elle devait (art. 3 du Convenio de Taubaté) « développer la consommation sur les marchés actuels, ouvrir au café de nouveaux débouchés dans les pays qui en consomment peu ou pas, lutter contre les innombrables fraudes et falsifications » et contre les denrées rivales : thé et cacao.

Constatant que la Hollande, la Belgique, les États-Unis, consomment 5 et 6 kilogs de café par tête et par an, les Paulistes espéraient qu'un « service régulier et permanent de propagande » développerait au même degré la consommation dans les pays comme l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, etc., où elle restait jusqu'ici inférieure à un kilog. La marge d'accroissement était large.

La confiance dans la propagande était telle que certains planteurs, ne pouvant se résoudre à voir la production limitée, avaient crû que la propagande suffirait à solutionner la crise. A les entendre, il y avait non crise de surproduction, mais crise de sous-consommation. C'est celle-ci qui était en défaut, et il suffisait de développer l'usage du café. On vit de même en France, lors de la crise viticole, proposer d'étendre une consommation déjà saturée et le Gou-

vernement sommé de distribuer plus généreusement le vin à la troupe.

A Saint-Paul, c'est l'État qui se chargea d'entreprendre la propagande; après l'État spéculateur en café, nous allons voir l'État entrepreneur de publicité, et marchand de café au détail. Le service de propagande du café fût organisé, à grand frais, dans toutes les parties du monde et jusqu'en Extrême-Orient (1). Voici quelques exemples de ces entreprises originales :

En 1907, un contrat fut signé avec deux firmes anglaises pour constituer la « Sao Paulo Coffee Pure Company Limited » destinée à propager l'usage du café en Grande-Bretagne. La Compagnie reçut en cinq ans 1.200.000 francs de subsides.

En 1908, un contrat de 3 ans avec une firme nippon-brésilienne stipulait l'établissement à Tokio, Nagasaki, Kobé, Kioto, Yokohama, et dix autres villes, de 15 magasins pour la vente au détail de café Santos. Le Gouvernement de Saint-Paul devait fournir gratuitement 1.500 sacs de café en 1908, 2.250 en 1909, et 3.750 en 1910, et verser un subside annuel de 45.000 francs.

Pendant les premières années de la valorisation, la consommation augmenta très sensiblement, et les Brésiliens se plurent à voir là, en grande partie, l'heu-

(1) Décret du 29 janvier 1908 « organisant le service de propagande pour l'augmentation de la consommation du café ».

reux résultat de la propagande : les débouchés s'élèvent à 16.300.000 sacs en 1905-1906 à 18.213.000 en 1909-1910 accusant une augmentation moyenne annuelle de 400.000 sacs. Déjà, on approchait des 19.000.000 de sacs prévus seulement pour 1912-1913 et, il semblait même qu'on dût les dépasser. Dès les premiers jours de 1911, le Ministre des Finances de l'État de Saint-Paul proclamait : « La situation actuelle du marché a subi un changement radical : la surproduction n'existe plus ; car, ainsi que l'on peut s'en rendre compte, en consultant les statistiques, la consommation est devenue supérieure à la production. Je pense que d'ici deux ans, la valorisation peut être liquidée d'une façon sensiblement avantageuse pour l'État de Sao-Paulo. » Il est vrai que les prix jusqu'ici étaient restés très bas, à 43 fr. 50 en moyenne.

1910-1911 fut la première année de hausse sensible. Les prix passèrent de 45 à 68 francs avec une moyenne de 62. L'effet sur la consommation fût immédiat. Non seulement la consommation ne s'accrût pas cette année-là, elle ne fût même pas stationnaire et retomba d'un million de sacs. Les Brésiliens surpris, d'abord, de cette restriction, l'expliquèrent par l'utilisation des « stocks invisibles », c'est-à-dire de tout le café que commerçants et détaillants avaient accumulé en magasin pendant les bas prix, et qu'ils mettaient dans la circulation plutôt que de racheter du

café aux prix élevés. « Il est bien évident que l'élévation des prix a dû conseiller à la consommation de se démunir de ses réserves invisibles dans l'espoir de temporiser suffisamment pour retrouver l'occasion favorable d'acheter » (*Brésil*, 7.5.11 et 2.11.11) ». Et le *Bulletin de défense du café*, Paris, 18 juillet 1911 : « la diminution de consommation en 1910, par rapport en 1909 n'est qu'apparente. La consommation a usé ses réserves invisibles qui sont aujourd'hui complètement épuisées. En réalité, la quantité des débouchés a été de plus de 20.000.000 de sacs... »

Les années 1911-1912 et 1912-1913 furent des années de prix plus élevés encore. Les débouchés furent de : 17.454.000 sacs en 1911-1912 et de 17 millions 123.000 sacs l'année suivante, inférieurs d'un million de sacs à ce qu'ils avaient été en 1908-1909 et 1909-1910. Après trois ans de baisse continue, il ne peut plus être question pour la consommation d'avoir « temporisé pour ramener l'offre à baisser ses prétentions » (1) ou d'avoir continué à « puiser dans les réserves invisibles ».

Devant l'insuffisance de ces débouchés, il faut bien reconnaître que la consommation a refusé de suivre la spéculation dans l'élévation des prix, et, que la

(1) Ainsi, pendant les deux mois qui précédèrent les enchères de café de la valorisation (avril 1911) on attribua la réserve de la demande à l'attente de ces enchères. Or, la consommation n'acheta pas un sac. Le stock fut attribué à un acheteur qui avait soumissionné au préalable au prix minimum fixé par le Comité,

hausse a comprimé les débouchés effectifs, dans des limites que personne n'avait prévues. Elle a, en outre, montré surabondamment l'inefficacité de la propagande entreprise par l'État sous forme officielle. Les Paulistes eux-mêmes conviennent de la faillite de l'État en cette matière; et, à partir de 1911, la plupart des contrats de concessions et de subventions vont être dénoncés. Le Dr Pedro de Toledo, ministre fédéral, déclare : « La seule propagande dans laquelle nous ayons foi est celle des faits. Il est temps d'en finir avec la propagande officielle. Elle coûte très cher et ne produit aucun bénéfice en compensation des méfiances et des hostilités qu'elle suscite. » (1) Il eut, sans doute, été plus pratique et moins dispendieux d'encourager la propagande faite dans le champ de la libre et loyale concurrence, sur les marchés de consommation, et entreprise directement par les commerçants et intermédiaires intéressés. Mais, à vrai dire, l'expérience montrait surtout que la meilleure propagande est celle du bon marché, C'est elle qui avait développé la consommation de 1906 à 1909, de même que ce sont les hauts prix qui ont amené son resserrement (2).

Le dommage causé par la hausse est d'autant plus grand, que la place perdue, pendant ces trois ans, dans les débouchés, loin de rester inoccupée, et libre pour

(1) Brésil 19.2.11.

(2) Pour donner un exemple de l'inanité de la « propagande d'État », signalons que la consommation anglaise de café en 1912, est exac-

un prochain regain de consommation lors de la baisse des prix, a été prise par les substituts du café ou ses rivaux, thé et cacao, et il sera plus difficile de regagner le terrain perdu que de conquérir de nouveaux marchés.

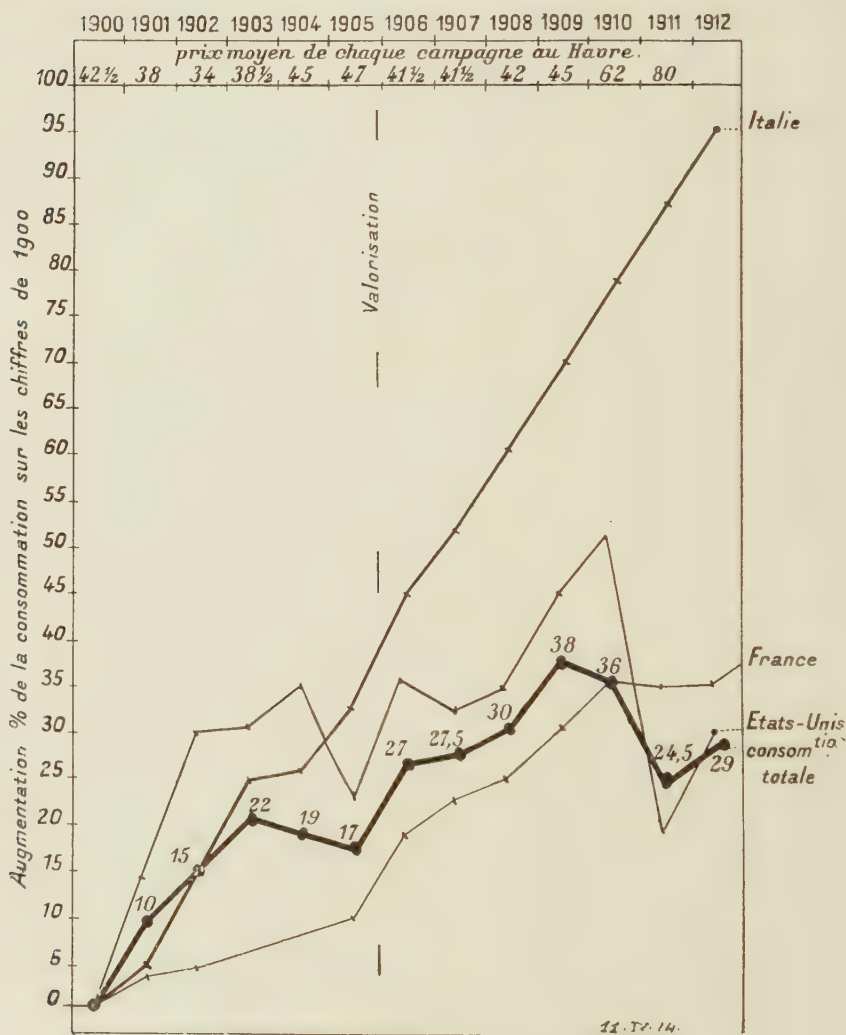
Il est pourtant curieux de remarquer que la diminution de la consommation a été singulièrement inégale suivant les pays (1); ainsi celle de l'Italie a continué à progresser comme auparavant. Dans d'autres pays, comme la France, elle est restée stationnaire. Les États-Unis ont eu une chute brusque de leurs débouchés. Ces faits contradictoires ont pu, au début, permettre aux intéressés de s'illusionner sur les conséquences de la hausse et diminuer la force d'évidence de la statistique globale. Mais, si déconcertants qu'ils soient au premier abord, ils doivent trouver une explication. Il nous semble qu'on parvient à en donner le principe, si l'on rapproche du chiffre des débouchés deux indices : le taux des droits d'entrée que paie le café dans chaque pays, et la consommation par tête d'habitant.

Que la consommation par habitant soit faible dans un pays, et le mouvement naturel de progression, qui trouve dans cette grande marge d'accroissement

tement la même qu'en 1907. La consommation, par tête d'habitant est de 289 grammes au lieu de 320 grammes en 1900; elle était un peu montée pendant les bas prix, mais la hausse lui a fait rependre plus que son avance.

(1) Voir le graphique, p. 108.

INFLUENCE DES PRIX sur la consommation du café de 1900 à 1912



un fort ressort, ne sera que faiblement entravée par la hausse des prix ; tandis qu'une diminution immédiate des débouchés répondra à la hausse dans un pays presque saturé.

D'autre part, si le café acquitte, à l'entrée du pays, un certain droit, la hausse du prix de la marchandise se fera sentir d'autant moins à l'intérieur que le droit aura été plus fort. Subie intégralement dans un pays libre-échangiste, la hausse du café n'entraînera qu'une hausse de 50 % dans un pays où les droits seraient égaux à la valeur du café (France, Italie, Espagne). Et, encore, cette hausse sera-t-elle atténuée par l'écart existant entre les prix de gros et les prix de détail, ceux-ci toujours plus stables. De telle sorte que l'existence de droits d'entrée très élevés apparait comme un principe d'indifférence aux variations de prix de l'article et une garantie de la stabilité des débouchés dans ces pays.

Si les deux facteurs agissent dans le même sens, nous verrons un pays, malgré la hausse ou la baisse des prix, augmenter sa consommation du même pas exactement qu'auparavant. Ce fut le cas de l'Italie, un des pays du monde où le café est le plus imposé, payant 130 francs aux 100 kilogs, et où la consommation, par habitant, est encore la plus faible (0 kilog. 822 en 1912).

La France va de pair avec l'Italie, pour ses droits avec 136 francs aux 100 kilogs. Sa consommation

est restée stationnaire pendant la hausse. Si elle n'a pas augmenté comme celle de l'Italie, c'est que développée depuis longtemps, elle dépasse déjà 3 kilogs par habitant.

Les pays sans droit d'entrée et où la consommation dépasse 4 et 5 kilogs, Norvège, Suède, Hollande, ont réagi violemment à la hausse, et ont eu tous une courbe analogue à celle des États-Unis; mais la courbe de la statistique générale ne fait que reproduire légèrement atténuée par les exceptions dont nous avons vu la cause, la courbe de ces États libre-échangistes, qui sont en même temps les gros consommateurs (à eux seuls, les États-Unis représentent un tiers des débouchés annuels du café dans le monde) (1).

Notons, d'ailleurs, que même dans le pays où les débouchés du café ont continué à progresser sans aucune défaillance, le progrès n'a pas été fait au profit du café brésilien. Voici les chiffres comparés, pour diverses provenances, de l'importation du café en Italie pendant les neuf premiers mois de 1911 et 1912.

(1) Deux exceptions : la France, pays de forts droits a une consommation très développée, le café y étant d'un usage populaire et l'Angleterre, pays de droits minimes (1 d. 1/2 par livre), à une consommation très restreinte de café et qui recule devant son rival, le thé. et même devant le cacao. De 1850 à 1912, elle est tombée de 550 à 289 grammes par habitant pendant que la consommation du thé taxé à 6 d. par livre y a triplé, et celle du cacao quadruplé.

PAYS DE PROVENANCE	QUANTITÉS EN KILOGRAMMES		AUGMENT. pr. 0/0	
	1911	1912		
Amérique centrale	1.075.400	1.563.100	50	0/0
Brésil	13.187.000	13.671.700	3.6	0/0
Haïti et St-Dominique.	1.930.800	2.544.300	31	0/0
Porto Rico	888.900	1.056.400	20	0/0

L'importation du café du Brésil n'a augmenté que de 3,6 % tandis que les autres provenances ont accru la leur de 20 à 50 %. Il n'y a pas là seulement, le fait d'une résistance voulue à la valorisation brésilienne, mais, aussi, ce fait que l'écart entre le Santos G. A. et les provenances plus chères se trouve diminué aux hauts prix du Santos. Si nous prenons le Porto Rico, un des cafés les plus chers avec le Moka, nous constatons que l'écart en juin 1912 était de 17 francs entre le Porto Rico courant et le Santos G. A., de 106 fr. 50 à 89 francs; il est aujourd'hui de 35 francs, 97 fr. 50 à 62 francs (janv, 1914). Si l'on remarque en outre que les droits aux 100 kilogs sont les mêmes pour les deux cafés, que le Porto-Rico donne moins de déchet au brûlage, et que les droits de douane sont payés sur le café vert, la différence réelle de prix est bien réduite. Si, enfin, l'on considère le café à la tasse, où s'ajoute le prix du sucre extrêmement cher en Italie, par suite de droits exorbitants destinés à protéger quelques usines, et identique dans les deux cas, et si l'on tient compte de ce que le café de Porto-Rico, plus

concentré, permet de donner, au même poids, un plus grand nombre de tasses, tout avantage, disparaît pour le Santos, et en effet, le Porto-Rico malgré son coût élevé a augmenté de 20 % ses débouchés.

Ainsi nous voyons jusque dans les pays où les statistiques semblaient le plus favorables, le résultat néfaste de la hausse des prix qui réduit les débouchés et profite aux concurrents du Brésil (1).

La hausse de 1911-1912 a paru servir les intérêts immédiats des planteurs et de la valorisation, permettant à ceux-là sur leur récolte, à celle-ci sur la vente de son stock, de réaliser de beaux bénéfices, de telle sorte que les 3 millions de sacs qui restent entre les mains de la valorisation au 30 juin 1913, ne lui coûtent plus rien. Mais elle a méconnu les intérêts durables de la culture et du commerce du café en retardant la diminution des stocks, qui pèsent sur le marché. On jugera de l'importance de ce retard par les statistiques de la consommation et des stocks en ces dernières années.

(1) L'*Estado de Sao Paulo*, note en mars 1912, que la hausse des prix a profité également à la chicorée et aux succédanés. « En 1907, on évaluait la consommation de ces produits en Europe à 441 millions de kilos, équivalant à environ 9 millions de sacs de café vert ; on estime qu'en 1910-1911, cette quantité se sera accrue de 45 millions de kilos correspondant presque au million de sacs de café qui auraient dû être absorbés ». Nous n'avons pu vérifier ces chiffres.

CAMPAGNES	DÉBOUCHÉS	STOCK TOTAL au 30 juin
1900-01 à 1905-06 (moyenne) .	15.463.000	10.534.000
1906-07	17.108.000	16.380.000
1907-08	17.110.000	14.132.000
1908-09	18.227.000	12.820.000
1909-10	18.213.000	13.732.000
1910-11	17.171.000	11.085.000
1911-12	17.454.000	11.005.000
1912-13	17.123.000	10.288.000
1913-14 (estimation) (1)	18.250.000	10.728.000
1914-15 (estimation)	18.250.000	9.000.000

Si dans ces trois dernières années, la consommation sans même augmenter, était restée à 18.000.000 de sacs, de même qu'en 1908, et 1909, les stocks au 30 juin 1913 seraient au maximum de 7.000.000 de sacs, réduits de plus de 3.000.000 de sacs, c'est-à-dire précisément de la quantité qui reste à l'heure actuelle entre les mains de la valorisation.

La hausse, qu'il ne tenait qu'à la valorisation d'éviter, en accélérant l'écoulement de son stock, a prolongé, sans aucune raison, une intervention artificielle, qui n'avait pour excuse que sa nécessité. Les estimations de la récolte pour 1913-1914 (1) prévoient que la production sera un peu supérieure (18.690.000 sacs) à la consommation que l'on estime

(1) D'après les estimations de récoltes des courtiers hollandais, MM. Duuring et Zoon, etc. *Le Café*, 3 mars 1914.

à 18.250.000 sacs au moins, grâce au regain que lui donne la baisse des prix depuis 1913 (1). Aussi, le Comité des ventes de la valorisation a-t-il été amené à déclarer qu'aucune vente de café sous son contrôle ne sera faite en 1914.

Ce n'est qu'à la fin de la campagne 1914-1915 que l'on pourra voir réaliser l'adaptation de la production à la consommation et la disparition, à peu près complète, de stocks artificiellement retenus. Les prévisions de la récolte, pour cette campagne, sont médiocres (de 16.500.000 sacs seulement). En admettant une consommation restée à 18.250.000 sacs, ce serait un déficit de 1.750.000 sacs qui pourrait être comblé par la vente en 1914, d'autant de café du stock valorisé (2); celui-ci serait alors ramené à 1.250.000 sacs sans influence sur le marché; et le stock total, au-dessous de 9.000.000.

Ce chiffre se compare avantageusement avec les 10.534.000 sacs, moyenne des stocks au 30 juin pendant les six années qui ont précédé la valorisation, et montre les progrès réalisés par elle .

La surproduction des années 1901-1906 a été, peu à peu, absorbée conformément aux calculs des valorisa-

(1) Après six mois, les débouchés de la campagne 1913-1914 accusent déjà au 31 décembre, une avance de 800.000 sur ceux de l'année précédente.

(2) A moins que les besoins d'argent du Gouvernement de Saint-Paul l'amènent à garder son stock pour l'offrir en gage d'un emprunt important.

teurs par les excédents de la consommation sur une production limitée. La consommation a repris aux stocks dans l'espace de 6 ans, 6 millions de sacs de café — et en 1915, elle leur aura repris 7 millions de sacs. En 1915, le marché du café sera dans une situation plus favorable qu'il n'avait été depuis quatorze ans, d'autant plus que de 1900 à 1906, le stock moyen de 10.534.000 sacs répondait à une consommation moyenne de 15.463.000 sacs, tandis que les 9 millions de sacs prévus comme stock pour 1915 devront faire face à une consommation de plus de 18 millions.

L'équilibre de l'offre et de la demande une fois réalisé, les prix pourront être laissés sur le marché aux libres débats du producteur et du consommateur. Mais, l'adaptation de la production à la consommation ne pourra subsister que par l'effet des mesures limitatives de l'État de Saint-Paul. Il est peu probable et peu désirable que celles-ci soient jamais, effectivement levées. C'est le fait des interventions de l'État de développer l'irresponsabilité chez les individus. Il est à peu près certain que si les mesures restrictives étaient officiellement supprimées, on verrait se reproduire une surproduction au moins aussi grande que vers 1900, plus grande même, car le succès de la valorisation de 1906 la laisserait moins redouter.

CHAPITRE V

Le bilan de la valorisation pour les planteurs.

La valorisation a été faite pour sauver les planteurs de la ruine. Comment s'est-elle acquittée de cette tâche? Et quelle est en définitive la balance des avantages qu'elle leur apporta, et des charges qu'elle leur a imposées? Car, faite pour les planteurs, la valorisation les a mis à contribution, non seulement, en fixant des limites à leur production, mais en leur demandant de faire les frais de l'opération. L'État de Saint-Paul, dont toute la richesse dépend du café, ne pouvait offrir en garantie des avances considérables et immédiates qu'il sollicitait, que des revenus provenant du café. C'est grâce à la surtaxe de trois francs par sac exporté, portée à cinq francs en 1908, et qui, au 30 juin 1913, avait produit près de 300 millions de francs, que l'État de Saint-Paul réussit à trouver prêteur.

Il semble que pour établir le bilan des planteurs, il suffise de calculer ce qu'ils payèrent, et ce qu'ils gagnèrent grâce à l'influence de la valorisation sur les prix. Mais on se heurte à cette difficulté de savoir qui, en définitive, a supporté les taxes. Le Gouvernement de Saint-Paul, en les établissant, avait affirmé qu'elles accroitraient d'autant les prix de l'article et seraient payées par le consommateur. A voir le fléchissement des cours pendant les premières années de la valorisation, on peut être tenté de croire que la

charge en resta toute entière aux producteurs, sans savoir si les prix n'eussent pas été plus bas encore, sans la surtaxe. Aucun indice ne permet de déduire logiquement son incidence, ni pendant les bas prix du début, ni pendant les hauts prix qui suivirent. Notons, cependant, que l'opération de la valorisation fut soldée non seulement par la surtaxe, mais pour une grande partie, par la plus-value des stocks retenus, qui, elle, a bien été payée par le consommateur.

Faute de pouvoir traduire en chiffres, la balance des gains et des charges des planteurs, nous demanderons une réponse d'ensemble aux résultats tangibles de la valorisation, et à l'appréciation des intéressés eux-mêmes.

Dans sa première période, pendant sa campagne d'achats, la valorisation n'a pu être que très secourable aux planteurs par le fait même qu'elle leur procura un acheteur inespéré pour plus de huit millions de sacs. Il serait injuste de dire que son intervention a été inopérante, parce qu'on n'a pas vu les cours remonter immédiatement. Elle a empêché la baisse d'être plus forte, et telle qu'elle eût entraîné inévitablement la ruine des planteurs. On a dit assez couramment que, sans la valorisation, les prix seraient tombés, non à 36 francs, mais à 25 et 20 francs. La *Frankfurter Zeitung* (1) cite même l'avis de professionnels du marché du café d'après lesquels la récolte

(1) 24 janvier 1913.

monstre de 1906 aurait dû entraîner les cours bien au-dessous de 20 francs (à 10 Pf. par 1/2 kilog.) de telle sorte qu' « il n'y aurait même pas eu sélection naturelle, et que tous les planteurs, même les plus favorisés, auraient été ruinés. » Nous tenons, en effet, pour certain qu'une dépréciation sans précédent, répondant à une surabondance sans précédent, se serait produite — et, cela, sur le témoignage de gens dignes de foi, qui se trouvaient à Santos à l'ouverture de la campagne 1906-1907. Ils ont vu, au moment où le Gouvernement fédéral refusait sa garantie à l'emprunt de valorisation, tandis que la récolte affluait de toutes parts, le marché du café de Saint-Paul absolument désespéré, toute transaction cesser, le café n'avoir plus aucune valeur (1), les créanciers impayés renoncer à tout recours, les saisies inutiles faute d'acheteurs, le propriétaire d'une fazenda estimée 2.000.000 de francs peu de temps auparavant ne pas trouver 50.000 francs à emprunter sur sa propriété.

Grâce à l'intervention désespérée de Saint-Paul, ce ne fut là qu'un moment, et la contagion n'eut pas le temps de s'étendre aux marchés extérieurs, mais si cette situation s'était prolongée un peu, la débâcle des cours eût été générale, et le stock monstrueux, épouvante des Paulistes, qui allait s'accumulant, ne laissait pas l'espoir de les voir redevenir rémunéra-

(1) *La Cote de Santos* indique pour les cours du café en 1906-1907 « non cotés ».

teurs avant des années. C'eût été l'abandon d'une grande partie des cultures de Saint-Paul (1).

On a pourtant voulu démontrer que les prix seraient restés ce qu'ils furent avec ou sans la valorisation : « Si le raisonnement tenu par les valorisateurs, a-t-on dit, était assez précis pour justifier leurs achats, les spéculateurs, dont c'est la raison d'être de supputer l'avenir, n'auraient pas manqué d'arriver à des conclusions identiques et de faire des achats de café en prévision de la hausse future » (2).

Sans doute, la spéculation eut profité de la baisse pour acheter, mais, pour mieux en profiter, elle eut commencé par attendre que la dépression eût achevé son œuvre, et n'eut pas entrepris des achats à l'époque où le fit le Gouvernement de Saint-Paul, alors que chaque jour voyait monter le flot de la récolte entraînant irrésistiblement les prix vers une baisse plus grande. Elle n'eut surtout pas, dans le but de soutenir le marché, offert aux planteurs des prix notablement supérieurs à ceux qui étaient communément payés, comme le fit le Gouvernement de Saint-Paul, continuellement, sur la place de Santos. La *Brazilian Review* signale en janvier 1907, un écart de 800 reis (aux 10 kilos), entre les prix payés par le Gouvernement pour le Santos n° 7, et sa valeur réelle

(1) Une plantation abandonnée pendant 1 ou 2 ans n'est plus exploitable.

(2) *Revue des Sciences politiques*, M. Lévy, septembre 1908.

sur le marché. Le résultat fut d'ailleurs que les prix à Santos se maintinrent notablement au-dessus de la parité des marchés importateurs, et même de celle de Rio (1).

Ensuite, pour admettre que la libre spéculation eut maintenu les prix au même niveau que la valorisation, peut-on croire qu'elle eût engagé dans des opérations sur le café un capital initial de 450.000.000 de francs, augmenté de tous les intérêts et frais de conservation comme le fit l'État de Saint-Paul.

Mais, de toutes manières, la comparaison n'est pas soutenable, car les spéculateurs n'étaient pas fondés à faire le même raisonnement que le Gouvernement de Saint-Paul. L'opération de celui-ci, on l'oublie trop pour ne voir précisément que le côté spéculatif de la valorisation, était basée sur le pouvoir qu'il possédait d'arrêter la production dans un certain délai, pouvoir que la spéculation ne possédait à aucun degré. Quelle garantie avait-elle en relevant les cours, sans moyen de s'opposer en même temps à la surabondance de l'offre, qu'elle pourrait écouler son stock sans rencontrer bientôt une nouvelle surproduction. Seul, l'intérêt de l'État de Saint-Paul, représenté par tout le capital engagé, donnait l'assurance que les

(1) De novembre 1906 à novembre 1907, il se produisit une baisse de 1.000 reis sur la cote de Rio (Rio n° 7), tandis que la cote de Santos, soutenue, ne baissait que de 330 reis. (Santos G. A.).

mesures nécessaires, pour limiter les plantations et même l'exportation, seraient prises et maintenues.

La valorisation a eu le mérite d'apporter aux producteurs un secours immédiat, comme la spéculation libre ou tout autre mode d'intervention de l'État n'aurait pas pu le faire, et elle a réussi à maintenir les prix à un niveau, qui, si bas qu'il fût, a permis aux planteurs de café de survivre. Un économiste qui se trouvait au Brésil en 1907, signale que la récolte 1906-1907, grâce à son extrême abondance, a laissé un bénéfice aux fazendeiros (1). En effet, le prix de revient du sac de café diminue beaucoup avec l'importance de la récolte, les frais de culture restant exactement les mêmes. Ce solde laissé aux planteurs, « ils le doivent, dit M. Denis, à la valorisation, elle permet l'écoulement normal des cafés cueillis cette année-là. L'année 1907 fut beaucoup plus dure. Les prix furent légèrement supérieurs à ceux de 1906, mais chaque fazendeiro avait récolté trois fois moins de sacs, et bien peu de plantations réussirent à couvrir leurs frais. Cependant les planteurs ont repris courage. Ils acceptent, sans protestation, la surtaxe de trois francs par sac. Ils ont une pleine confiance dans le Gouvernement qui n'a pas redouté d'engager hardiment son crédit pour défendre leurs intérêts. »

En effet, sûrs maintenant d'être soutenus, les plan-

(1) P. Denis, *op. cit*

teurs, loin d'abandonner leurs exploitations, s'organisent, s'adaptent, réduisent leurs dépenses par tous les côtés : la culture intensive diminue, comme nous l'avons vu, le coût de production à la plantation, pendant que la transformation du commerce du café supprime toute une série d'intermédiaires, et des frais de transport et de commission qui grevaient lourdement le produit à sa sortie. « Il y a quelque temps, les planteurs expédiaient leur café aux « commissarios » qui le vendaient aux « ensaccadores » lesquels les revendaient aux exportateurs. Pendant ces dernières années, le commerce du café a subi d'importantes modifications : les « ensaccadores » ayant disparu, les planteurs vendent leur café, soit aux commissarios qui le revendent aux exportateurs, soit directement aux exportateurs eux-mêmes. Ces dernières ventes directes deviennent chaque jour plus importantes » (1).

Le Gouvernement aide les planteurs de tout son pouvoir dans leurs efforts pour la réduction du prix de revient. Il s'efforce d'organiser le crédit agricole à meilleur marché et de supprimer le crédit onéreux des intermédiaires (2). En même temps, il intervient

(1) *Feuille de renseignement de l'Office National du Commerce Extérieur*, janvier 1911. Voir aussi d'Anthouard, *op. cit.*, pp. 92-95.

(2) Au moment où la valorisation intervint, M. Aug. Ramos estimait que la moitié des plantations de café de Saint-Paul était hypothéquée et subissait de ce chef une charge annuelle de 10 à 12 %. Cette circonstance contribua à aggraver la crise.

auprès des Compagnies de chemin de fer, dont les tarifs pour le transport des cafés étaient souvent exorbitants, et obtient des réductions importantes.

Ainsi, le Sao-Paulo Railway C^o réduit une première fois, et pour un an, ses tarifs en décembre 1906 (de 13 1/2 %), puis, il les abaisse successivement en octobre 1909, juin 1910, juillet 1911 (10 %) (1).

Chaque année marque un progrès dans cette voie et un relèvement des affaires des planteurs, en même temps que leur adhésion plus entière à la valorisation et à ses charges. A la fin de la campagne 1907-1908, la plus mauvaise de la valorisation, le Président de la Société « fazenda Dumont » déclarait : « jusqu'ici, malgré la surtaxe d'exportation, la valorisation nous a été, je crois, favorable. Restera-t-elle à la longue, profitable aux planteurs, cela est encore discutable. » La « Dumont Coffee Estates C^o » fondée avec des capitaux anglais, est après la fazenda Schmidt, celle-ci propriété particulière d'un colon, l'exploitation la plus considérable de Saint-Paul, elle est un modèle du genre, compte près de 5 millions de pieds, de caféiers, occupe 5.000 personnes, possède 85 kilo-

(1) L'État de Saint-Paul est intervenu également auprès des deux autres grandes compagnies, Mogyana et Paulista. En 1911, notamment, le Gouvernement mettait en discussion leur rachat, tout en déclarant (M. O. Egydio, Ministre des Finances) « le rachat n'aurait pour but que de favoriser l'exportation des produits de l'intérieur de l'État, que les tarifs ne facilitent guère actuellement. Il se peut qu'en raison des réductions consenties par les compagnies sur leur tarif, la question du rachat puisse être abandonnée. »

mètres de voies ferrées pour desservir la fazenda et fabrique elle-même dans ses ateliers, une partie du matériel. Ses bilans donnent la mesure de la situation générale des plantations à Saint-Paul. En 1909, avec une récolte d'un tiers plus élevée qu'en 1908, la Compagnie améliore sensiblement sa situation, et dès 1910, elle distribue 25 % de dividendes arriérés à ses actionnaires privilégiés. Son Président rend à la valorisation de Saint-Paul un tribut de reconnaissance sans réserves. En 1911, elle donne 20 % de dividende aux actions ordinaires, en 1912, 15 %. Cette même année, 1.000.000 de francs sont mis à la réserve, et 1.400.000 francs reportés sur une recette nette de 3.925.000 francs.

Après avoir permis aux planteurs de maintenir leurs exploitations, la valorisation a ramené chez eux une prospérité chaque année plus grande. L'essor économique de Saint-Paul se manifeste de toutes les manières : le chiffre des maisons construites annuellement, à Sao-Paulo, est un indice intéressant de ce progrès. Elles passent de 1.625 en 1908

à 2.395 en 1909

à 3.231 en 1910

à 4.148 en 1911

et 7.000 en 1912

Encore les constructions ont-elles été ralenties plus d'une fois par l'insuffisance de la main-d'œuvre et des matériaux usinés.

Cette prospérité grandissante se manifeste aussi par l'attraction qu'elle exerce sur les émigrants : de 1907 à 1912, leur nombre va augmentant pour atteindre 102.000 en 1912, la proportion de ceux qui sont venus à leurs frais s'élève, le chiffre des retours diminue. La population de l'état augmente rapidement, et en 1911, avec 400.000 habitants, la ville de Saint-Paul dépasse Santiago, capitale du Chili, et devient la troisième ville de l'Amérique du Sud après les capitales brésilienne et argentine. Le mouvement commercial du port de Santos dépasse de beaucoup celui de Rio. Le pouvoir d'achat de l'économie paualiste s'accroît avec une prodigieuse rapidité. La valeur des importations passe de :

136 millions de milreis en 1907	
à 113 — 1908	
115 — 1909	
147 — 1910	
184 — 1911	
250 — 1912	

Et pourtant la plus-value des exportations, due à la hausse du café est telle, qu'en 1912 elles atteignent encore plus du double de la valeur des importations.

Le marché monétaire de Saint-Paul, baromètre le plus sûr de la situation économique, est très prospère (1) *Le Bulletin de la Chambre de Commerce fran-*

(1) Voir *Handelsberichte Sao Paulo*, 1911, mars 1913, p. 505.

çaise de Rio, note (1) : « L'heureuse issue de la valorisation fait affluer des sommes considérables dans les caisses des banques de Sao-Paulo » Dès 1911 : « Saint-Paul ne nage plus dans l'or, il s'y noie, s'exclame un journal local. Cette abondance profite à la création d'affaires industrielles et un grand progrès s'opère de ce côté. »

Certains inconvénients sont d'ailleurs la rançon de cette prospérité. Les prix de toutes les denrées, sauf le riz, sont en hausse « et ceci s'explique, dit le rapport consulaire français pour 1912, comme phénomène de la valorisation du café, qui agit par réflexe sur les conditions générales du marché, et en amenant le bien-être dans le pays, a considérablement accru la cherté de la vie. » Le prix de la main-d'œuvre tend aussi à augmenter malgré l'accroissement annuel de l'immigration. Beaucoup d'anciens colons sont devenus assez riches pour faire de la petite culture à leur compte, et nombre d'immigrants se tournent de préférence vers les nouvelles industries, qui se développent à Saint-Paul, pour lesquelles ils ont souvent plus d'appétitudes que pour l'agriculture et où ils se trouvent mieux rémunérés. L'entretien des caféiers était payé, vers 1907, en moyenne 85.000 reis par 1.000 pieds, et la cueillette du café, 550 reis par alqueire de 50 litres. Aujourd'hui, les chiffres respectifs sont de

(1) 1912.

120.000 et 600 reis, encore ce dernier chiffre tend-il à augmenter. Les ouvriers de plusieurs fazendas de Ribeira-Preto, se sont mis en grève en 1913 pour obtenir 800 reis par alqueire, et ceux des fazendas Schmidt, réclament 1.000 reis.

Cette cherté de la vie et de la main-d'œuvre est, pour une partie, imputable à l'excès de prospérité, conséquence de la hausse de 1911-1912, et dans cette mesure, elle augmente artificiellement le coût de production du café à Saint-Paul et va grever lourdement les plantations avec des prix du café redevenus normaux.

Puis la prospérité a fait renaître à Saint-Paul le grand vice des marchés brésiliens, une spéculation effrénée et qui se porte dans tous les domaines. Dès 1911, le correspondant du *Times* signale que le « boom du café » provoque une fièvre de spéculation sur les terrains et détermine une inflation énorme des prix. Sur le marché du café, la spéculation va augmentant chaque jour, si bien qu'elle a abouti à un état de crise général à Saint-Paul en 1913, alors que les prix de 60 et 70 francs eussent dû assurer de gros bénéfices aux planteurs. Une fois de plus, l'imprudence du marché de Santos qui ne voit pas de limite à la hausse, a failli compromettre les résultats brillants acquis par la valorisation. De nombreuses faillites se produisent au début de l'année. La Compagnie « Auxiliar do Comercio do Café », a un passif de 1000

contos pour un actif de 200; la « Banque Agricole de Saint-Paul » est également déclarée en faillite en janvier. Après de nombreuses suspensions de paiement, on a pu croire que la situation était redevenue plus saine et la spéculation assagie. Mais à peine avaient-ils liquidé leurs engagements à la hausse, par crainte d'un effondrement, que les spéculateurs paulistes rachetaient déjà à des prix plus élevés; la moindre réaction du marché encourage leur habituel excès d'optimisme. Dans le courant de 1913, de nouvelles faillites se produisent qui englobent quelques-unes des maisons les plus importantes de Saint-Paul. La crise, comme la spéculation, atteint toutes les valeurs : Les fazendas, qui en 1911-1912, avaient retrouvé leurs plus hauts prix, et vers lesquels s'était produit une véritable ruée d'acheteurs, voient leurs prix tomber dans bien des cas dès avril 1913 (*Journal Le Brésil*) au tiers de la valeur qui leur était attribuée cinq ou six mois auparavant.

En décembre 1913, se produit encore la faillite de la « Sociedade Incorporada » et de 48 Banques de Crédit (de Custeio Rural) qui en dépendent (1); les plus forts créanciers sont la Banque du Brésil et des banques anglaises et françaises. En janvier-février 1914, c'est la faillite de la « Société Intermédiaire de

(1) L'institution de ces « bancos do Custeio Rural », banques de crédit agricole, avaient été considérée comme un grand progrès. Voir Lalière, *op. cit.*, et *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Rio*, février 1912.

café», qui entraîne des pertes énormes pour tous ceux qui lui ont confié leurs produits en dépôt — puis 3 petites compagnies de chemins de fer dans le nord de Sao Paulo, celles de Sao Paulo 'et Goyaz, de Dourado, et celle de Araraguara déposent leurs bilans.

Il est possible que cette crise, qui a été exacerbée par le resserrement monétaire général de 1913, soit passagère et qu'elle ne compromette ni les résultats acquis de la valorisation pour la culture pauliste, ni même la plupart des entreprises diverses, que la période de prospérité avait fait naître. Néanmoins, ces alternatives fiévreuses d'essor et de débâcle, qui, à Saint-Paul, se succèdent plus brusquement que partout ailleurs, causent par l'instabilité des affaires un gaspillage de richesses regrettable.

Il semble que l'expérience de 1913 ait donné au Gouvernement de Saint-Paul, la volonté d'assainir, autant qu'il lui est possible, le marché national. D'après un exposé des projets du Gouvernement fait par M. Sampaio Vidal, ministre des Finances de Saint-Paul, dans une Conférence tenue en décembre 1913 avec une délégation du commerce de Santos, les efforts du Gouvernement tendront à faire de Santos le marché régulateur du café, et pour cela, à assurer aux producteurs les ressources de crédit, et aux transactions commerciales, les garanties de sécurité qui leur font trop défaut aujourd'hui. L'instabilité du marché de Santos, le condamne en effet, tant

qu'elle subsistère à retomber tôt ou tard à la merci des marchés consommateurs.

Des Magasins Généraux seront créés, tant à Santos que dans les principaux centres de l'intérieur, et les planteurs pourront y consigner leur café contre avance de 80 % de la valeur de la marchandise. Ainsi, l'écoulement de la récolte sera régularisé. Les planteurs pourront attendre le moment favorable de vendre, au lieu de jeter en quelques mois, faute d'argent, toutes leurs récoltes sur le marché. En vue d'escompter les warrants de café, la Caisse de Crédit hypothécaire et agricole de Saint-Paul portera son capital de 50 à 100.000.000 de francs, conformément à une loi du 30 décembre 1910, par l'émission en France de 50.000.000 de francs d'obligations (1).

Ces mesures rappellent celles par lesquelles on a cherché à favoriser en France, sans grand succès jusqu'ici, le crédit agricole, et plus exactement, celles qui furent prises au Canada, pour permettre aux fermiers d'obtenir des avances sur leur blé emmagasiné dans des entrepôts. A Saint-Paul, comme au Canada, les progrès des transports tendent à amener sur le marché, dans un délai de plus en plus court, toute la

(1) Une assemblée extraordinaire des actionnaires de la Banque de Crédit hypothécaire, tenue le 31 décembre 1913 a décidé de porter l'emprunt à 100 millions, sous réserve de l'approbation du Gouvernement. En juillet 1913, une augmentation de capital de 25 millions, avait eu lieu, mais, aucun emprunt n'a encore été réalisé au 15 février 1914.

récolte d'une année, au grand dommage des prix (1).

La deuxième série de mesures, projetées par le Gouvernement de Saint-Paul, tend à bannir la spéculation désordonnée, à laquelle la place de Santos a été livrée jusqu'ici, et qui y a causé tant de ruines. Pour cela, une Bourse de Commerce officielle et une Caisse de liquidation, sur les modèles européens, seront créées à Santos. La présence d'intermédiaires officiels et responsables, le versement de couvertures et de marges suffisamment élevées, assureront l'exécution et la réalité des transactions (2). Elles n'empêcheront pas la ruine des spéculateurs impénitents, mais elles éviteront que les excès et l'insolvabilité de quelques-uns n'entraînent une crise de tout le marché.

La prompte réalisation de ces mesures est particulièrement souhaitable, au moment où le marché va être rendu à son libre jeu. Après la valorisation, mesure artificielle, qui a eu, à la fois, l'excuse de la nécessité et le mérite du succès, mais qui est essentiellement temporaire, le Gouvernement de Saint-Paul doit régulariser d'une manière permanente le

(1) 2 mois pour le blé canadien. Dans ces conditions, les intermédiaires, minotiers au Canada, commissaires à Saint-Paul, ne peuvent plus suffire au rôle de banquiers des producteurs. Il devient nécessaire de créer une organisation spéciale de crédit.

(2) L'élévation opportune du taux des couvertures, en même temps qu'elle augmente les garanties des transactions pendant une hausse spéculative, permet de décourager la spéculation. C'est ainsi que la Caisse de liquidation du Havre au plus fort du « boom » de 1911 éleva, de 4 à 6 francs par sac, le dépôt initial pour les affaires à terme.

marché du café, en prévenant la licence spéculative, et en dotant l'économie pauliste de l'organisme de crédit, qui permettra aux planteurs d'assurer par eux-mêmes la défense de leur produit.

CHAPITRE VI

Le Bilan de l'État

La valorisation a été une opération financière, ayant ses recettes spéciales : surtaxe d'exportation et vente des stocks de café, et ses charges : constitution de stocks, frais d'entretien, intérêts et amortissement du capital engagé.

Nous allons examiner comment s'est comporté durant son existence et définitivement soldé le budget de cette énorme opération — sans oublier qu'elle avait, avant tout, pour but de sauver la production caféière pauliste. « Le Gouvernement, disait le message du Président de Saint-Paul du 14 juillet 1907, n'a en vue que les avantages à assurer à l'agriculture et la sauvegarde des intérêts du Trésor. Il ne se préoccupe pas de bénéfices ni de pertes, les opérations de la valorisation n'ayant pas été réalisées dans un but spéculatif ». La valorisation, se fût-elle soldée en perte, aurait suffisamment justifié de son utilité par la réalisation de son but. Mais, d'autre part, son équilibre financier était la condition même de sa durée, et partant, de son efficacité. Elle ne pouvait escompter des ressources appréciables du budget ordinaire de Saint-Paul, qui dépendait lui-même des droits sur le café, seule matière imposable, et par conséquent du succès de la valorisation.

Voici, d'après le rapport Egydio de 1910, comment on peut récapituler les opérations effectuées par la valorisation, antérieurement au 31 décembre 1909, une année après sa consolidation.

OPÉRATIONS DE LA VALORISATION AU 31 DÉCEMBRE 1909

<i>Recettes :</i>	CONTOS
1906 Emprunt de £ 1.000.000	—
de la Deutsche Bank	15.483
1906 Emprunt Schroeder et City Bank de New-York, de £ 3.000.000	46.449
1907 Emprunt au Gouvernement Fédéral de £ 3.000.000 .	48.000
1908 Emprunt international, (Schroeder, Société Gé- nérale, Banque de Paris, £ 15.000.000)	240.000
Total des emprunts	349.932
Traites et avances contre em- barquement du café	196.057
Produit liquide de la surtaxe or	65.804
Produit des ventes de café en 1908 et 1909	45.935
Autres ressources	40.288
	698.016

Dépenses :

Rachat de l'emprunt de £ 1.000.000 de la Deutsche Bank	15.483
Rachat de l'emprunt Schroeder de £ 3.000.000	46.449
Rachat de £ 67.500 de l'emprunt de £ 3.000.000 du Gouvernement Fédéral	1.080
Rachat de £ 155.000 de l'emprunt de £ 15.000.000	2.480
Total des remboursements d'emprunts	65.492
Traites et avances liquidées avec les Consignataires et Correspondants de la Valorisation	191.442
Valeur des achats de café de 1906 à 1909	284.809
Différences sur le type d'émission des divers emprunts, prêts, assurances, commissions, intérêts d'avances, magasinage et dépenses diverses relatives au café de l'État	156.273
	698.016

Ainsi, ces énormes opérations se balançaient en 1909 aux recettes et dépenses, par 698.016 contos, soit environ 1.100.000.000 de francs. Jusqu'à cette

date, les divers frais de la valorisation s'étaient montés à 156.273 contos, tandis que la valeur totale des cafés achetés était de 284.809 contos. On voit combien, dans sa première période, les charges de la valorisation avaient été lourdes, atteignant en trois ans 55 % de la valeur des cafés achetés.

La situation doit d'ailleurs s'améliorer tout naturellement : le service des emprunts va diminuer avec le rapide amortissement prévu, et les frais de conservation seront moindres avec la réalisation des stocks chaque année. Au contraire, les recettes s'accroîtront des bénéfices réalisés sur les ventes.

A la fin de l'année 1909, le stock de café de la valorisation, appartenant à l'État, et confié au Comité des Trustees, s'élevait officiellement à 6.812.131 sacs. *Dans le cours de 1910*, il a été vendu (1) :

	Milreis
506.998 sacs qui ont produit	18.747.093
Leur coût ayant été de	17.174.733
Le bénéfice de cette vente a été de : . .	1.572.360

Il a donc été reporté à 1911 un stock de 6.305.133 sacs représentant, au prix d'achat, une valeur de 212.744.435 milreis, et répondant du passif suivant :

(1) Rapport O. Egydio, secrétaire des Finances, 1909.

(2) Rapport N. Carlos Guimarciet, secrétaire intérimaire des Finances, 1910.

	Milreis
Solde des emprunts de la valorisation	239.831.584
Avances du Trésor de l'État	48.365.638
Passif total	288.197.222

Il y avait donc, fin 1910, un passif à découvert de 75.452.787 milreis ou 120.000.000 de francs environ. A ce découvert devait faire face, dans l'avenir, la plus-value du stock de café, ainsi que l'excédent du produit de la surtaxe sur les dépenses de la valorisation, à mesure que celles-ci diminueront. En 1910 encore, fait notable, les recettes annuelles de la valorisation, en y comprenant même le bénéfice sur les 500.000 sacs réalisés, n'ont pas suffi à couvrir les dépenses de l'année.

Dépenses en 1910 :

	Milreis
Service des emprunts de la valorisation	13.572.628
Dépenses de conservation, magasinage, propagande, commissions et dépenses fiscales pour le recouvrement de la surtaxe, etc	12.869.484
Total des dépenses 1910	26.442.112

Recettes en 1910 :

Surtaxe de cinq francs. Produit	21.656.988
Bénéfice sur la vente des 506.910 sacs	1.572.361
Différences de change, ventes d'échantillons, et autres recettes	1.631.524
Total des recettes 1910	24.860.873

L'exercice 1910 sera la dernière année de déficit annuel de l'opération. La diminution des dépenses considérables d'entretien, au regard du produit constant de la surtaxe suffira désormais à rétablir l'équilibre, sans parler des bénéfices énormes que la valorisation va réaliser pendant les trois années à venir sur les stocks annuellement vendus et qui vont, en trois ans, changer le passif de 120.000.000 en un bénéfice au moins égal.

En 1911, 1.205.000 sacs furent vendus, à 74 francs, en moyenne.

En 1912, 700.000 sacs, au prix moyen de 82 fr. (1).

Si nous nous reportons à la fin de l'exercice 1912, le doit et avoir de la valorisation était celui-ci :

(1) Les prix, que l'État de Saint-Paul a obtenus, pour la vente de ses stocks, sont notablement supérieurs aux prix moyens des mêmes années. Cela tient à ce que le Gouvernement de Saint-Paul lorsqu'il fit ses achats prit soin de n'accepter que des cafés supérieurs, dont la conservation et le placement étaient assurés dans l'avenir. Il fut secondé dans ce sens par les commissionnaires, qui, recevant le café en gage de leurs avances, avaient intérêt à sa parfaite conservation. De plus, ces stocks proviennent de la récolte 1906-1907, dont la qualité, comme l'abondance, est le résultat d'un concours de conditions climatiques exceptionnelles.

Passif :

L. St.

Solde de l'emprunt fédéral de 3 millions de £ 1907, environ	2.300.000
Solde de l'emprunt de 15.000.000 de £ 1908, environ	4.577.080
Avances du Trésor de Saint-Paul 1909 et 1910, environ	3.000.00
Soit environ	10.000.000

Actif :

A la même époque, il existait un stock de 4.401.578 sacs représentant une valeur d'achat de 149.000 contos ou £ 9.000.000
et si on l'évalue au cours moyen de l'année une valeur de £ 16.000.000

En 1913, le solde de l'emprunt international de 1908 de £ 15.000.000 (solde de £ 4 millions 1/2), a été intégralement remboursé au 30 juin sur le produit de la vente des cafés dans l'année. Il a été vendu 931.000 sacs en Amérique sous la pression du Gouvernement des États-Unis, et 300.000 sacs en Europe, soit un total de 1.231.000 sacs.

Quant aux £ 3.000.000 d'avance du Trésor Pauliste, ils ont été également remboursés, mais ce fût grâce à une opération de trésorerie et à un nouvel emprunt de £ 7.500.000, auquel furent affectés la surtaxe de valorisation et le stock de 3.000.000 de

sacs, que le remboursement de l'emprunt de 1908 rendait disponibles (1).

Voici d'après le journal *Le Brésil* (23 mars 1913), comment le Gouvernement de Saint-Paul, envisageait la situation de la valorisation dans le courant de l'année 1913.

« Au 31 décembre 1912, le solde à rembourser de l'emprunt international de 1908, restait de £ 4 millions 577.000, en se basant sur le rapport du Secrétaire des Finances de Saint-Paul.

« Depuis, le Comité de valorisation a vendu le stock de 931.000 sacs existant à New-York pour une somme d'environ £ 3.500.000 et 300.000 sacs du stock européen, à raison de 88 francs le sac, soit environ £ 1 million 060.000, ce qui a mis £ 4.560.000 à la disposition de l'État de Saint-Paul. En outre, le Comité a perçu sur la sortie du café de Saint-Paul, depuis le 1^{er} juillet dernier, une somme d'environ £ 1.500.000. Cette somme est venue s'ajouter aux £ 720.700 restant au crédit du compte de valorisation à Paris et à Londres au 1^{er} juillet dernier, ce qui fait un total de £ 2 millions 200.000. De cette somme, il y a à déduire l'amortissement de décembre dernier, soit £ 870.000. Il resterait donc disponible à cette heure, du chef de la surtaxe de sortie de cinq francs, une somme de £ 1 million 300.000 environ.

(1) L'emprunt de 1913 a été émis sans la garantie de l'État fédéral.

« En additionnant donc : 1^o le produit des ventes de café aux États-Unis et en Europe,

soit£ 4.560.000

« Et 2^o, le solde disponible au crédit de la valorisation, tel qu'il a été calculé ci-

dessus, soit£ 1.300.000

le Gouvernement de Saint-Paul aurait

un total de disponibilités d'environ ...£ 5.860.000

qui couvre et au-delà, le solde de£ 4.577.000

restant à amortir sur l'emprunt de 15 millions de £, de 1908.

« Ce solde pouvant être dès maintenant remboursé, le stock de café donné en gage de cet emprunt et dont il reste à vendre 3.150.000 sacs environ se trouve dégagé, et le Gouvernement de Saint-Paul a dès lors, la libre disposition de ce stock représentant au cours actuel du café une valeur d'au moins £ 10.000.000, en même temps qu'il dispose du produit de la surtaxe du café, soit près de £ 2.000.000 par an.

« L'État de Saint-Paul peut donc transférer ses garanties à un nouvel emprunt de £ 7.500.000 qui servira « au remboursement (1) de 3.000.000 de £ d'effets du Trésor de l'État et à la consolidation d'autres dettes flottantes. »

Les opérations de crédit effectuées en 1913 ont compliqué les comptes de la valorisation, en ne laissant

(1) Prospectus d'émission de la Banque de Paris.

plus distinct des autres emprunts de l'État de Saint-Paul le solde des emprunts de la valorisation, par le fait que les avances faites par le Trésor pour les besoins de la valorisation se trouvent maintenant comprises dans l'emprunt de consolidation de £ 7.500.000.

Cette manière de faire a permis au Gouvernement de Saint-Paul d'appliquer à un emprunt, qui a pour objet principal de couvrir des dépenses et des déficits intérieurs et, qui n'est amortissable qu'en 10 ans, la garantie de la surtaxe de cinq francs, qui ne devrait être perçue que pour les besoins de la valorisation et cesser d'être perçue avec eux (1).

(1) Le Gouvernement de Saint-Paul n'a affecté à l'emprunt de 7.500.000 livres sterling que la moitié de la surtaxe perçue sur le café soit 2 fr. 50, par sac, ce qui ne l'a pas empêché de continuer à percevoir l'autre moitié et de l'appliquer aux besoins de son budget en 1913. Le Gouvernement offre aujourd'hui (1914) cette demi-surtaxe aux banquiers européens en garantie d'un nouvel emprunt de 10.000.000 livres sterling, amortissable en 30 ans, dont M. Carlos Guimaraès, vice-président de l'État, a demandé l'autorisation aux Chambres Paulistes, le 13 décembre dernier, et avec lequel, entre autres affectations, on constituerait « un fonds spécial permanent pour venir en aide aux planteurs et au commerce du café dans les moments de crise. » Ce dernier objet est un peu vague et tend à faire croire que le Gouvernement veut constituer un fonds permanent de valorisation. Peut-être, ne l'a-t-il invoqué, cette fois encore, que pour justifier l'attribution de la demi-surtaxe de valorisation à la garantie de l'emprunt. Il semble que l'exécution des travaux publics auxquels cet emprunt doit également pourvoir, et surtout les besoins d'argent et le déficit causé dans le budget de Saint-Paul par la crise de 1913 suf firaient à l'absorber en entier.

En février 1914, le Gouvernement, forcé de renoncer au gros emprunt de 10.000.000 livres sterling, vu les conditions défavorables prévalant sur les places européennes, a émis à Londres, par l'intermédiaire de la Banque Schroeder, un emprunt provisoire de 4 millions 200.000 livres sterling, à échéance de 2 ans, auquel est affectée la deuxième moitié de la surtaxe.

En somme, à l'heure actuelle, la dette de la valorisation représentée par les Bons du Trésor de Saint-Paul y afférents, et le solde de l'emprunt fédéral de 1907 se monte environ à £ 5.000.000. Si l'on songe que le droit de surtaxe de cinq francs par sac, qui continue à être perçu, rapporte avec une exportation annuelle de 10.000.000 de sacs, estimation pour l'année courante, 50.000.000 de francs ou £ 2.000.000 (1), il suffira de trois ans, au plus, pour rembourser totalement tous les emprunts avec la seule surtaxe, sans aléa possible.

On peut dès maintenant considérer le stock de 3.142.000 sacs restant, comme le bénéfice assuré de la valorisation. Il représente un prix coûtant de 104.160 contos. Sa valeur de réalisation dépendra des cours à venir et de l'époque de sa liquidation, mais à 60 francs par 50 kilos, cours qui paraît devoir être une base minimum pour les deux années à venir, sa valeur est au moins de 215.000.000 de francs.

Pour faire le bilan financier exact de la valorisation pour l'État de Saint-Paul il faudrait encore, au bénéfice par lequel se soldent les comptes de l'opération, ajouter l'augmentation des revenus de l'État par la surtaxe de 9 % *ad valorem* sur le café qui constitue plus de 50 % de ses recettes normales, et que la valorisation a fait passer du simple au double en cinq ans.

(1) Et 1.750.000 livres sterling avec l'exportation moyenne de 9 millions de sacs.

Mais dans une opération comme la valorisation, les résultats financiers sont de peu d'importance, en regard du but poursuivi. L'État a engagé tout son crédit pour sauver de la ruine les planteurs et le capital national, et le bénéfice qu'il a retiré de sa réussite ne se chiffre pas. L'opération, certes, était aventureuse, mais elle ne peut être jugée comme une affaire ordinaire. L'État de Saint-Paul était au seuil de la faillite quand il l'a entreprise, et il paraît assez naturel qu'il ait tout risqué lorsqu'une chance de salut s'offrait à lui. « Il serait illogique, disait en 1911, M. P Denis, de juger le Gouvernement de Saint-Paul comme un négociant et la valorisation comme une affaire normale. Les hommes d'état, qui l'ont entreprise, ont poursuivi un but unique : sauver la grande culture caféière, s'ils l'atteignent aucun sacrifice n'aura été trop lourd. »

CHAPITRE VII

Bilan du consommateur Réaction des pays consommateurs contre la Valorisation

Qui donc fit les frais de la valorisation, puisque l'État de Saint-Paul y réalise un bénéfice de quelques deux cents millions de francs, et que les planteurs ont trouvé les charges, qui leur furent imposées, légères au regard des avantages que leur valut l'opération.?

Reste le consommateur. Et il est d'autant plus intéressant d'envisager ce revers de la valorisation, que c'est à ce point de vue que l'École libérale, qui tout en parlant rarement du consommateur, ne cesse pas d'y penser toujours, se place, pour condamner la valorisation, comme toute autre atteinte à la libre concurrence.

Les Brésiliens, au début de leur entreprise, ont proclamé qu'il ne serait pas porté préjudice au consommateur. Bien au contraire, ils ont prétendu se le concilier et lui montrer qu'il y avait intérêt.

« La valorisation, a dit son théoricien officiel M. F. Ramos (1), n'intéresse pas seulement le planteur brésilien, qui a droit à une juste rémunération de son travail, mais, aussi, les pays consommateurs : ce n'est pas une question locale, mais une question d'intérêt

(1) F. Ramos, *op. cit.*

général, car si le Brésil devait abandonner dans une assez large mesure, la culture du café pour chercher dans d'autres produits le fruit de son activité, on ne peut se faire une idée des prix extraordinaires qu'atteindrait le café dont la production ne tarderait pas à être inférieure à la consommation ».

De fait, pendant la première période de la valorisation, l'État de Saint-Paul n'a trouvé auprès des pays consommateurs aucune hostilité à son entreprise. Il est vrai que pendant cette période, les prix sont restés très bas, mais ils purent être relevés à 55 et même à 65 francs, chiffre que le *Convenio* de Taubaté avait déclaré viser (1) sans soulever d'opposition. La situation précaire, où l'on savait réduit l'État de Saint-Paul par la crise du café, fit accepter cette hausse, obtenue artificiellement, mais qui n'était point abusive, constituant au planteur un bénéfice normal en sus du coût de production.

Il faut pourtant signaler dans cette période une intervention passagère contre la valorisation : celle de la Banque de France en 1908. Mais elle eut pour cause des manœuvres essentiellement spéculatives, entreprises par la valorisation, à un moment de sa période militante, sur le marché du Havre. Ainsi que nous l'avons déjà relaté, la valorisation avait en mani-

(1) Article premier.— Pendant une période de 6 années, les États contractants s'engagent à maintenir le prix minimum de 55 à 65 francs or. Le prix pourra être élevé jusqu'au *maximum* de 70 francs suivant les convenances du marché.

pulant les marchés à termes, tenté de forcer la hausse sur cette place. Elle avait déjà réussi à amener les cours, de 41 fr. 50 au début de mai à 45 francs le 11 mai, et devait aboutir à un étranglement local sur la liquidation de mai : sur 3.200.000 sacs de café au Havre, 2.400.000 appartenàient à l'État de Saint-Paul. Pour éviter un excès spéculatif, qui serait fatalement suivi de réaction et entraînerait des pertes pour le marché français, la Banque de France, gardienne du crédit, décida le 14 mai 1908, de ne plus accepter les warrants de café calculés sur un prix de base supérieur à 40 francs par 50 kilogs (1).

L'intervention de la banque en dénongant comme artificielle la hausse qui se produisait au Havre (2), en rendant plus difficile au corner de renouveler, indéfiniment, ses ressources, par la mise sous warrants des cafés qu'il se faisait livrer, enraya immédiatement la hausse, et un mois après, en juin, les cours étaient revenus à 40 fr. 50.

Après cet incident, la valorisation renonça à tenter des accaparements locaux sur les marchés consommateurs. A partir de décembre 1908, elle entra d'ailleurs dans sa période de liquidation et elle s'était interdit de faire aucun nouvel achat. Elle retrouve,

(1) Une décision analogue avait été prise lors de la spéculation sur le sucre en 1905.

(2) Le 11 mai, les cours de 45 francs au Havre se trouvaient au-dessus des parités de Hambourg, New-York et Londres, de 3, 4 et 5 francs.

à ce moment, l'assistance efficace des pays consommateurs sous la forme de l'aide financière, qui lui fut donnée pour son emprunt international de 350.000.000 de francs. La hausse du café de 1909 à 1910 fut lente, commandée par une amélioration de la situation statistique et commerciale du marché et ne rencontra aucune opposition systématique.

C'est à la fin de 1910 que commence la hausse que nous avons dit spéculative, qui porta le café jusqu'à 90 francs en octobre 1911 et 1912, et c'est pendant cette période, aussi, que naquit et se développa, dans les pays consommateurs, une opposition très violente à la valorisation, qui amena divers gouvernements à se dresser en face de l'entreprise pauliste et à user de mesures de représailles.

Les défenseurs de la consommation, dans divers pays, tirant avantage de la forme que la valorisation avait alors revêtue, la prirent à parti, non comme l'entreprise d'un État souverain, mais comme une œuvre d'accaparement international sous le contrôle d'un Comité de financiers de diverses nationalités et ils requièrent contre elle l'application des textes, qui dans différents États frappent l'accaparement : en France, l'art. 419, du code pénal; les lois sur les trusts aux États-Unis.

C'est au Parlement français que se fit entendre la première protestation, contre la hausse artificielle où aboutissait la valorisation, au moment même où

cette hausse venait à peine de commencer, en décembre 1910. A cette époque, en effet, était ouvert à la Chambre des Députés un très large débat sur la spéculation et les accaparements, et la hausse du café fût présentée comme un nouvel argument, par ceux qui demandaient une aggravation de la législation contre les accapareurs, afin d'arrêter la hausse artificielle du sucre et des alcools sur le marché français. La coïncidence de ces diverses hausses n'était pas fortuite, elles résultaient d'un même facteur : la reprise d'activité spéculative, le regain d'optimisme général qui se produisit vers 1910, après la dépression de 1907-1908.

Ce fût M. Brizon, qui mit en cause la valorisation (1). Il montra la hausse « brusque, énorme, artificielle, qui de 45 fr. 50 au 31 mai, venait de porter les cafés à 70 francs en décembre », Il dénonça la valorisation, détentrice de stocks énormes, « refusant de vendre pour faire hausser les cours », et réclama l'application de l'article 419 contre une entreprise qui a fait hausser les prix « au-dessus des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. »

A vrai dire, la valorisation, par la retenue de son stock, a permis, et soutenu même, dans la mesure où elle ne l'a pas évité, les manœuvres spéculatives et

(1) Séance du 12 décembre 1910.

l'élévation factice des prix, mais la jurisprudence française ne frappe l'accaparement que s'il s'accompagne « de faits faux et calomnieux semés à dessein dans le public, ou de manœuvres frauduleuses ». Ces faits, M. Brizon, les voyait dans « les fausses nouvelles sur l'épuisement rapide du stock mondial et dans l'annonce d'une récolte déficitaire au Brésil, procédé alarmiste, qui a pour but de faire monter les cours dans les bourses d'Europe. »

Les fausses nouvelles sur l'épuisement des stocks, ne sont guère plausibles, à vrai dire, sur le marché du café, par le fait que les courtiers français, hollandais, etc... publient chaque mois des statistiques précises, basées sur des documents officiels et qui renseignent très exactement le marché. Quant aux informations sur la récolte à venir, toujours suspectes d'ailleurs, elles étaient en l'occurrence moins inexactes que les renseignements de l'interpellateur, qui avait crû pouvoir annoncer que la récolte « allait être une des plus formidables qu'on ait vue, atteignant même celle de 1906. » Elle se révéla, ainsi qu'on l'avait prévue, légèrement déficitaire.

Au surplus, il eut fallu prouver que ces nouvelles, défavorables à la récolte et tendant à la hausse, dont les places européennes connaissent si bien la venue périodique que l'on en vient à dire (*Bulletin de correspondance*) (1) « On sait que les gelées qui surviennent

(1) Voir également *Bulletin de correspondance* du 14 avril 1913,

à cette époque-ci n'ont pas d'influence sur la récolte », il eut fallu prouver qu'elles avaient été lancées par les agents de la valorisation, pour pouvoir lui appliquer l'article 419. Il ne suffisait pas de déclarer : « Voilà un vendeur qui ne puise pas assez dans ses stocks (1) ».

Cette preuve ne fut pas faite, et l'allégation est, d'ailleurs, peu croyable, si l'on remarque que, depuis 1910, l'afflux annuel de nouvelles vraies ou fausses, et les plus fortes hausses se sont faits dans les six derniers mois de l'année, pendant lesquels la valorisation s'est interdit de faire aucune vente (2).

Le Gouvernement français ne suivit pas M. Brizon dans la voie des poursuites (3), et une enquête ouverte, en 1911, par M. Poncet, commissaire aux délégations judiciaires, à la suite d'une plainte de l'Association

(1) M. Brizon *Journal officiel* 1910, p. 3.288.

(2) Si l'on cesse d'ailleurs de s'attacher à la lettre du Code, il faut bien reconnaître que la valorisation dans son origine et dans son intention, ne répond pas à l'idée de l'accaparement tel que le concevait le législateur. « La valorisation, dira en 1912, le rapporteur de la commission des douanes, pour repousser une fois encore l'application de l'article 419 C. P., ne présente pas le caractère de la constitution d'un stock en vue d'une spéculation à la hausse. Le but poursuivi était de conjurer une crise qui s'annonçait comme très redoutable pour la prospérité brésilienne. Il convient en outre, de remarquer que la valorisation proprement dite a pris fin, et qu'elle est entrée dans la période de liquidation, au moment où les cafés consignés tant en Europe qu'aux États-Unis ont été mis à la disposition des banques, pour devenir le gage du prêt que celles-ci avaient consenti. Les conditions dans lesquelles les cafés, doivent être réalisés sont fixées d'avance, ce qui exclut l'idée d'un agiotage prémédité. » (*Journal officiel*, Documents parlementaires, 1912, p. 1.615).

(3) Voir au *Journal officiel* du 16 février 1911 la réponse du ministre du commerce à une nouvelle question posée par M. Brizon.

des brûleurs de café, n'eut pas de suite. Nous verrons que la question fut reprise en France, et, d'autres mesures proposées, afin d'amener les valorisateurs à composition et de faire baisser les prix.

Si la valorisation ne pouvait tomber sous le coup de la législation française contre l'accaparement, la législation américaine, beaucoup plus développée que la nôtre contre toutes les formes de concentration commerciale et industrielle, se prêtait mieux à une action judiciaire.

C'est en février et avril 1911 que la question fut portée devant la Chambre des Représentants des États-Unis par le député, M. Norris, qui montra les États-Unis lésés plus qu'aucun autre pays, par « le trust du café » puisqu'ils sont consommateurs de la moitié du café produit dans le monde (1). La Chambre vota une enquête et chargea le Procureur Général de « faire toutes les investigations nécessaires à déceler si un État ou une Corporation quelconque n'avait pas agi, en violation de la loi anti-trust de Sherman, pour créer un monopole dans l'industrie du café, entraver le libre commerce de ce produit avec les États-Unis, ou réglementer les prix. »

La loi Sherman (2 juillet 1890) dispose que « tout contrat ou combinaison, dans la forme de trust ou toute autre forme, de même que toute entente secrète

(1) *Retrospecto Commercial do Jornal do Commercio*, pour 1911.

qui apporterait une entrave au commerce entre les États de l'Union ou avec l'étranger, est illégal» et punit ses auteurs. Le « Sherman Act » par le fait que les termes « trust » « restraint of trade » ne sont pas définis, a une portée exorbitante et la plupart des combinaisons financières ou commerciales américaines en violent les dispositions. C'est une arme dans les mains de l'exécutif.

Contre la valorisation on invoquait encore, plus précisément, le « Wilson bill » du 27 août 1894, confirmé par le « Dingley bill » et qui, dans son paragraphe 73, visant spécialement le commerce international, déclare illégal tout contrat, etc... qui aurait pour but une restriction de la concurrence ou une élévation des prix d'un produit d'importation, et en punit les auteurs.

A la suite de l'enquête, le Gouvernement engagea des poursuites en mai 1912, et immédiatement, à titre de mesure conservatoire, le Procureur régional obtint un mandat provisoire de séquestre sur les 930.000 sacs de café consignés au nom de M. Sielcken, membre du Comité des ventes des cafés de l'État de Saint-Paul, dans les entrepôts de la « Dry Dock Company »; M. Sielcken, qui allait s'embarquer pour l'Europe, fut cité à comparaître et astreint à résidence dans le district.

Le procès vint dans le courant de mai devant la Cour du Circuit de New-York, mais cette fois les

juges sollicités de rendre une ordonnance de référé, confirmative du mandat provisoire de séquestre s'y refusèrent, levèrent le séquestre, et rendirent sa liberté à M. Sielcken, sans d'ailleurs préjuger du fonds du procès.

M. Sielcken fit valoir en ce qui le concernait, que, ni comme membre du Comité de valorisation, ni comme consignataire de ses cafés aux États-Unis, il n'avait été partie à un contrat tombant sous le coup du « Sherman Act » et qu'il était un simple agent de la valorisation.

Loin de s'arrêter à ce demi-échec, le Gouvernement américain se fit donner de nouvelles armes contre la valorisation.

Pour atteindre sûrement M. Sielcken, la Chambre des Représentants adopta le 17 juin 1912 le Bill Norris, qui modifie le Wilson Bill, le rend applicable non seulement aux auteurs mais aussi aux « Agents » des combinaisons déclarées illégales, et spécifie la saisie des marchandises importées en violation de ses dispositions (1). Le 4 février 1913, cette loi, créée tout spécialement contre la valorisation, était votée à son tour par le Sénat, et promulguée immédiatement par le Président Taft.

Sans attendre cette nouvelle arme, le Gouvernement américain avait continué les poursuites judiciaires engagées devant la Cour du Circuit de New-

(1) *Congressional record* 1912, p. 8.306.

York et avait exercé une pression directe sur le Gouvernement brésilien. En janvier 1913, après de véhémentes protestations contre cet « attentat à sa souveraineté » (1), celui-ci capitulait et le Comité des ventes annonçait la liquidation de tout le stock entreposé aux États-Unis, soit plus de 900.000 sacs. De son côté, le Gouvernement américain renonça à des poursuites désormais sans objet.

L'exemple de la campagne impitoyable menée aux États-Unis et la prolongation de la hausse, que l'on avait d'abord crue éphémère, amenèrent, en 1912, une reprise générale des hostilités dans les Parlements d'Europe.

Le 10 juin 1912, M. Briquet et la plupart de ses collègues socialistes déposaient à la Chambre des Députés la résolution suivante :

« La Chambre, émue par la hausse exagérée et persistante des cours des cafés, invite le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour y mettre un terme, et notamment à appliquer au café retenu par

(1) Voir entre autres le discours extrêmement vif de l'ambassadeur brésilien à l'occasion d'un Congrès pan-américain à Washington — parlant de la doctrine « arbitraire et révolutionnaire du gouvernement américain », de son immixtion dans la propriété d'un État étranger, au mépris de sa souveraineté. (*Retrospecto commercial* 1912, p. 146).

La lutte contre la valorisation fut le point de départ d'une série de représailles brésiliennes, suspension des droit préférentiels dont jouissaient certains articles exportés par les États-Unis au Brésil, etc., pendant l'année 1912 — Télégramme de Rio, du 23 février, Brésil 2 mars 1913.

le Comité de valorisation dans les ports français, la disposition réglementaire relative au délai de séjour et à l'exonération fiscale des marchandises entreposées. »

Contre la « hausse artificielle due aux manœuvres du Comité de valorisation qui détient 4 millions et demi de sacs sur un approvisionnement mondial de 12 millions, et 56 % du stock français », M. Briquet proposait d'abord la stricte application du règlement des douanes qui stipule qu'à l'expiration d'un délai de trois ans, l'Administration peut mettre en demeure l'importateur de payer les droits d'entrée sur les marchandises entreposées, faute de quoi, elle peut procéder à leur vente d'office. Pour les 1.380.000 sacs alors entreposés en France, le droit énorme de 136 francs par 100 kilogs se montait à 120 millions de francs. C'est dire que mis en demeure de payer les droits, le Comité serait pratiquement dans l'obligation de mettre la marchandise sur le marché, à moins qu'il ne la réexportât à grands frais.

Le Gouvernement, au cours de la même séance, et la Commission des Douanes, le 8 juillet 1912 (1), repoussèrent cette suggestion en faisant remarquer que la concession d'une prolongation de délai à l'entrepositaire, qui la réclame, est d'un usage constant en France. Cette attitude leur était aussi dictée par des raisons très sérieuses, exposées dans un rapport de la

(1) Documents parlementaires, Chambre, Annexe n° 2.129.

Chambre de Commerce du Havre : cette place, qui lutte depuis dix ans pour maintenir son rôle de grand marché du café au regard de Hambourg, y est parvenu grâce à l'organisation de sa caisse de liquidation, qu'Hambourg a imitée depuis, ensuite grâce à la supériorité et au bon marché de son crédit. Ce sont ces divers motifs, qui y firent entreposer une grande quantité des cafés de la valorisation, apportant par l'augmentation des transactions un surcroît de puissance au marché du Havre, sans parler des profits sous forme de taxes, frêt, magasinage. Que l'on boycotte ces cafés au Havre, et à Marseille, ils se détourneront de ces places, iront à Anvers, Hambourg, et Trieste, sans avantage pour le consommateur français, et au grand préjudice de nos ports.

Un souci légitime des intérêts du Havre empêcha donc le Gouvernement et la Commission d'accepter la stricte application, d'ailleurs insolite, du règlement des douanes.

Le débat devant la Chambre fit, en revanche, naître un accord presque général, auquel adhéra le Gouvernement, pour adopter une proposition déjà soutenue l'année précédente par MM. Plichon et Sévère (1) : Pour éviter le renchérissement dont

(1) Séance du 7 novembre 1911. Voir exposé des motifs de la proposition de loi de M. Plichon, tendant à exonérer de tout droit les cafés des colonies françaises, *J. O.* documents parlementaires, annexes 1.265. Proposition de loi de M. Sévère, député de la Martinique, tendant à dégrever les cafés et cacao des colonies françaises, Annexe 1.284.

souffre le consommateur français, il faut s'efforcer de l'affranchir, au moins en partie, de la dépendance du monopole de production brésilien, et pour cela, faciliter l'accès de notre marché au café des colonies françaises : leur concurrence doit mettre les consommateurs à l'abri des prix de monopole. En conséquence, la Chambre vota un peu plus tard l'exonération totale des droits de douane pour les cafés coloniaux, à partir du 1^{er} janvier 1914 (1).

Cette mesure favorable aux intérêts des planteurs des colonies, nous apparaît comme tout à fait indifférente aux intérêts des consommateurs français.

C'est avec raison que la tendance de certains pays à des monopoles de production a amené, dans ces derniers temps, des nations européennes à vouloir compléter leur économie nationale par le développement, dans leurs colonies, de cultures alimentaires ou industrielles (telle que le coton), pour lesquelles elles étaient tributaires d'un grand pays producteur, maître du marché; et l'on conçoit même qu'elles aient favorisé le développement artificiel de ces cultures par des primes ou par un traitement différenciel à l'entrée de la métropole; car, à supposer que les prix de revient de ces produits coloniaux soient notablement plus élevés que ceux du pays monopoleur, à supposer même qu'ils soient de 25 ou de 50 % plus

(1) Loi du 5 août 1913 (*J. O.* du 8 août 1913) applicable aux colonies dites « assimilées ».

élevés, ils constitueront, même à ce taux, un frein et une limite pour les prix de monopole.

Mais l'expérience, déjà faite pour le café, ne permettait pas de croire que la production des colonies françaises pût jamais jouer ce rôle modérateur. La culture du café a été un apanage de nos plus vieilles colonies, Martinique, Guadeloupe, Réunion, et malgré une détaxe de 50 % à partir de 1892, soit une prime de 78 francs aux 100 kilogs, elles produisent aujourd'hui, moins qu'en 1892. L'ensemble de nos colonies qui produisaient alors 4 % du café consommé en France n'en produit plus que un et demi pour cent bien que de nouvelles régions productrices soient venues s'ajouter à nos vieilles colonies pendant cette période. Ainsi, avec une détaxe-prime de 78 francs aux 100 kilogs et des prix dépassant souvent 100 francs (les 50 kilogs au Havre) de 1892 à 1895, prix bien supérieurs au plus haut cours atteint par la valorisation, la production coloniale n'a pas su se développer. Il semble bien que faire plus encore, pour l'encourager aujourd'hui, soit une mesure anti-économique. La détaxe complète de 136 francs aux 100 kilogs aboutit à une prime de plus de 100 % *ad valorem*. Elle a pour résultat le développement tout artificiel dans nos colonies, malgré des prix de revient exorbitants, d'une culture riche, aux dépens de cultures vivrières ou industrielles beaucoup plus utiles à leur économie et à l'économie de la métropole. Une telle production est un résultat

monstrueux du protectionnisme. Elle ne vit qu'aux dépens de la métropole et de ce que celle-ci lui abandonne sur son budget. C'est le type de la production parasite (1).

Quant à l'effet sur les prix, il est bien évident que la détaxe du café profite aux planteurs des colonies et aux intermédiaires, mais que l'entrée en franchise de un et demi pour cent de la consommation totale n'aura pas la moindre influence sur les prix payés par le consommateur français (2).

En dehors de ces mesures administratives, M. Briquet invitait le Gouvernement à exercer une pression auprès des détenteurs de café, et à intervenir en particulier auprès de la Société Générale, en tant que membre du Comité des ventes et consignataire de tous les cafés entreposés en France, pour accélérer la vente de ses stocks.

Et, le député socialiste critiquait la conduite de ces capitalistes qui, au lieu de « développer chez nous le commerce et l'industrie », emploient les capitaux

(1) Nous reconnaissons d'ailleurs que la loi de 1913 est la réparation tardive de l'injustice faite aux colonies « assimilées », par le régime douanier de 1892, qui leur imposant l'entrée en franchise des produits métropolitains, n'accordait qu'une demi-détaxe à leurs « produits riches » introduits dans la métropole. — C'est donc, non la loi de 1913, mais le régime douanier des colonies assimilées de 1892, qui aboutit, dans sa logique même, aux résultats anti-économiques que nous avons signalés au sujet du café.

(2) H. Damour a proposé en 1913, l'abaissement des droits sur le café en faveur du consommateur français. — L'augmentation de consommation du café et du sucre devrait compenser pour le budget l'abaissement des droits.

français à aider au rançonnement du consommateur français.

La valorisation soulève ce problème si délicat et si discuté du libre emploi des capitaux. La tendance au protectionnisme financier, il est curieux de l'observer, se fit jour en cette occasion, beaucoup plus vivement en Allemagne qu'en France, et dans l'automne 1912, la presse allemande prit à partie très violemment les banquiers allemands de la valorisation. Les plus gros bailleurs de fonds du gouvernement de Saint-Paul se trouvaient en Angleterre, mais leur action n'y fut même pas critiquée, tant le peuple anglais se trouve peu lésé par la hausse du café. La consommation britannique n'atteint pas le huitième de la consommation française.

Pour bien juger de la participation des capitaux européens et américains à la valorisation, il faut se reporter au moment même où celle-ci fut entreprise, et envisager le dommage qu'eût entraîné pour les intérêts européens la ruine du Brésil abandonné à lui-même. C'est à juste titre, qu'une politique de solidarité bien comprise a amené, de plus en plus, dans ces dernières années, les banques et en particulier la Banque de France à se porter au secours des marchés étrangers embarrassés.

La *Gazette de Francfort* rappelait, du point de vue allemand, que l'Allemagne venant immédiatement derrière l'Angleterre comme pays importateur au

Brésil, et au troisième rang pour l'exportation, ayant des nationaux engagés dans les plantations de café de Saint-Paul et un gros capital avancé aux planteurs sous forme d'hypothèques, participe sous mille formes à la prospérité brésilienne, et concluait qu'une débâcle pauliste serait un coup très rude porté à l'exportation et au commerce maritime allemands (1).

Les capitaux français se trouvaient également engagés en quantités considérables dans les diverses entreprises de Saint-Paul et du Brésil, et eussent ressenti gravement le contre-coup d'une faillite brésilienne (2).

Il faut, d'ailleurs, envisager le profit que tous les porteurs français de bons ont réalisé sur des titres acquis aux environs de 472 fr. rapportant 5 % et qui ont été remboursés au pair, en cinq ans.

Répondant aux critiques de M. Briquet, le ministre du Commerce a pu signaler aussi à la décharge des banques, qu'après avoir obtenu en nantissement un stock de 7 millions de sacs, garantie nécessaire d'avances qui provenaient de l'épargne de leurs pays, elles ont consenti à une réalisation de leur gage beaucoup plus rapide que ne le comportaient les prévisions de leur contrat : l'amortissement des bons devait se faire dans un délai de dix ans, et la durée de la liqui-

(1) *Frankfurter Handelsblatt*, 24 janvier 1913.

(2) On évalue à 2 milliards les capitaux français placés au Brésil, (*l'Information* 8 mars 1914).

dation des stocks devait être égale, à raison de 700.000 sacs par an environ (1). Or, cette liquidation a été de beaucoup accélérée.

On peut regretter seulement qu'elle ne l'ait pas été plus encore, et pour cela, que les banques françaises et allemandes, n'aient pas eu dans le Comité de Londres une influence suffisante, pour défendre l'intérêt de leurs consommateurs nationaux en face des membres brésiliens, anglais et américains du Comité uniquement intéressés à la hausse du café.

La valorisation fit également l'objet d'un débat au Reichstag allemand le 21 janvier 1913 (2). Les mesures préconisées furent en partie les mêmes qu'au Parlement français.

Négociations diplomatiques avec Saint-Paul d'un côté, et avec la France et la Belgique de l'autre, pour une action commune aboutissant à la vente des stocks de la valorisation dans ces trois pays;

Pression sur les banques « qui mettent l'argent allemand au service de la valorisation »;

Développement et encouragement de la culture du café dans les colonies allemandes.

Puis le débat amena à constater la lacune de la législation, qui ne possède aucune loi anti-trust com-

(1) Conf. Message du Président de l'État de Saint - Paul, 14 juillet 1909.

(2) *Verhandlungen des Reichstags* 1913 p. 3.089.

parable à celles des États-Unis et permettant de lutter contre les méfaits des spéculations internationales sur le marché allemand; et le Gouvernement fut invité à envisager l'adoption d'une loi sur les cartels parmi « les mesures aptes à contrarier l'élévation artificielle des prix dûs à la valorisation ».

L'interpellateur M. Nacken, remarqua également que si pour lutter contre la « Standard Oil » qui n'avait pourtant pas relevé abusivement les prix du pétrole, l'Empire allait organiser un monopole de vente, il serait, à plus forte raison, légitime de le faire pour le café dont la valorisation a fait hausser les prix de 100 % en deux ans. Rappelons à ce sujet qu'un plan de régie du café avait été établi pour la France en 1908 par M. Turot, mais il avait alors un but fiscal.

La discussion au Reichstag fut intéressante, car l'orateur s'appliqua à faire ressortir l'opposition existant entre les promesses faites à ses débuts par la valorisation et les abus à quoi elle aboutit. « En retour des prix rémunérateurs qu'elle maintiendrait en faveur de la production dans les années d'abondante récolte, la valorisation avait promis de mettre libéralement ses cafés à la disposition du commerce dans les années de pénurie, c'est-à-dire lorsque les prix dépasseraient 55 et 65 francs (1). Depuis que le Comité a repris la direction de l'affaire, ces prix que la valorisation s'était donnés

(1) M. Nacken cite le chiffre de 47 francs, mais ce fut un prix minimum fixé seulement pour les ventes de la première année

pour but ont été laissés bien loin, et même au prix de 80 francs on n'a mis que des quantités très restreintes à la disposition de la consommation ». La valorisation devait sauver la production caféière sans rançonner le consommateur. Le gros stock qu'elle a gardé par devers elle est le témoin de sa forfaiture. On peut, à bon droit accuser la valorisation d'avoir aidé à la hausse par la retenue excessive de ces stocks qui ont servi de tremplin aux opérations spéculatives, et il faut aussi regretter les compromissions des membres américains du Comité de valorisation qui, opérant pour leur propre compte, à côté et à l'abri de la valorisation, ont mené l'assaut spéculatif de ces dernières années. S'il est aventureux de dire que le Comité, « pour forcer la hausse s'est livré dans ces dernières années à toute une série de manipulations sur le marché et qu'il possédait fin 1912 plus d'un million de sacs de café achetés dans les diverses Bourses d'Europe et d'Amérique », comme cela fut allégué au Reichstag, il est indéniable que M. Sielcken, le « Roi du Café », et membre américain du Comité des ventes, avait pour son compte d'énormes engagements à la hausse sur lesquels il a d'ailleurs perdu, dit-on, en 1913 une somme de plusieurs millions de dollars.

Si l'on prend pour prix normal le prix de 65 francs, indiqué au Convenio de Taubaté par les Brésiliens eux-mêmes, on peut évaluer à plus d'un milliard la dime payée par les consommateurs du monde à la

hausse spéculative, pendant les deux campagnes 1911-1912 et 1912-1913, et à 60 millions la rançon du consommateur français. A ce même moment, le prix de vente du café était de plus du double du coût de production, et il existait sur le marché un stock représentant plus de huit mois d'avance sur la consommation.

La valorisation qui a eu le grand mérite de sauvegarder le patrimoine brésilien a fini par un véritable abus de force.

Mais cette expérience ne sera pas perdue. La riposte américaine fût brusque, et le marché du café est encore sous le coup de la liquidation du stock américain qui a mis 12 mois à trouver son classement aux États-Unis; et cette riposte a visé non seulement la valorisation du café, mais toute entreprise du même genre. De l'aveu même de M. Norris, la loi, qu'il a fait voter, avait aussi pour but de faire échec à la valorisation du caoutchouc qui s'organisait, comme nous le verrons bientôt, au printemps 1911 : « il faut combattre la valorisation du café afin que le Brésil ne réédite pas le même procédé pour le caoutchouc; nous serions là encore le pays le plus lésé du monde puisque nous sommes aussi les principaux consommateurs de cette denrée » (1).

Si les mesures prises par les états étrangers, à l'en-

(1) *Retrospecto Commercial do Jornal do Commercio* 1911, p. 176.

contre de la valorisation, apparaissent anodines comparées à l'action américaine, cela tient à ce que les Gouvernements européens vinrent dans la voie tracée par les États-Unis au moment où ceux-ci atteignaient déjà le but et où la baisse de 1913 rendait inutiles la recherche d'autres moyens d'action. Mais des débats qui eurent lieu à cette époque, il résulte, sans nul doute, qu'un nouveau coup de force de la valorisation, ou toute autre entreprise du même genre, serait immédiatement contrecarrée par une législation anti-accapareuse, copiée sur celle des États-Unis. Le mouvement de défense contre tous les abus de monopoles étrangers de production a été extrêmement vif pendant ces dernières années et on a vu le Reichstag allemand adopter un projet de monopole de vente du pétrole, afin de protéger les consommateurs allemands contre la « Standard Oil ». C'est ainsi que la coalition des consommateurs, spontanée, ou même organisée par l'État, tend à s'opposer désormais à toutes les combinaisons qui visent à la domination du marché mondial.

Après avoir reconnu l'abus que la valorisation a fait de son succès, il faut, pour être équitable, reprendre le raisonnement que nous ont proposé les valorisateurs et se demander ce qu'eussent été les prix sans la valorisation. M. F. Ramos parle du « service immense que la valorisation a rendu aux pays consommateurs,

en évitant que la disparition d'une grande partie de la production n'ait amené, dans un court délai, le café à des prix tellement élevés qu'il eût été réservé aux riches ». Il nous est difficile de raisonner sur des hypothèses, mais nous devons nous rappeler que la crise du café a eu un précédent, qui donnerait raison aux prétentions des valorisateurs. Les prix de 1882 à 1886 avaient baissé d'une manière presque incroyable, jusqu'à 41 francs, ce qui, avec le change plus élevé de l'époque, représentait en reis des prix presque aussi bas que pendant les mauvais jours de 1907. Cette fois, le Gouvernement n'était pas intervenu, et l'histoire s'était écrite plus malheureusement pour le Brésil; de nombreux planteurs et commerçants furent acculés à la ruine, et cette période fut marquée par la disparition d'un grand nombre de plantations et une perte énorme de richesses pour la nation (1). La crise fut telle que la production ne tarda pas à s'en ressentir, tombant au Brésil de 5.800.000 sacs entre 1880 et 1885 à 5.000.000 de sacs de 1885 à 1890. Les stocks allaient disparaissant, tandis que les prix commençaient à monter. En fin de campagne 1910, les stocks avaient baissé jusqu'à 1.900.000 sacs seulement. Bientôt les cours de 100 francs au Havre devinrent presque la règle et durèrent de 1889 à 1894 (2), prix

(1) Aug. Ramos *Brazilian Review*, juin 1912.

(2) Cours moyens annuels de 1889 à 1894 : 96, 102, 108, 88, 95, 100, 94. Ainsi les prix restèrent aux environs de 100 francs jusqu'en 1893-1894 alors que le change avait baissé déjà à 10 3/8.

bien plus élevés que ceux que la valorisation a jamais atteints, dans son abus même.

Les excès de la valorisation, si grands qu'ils aient été, et qui d'ailleurs, par un juste retour, n'ont pas profité à Saint-Paul, puisque nous avons vu la crise de 1913 emporter ce qu'il y avait de factice dans sa prospérité, ne doivent pas nous faire oublier que la valorisation de 1906 a eu pour le consommateur lui-même des résultats moins désavantageux que la politique de laisser-faire de 1885.

LIVRE III

LA VALORISATION DU CAOUTCHOUC

Si l'État de Saint-Paul vit du café, tout le Nord du Brésil, l'immense bassin de l'Amazonie ne vit que du caoutchouc. Sur un territoire onze fois plus grand que la France, vaste comme la moitié de l'Europe, s'étend la forêt équatoriale. Les rivières y sont les seules routes (1), mais elles forment un réseau fluvial unique avec leurs 50.000 kilomètres navigables. C'est encore une des régions les moins peuplées du monde et c'était un désert, quand, dans la seconde moitié du siècle dernier, la recherche du caoutchouc y apporta la vie, puis la richesse.

Ce fut une fièvre, une ruée comme celle de l'or. « O ouro preto » — l'or noir — c'est le nom imagé du caoutchouc pour les « *seringueiros* » qui l'exploitent, et leur vie est aussi aventureuse que celle des prospecteurs : vie isolée au cœur de la forêt, faite de privations et d'excès, assiégée de dangers, en proie aux

(1) En 1911, les États de Para et d'Amazonas réunis (2.645.000 k²*) possédaient 125 kilomètres de voies ferrées exploitées : la ligne Para-Bragança avec embranchement vers Pinheiro (*Nachrichten für Handel*, 8.12.11).

maladies paludéennes, car l' « *hevea* » le plus répandu en Amazonie des arbres producteurs de caoutchouc et celui qui produit la gomme la plus estimée — dite « *para* », croît de préférence dans les terres basses du fleuve, soumises aux crues périodiques et qui demeurent à l'état de marécages meurtriers, même durant la saison des basses eaux, où se fait la récolte (de juin à janvier).

La récolte du caoutchouc a, au Brésil, tous les caractères d'une industrie extractive; le seringueiro, une fois parvenu, en remontant les rivières, à un endroit où la forêt est assez riche en hévéas, procède à sa récolte par incisions et saignées recueillies dans des godets, assez analogue à la cueillette de la résine dans les forêts des Landes. Mais, nomade, le plus souvent émigrant que rien n'attache à ce sol, il vise seulement à rapporter de chacune de ces dures campagnes le plus fort gain possible, et il exploite les arbres comme on exploite un filon, les épuise par des saignées excessives et, trop souvent, laisse la forêt définitivement tarie derrière lui.

Les seringueiros n'apportent pas directement sur le marché leur récolte. Ils dépendent généralement d'un patron, le « *padrao seringueiro* », qui leur a fait l'avance des frais de voyage et de leur équipement. En revanche, ils ont dû prendre l'engagement de lui vendre au prix du marché local, tout le caoutchouc récolté, sur lequel le patron prélève 15 % pour sa part, et

aussi de lui acheter toutes les subsistances et les vêtements qui leur seraient nécessaires au prix arbitraire qu'il lui convient de fixer. A ce système de troc, les patrons seringueiros gagnent toujours, dans l'achat comme dans la vente, et encore enlèvent-ils au seringueiro par l'usure sur les avances faites (24 %) la majeure partie de ses gains.

Ainsi le seringueiro est durement exploité et pourtant c'est à cette armée de quelques 80.000 hardis aventuriers dispersés le long des affluents de l'Amazonie qu'est dûe la prospérité de la région (1). C'est grâce à eux et sur eux que s'est fondée toute richesse, c'est par ces 80.000 hommes que vivent 2 millions d'habitants. D'ordinaire, à s'occuper de pays neufs, on oublie la question sociale, car la richesse sans maître y appartient à qui sait la prendre. Mais il n'est peut être pas un de nos vieux pays où la rémunération semble aussi disproportionnée à l'effort qu'en Amazonie. On n'imagine pas au prix de quelles dépenses d'énergie, de quel sacrifice de vies humaines (2), le caoutchouc est arraché à la forêt.

Quelque primitive et barbare que fût l'exploitation

(1) Le recensement officiel de 1906 donnait comme chiffre des personnes employées dans tout le Brésil à l'extraction du caoutchouc, celui de 5.337, évidemment inexact.

(2) Voir *Rapports consulaires anglais*, N° 2140, année 1898, et N° 4359, année 1909, et la peinture de la vie des émigrants de Ceara en Amazonie dans le roman « *Paroara* » par Rodolfo Théophilo.

du caoutchouc, qui depuis 50 ans n'avait rien changé dans ses procédés d'extraction ni dans son mécanisme commercial, elle apportait récemment encore en Amazonie une prospérité incroyable, si grand était le privilège de nature dont jouissait ce pays : des villes s'élevaient dans la forêt vierge, Para qui compte 150.000 habitants, Manaus qui en a plus de la moitié, possèdent des palais, des théâtres, des places, des ports de grande capitale; un développement économique prodigieux se manifestait. L'exportation du caoutchouc s'élevait par bonds de :

	1.800 tonnes en	1857
à	9.200	— 1877
	21.250	— 1897
	37.500	— 1907
	39.266	— 1909

représentant cette année une valeur de près d'un demi-milliard. Para devenait, après Saint-Paul, le plus grand centre exportateur du Brésil, et le caoutchouc sa deuxième richesse en attendant qu'elle fût la première. Car les Brésiliens, coutumiers de ces miracles de leur prodigieuse nature, avaient accueilli leur nouvelle fortune sans étonnement et voyaient déjà pour leur pays, grâce au caoutchouc, un avenir encore plus sûr et plus brillant que dans la culture du café : ils escomptaient pour le caoutchouc une demande sans cesse croissante de l'industrie, par la multiplication indéfinie de ses

usages (1); et leur suprématie sur ce marché leur était le sûr garant que leurs forêts seraient le réservoir inépuisable où viendrait s'alimenter, toujours plus abondamment, l'industrie des deux mondes.

Suprématie bien établie, s'il en fût; la qualité du para le mettait au-dessus de tout autre caoutchouc, et lui valait une prime notable. Par son chiffre d'exportation, d'autre part, la production brésilienne seule dépassait la production de tous les autres pays réunis et faisait la loi sur le marché. En 1909, l'exportation amazonienne était de 39.150 tonnes sur une production générale de 69.370 tonnes, soit 56 %. Le surplus se partageait entre le Mexique, l'Afrique Équatoriale et les plantations de Ceylan et de Malai-

ANNÉE	BRÉSIL Tonnes	CENTRE-AMÉRIQUE ET AFRIQUE Tonnes
1905	33.900	35.428
1906	35.250	32.022
1907	37.300	30.171
1908	38.850	26.061
1909	39.266	26.522 (2)

(1) Il n'est peut être rien d'aussi remarquable, en effet, dans l'histoire industrielle de ces 20 dernières années que le développement du marché du caoutchouc et des industries qui en sont tributaires, automobile et électricité. Il a dépassé pour la valeur totale de matière première annuellement vendue, le marché du cuivre dont on sait l'influence dans les bourses d'Europe et d'Amérique.

(2) Rapport du ministre fédéral de l'Agriculture, M. Pedro de Toledo, 1912.

sie. Encore les productions centre-américaines et africaines réunies accusaient-elles, depuis 1905, une diminution progressive en regard des progrès croissants du Brésil. Seule, la production des plantations asiatiques augmentait mais elle ne fournissait encore que 3.700 tonnes.

Qualité, quantité, le Brésil possédait toutes les bases d'une suprématie durable et il avait, pour en jouir longtemps, ce trésor inestimable, unique au monde, 1.000.000 de milles carrés de forêts, dont, après 50 ans, 1/10^e à peine était exploité. L'avenir était si brillant que plantations de cacao et élevage, si rémunérateurs qu'ils fussent, étaient presque partout délaissés, et tous les bras se tendirent vers la conquête de l' « or noir ». Le caoutchouc devait suffire à tout. Qu'une crise survienne, et devant la ruine de toute une région, l'État sera, ici comme à Saint-Paul, amené à intervenir.

L'industrie du caoutchouc au Brésil avait traversé la hausse du change sans trop en souffrir. Après quelques années de gêne, grâce à une demande accrue et à leur domination du marché, les Brésiliens avaient presque compensé leurs pertes au change par le relèvement des prix en or. La moyenne du prix de la livre de caoutchouc qui pendant la baisse du change (1889-1898) avait été de 3 sh. 2 monta à 4 sh. 5 pour la période 1899-1906 et atteignait 5 sh. 3 1/2 en

1906 (1). Mais plus qu'aucun autre, le commerce brésilien du caoutchouc garda, de la période des variations du change, des habitudes de spéculation.

Une crise passagère survint en 1907-1908. De 5 sh. 3 1/2, moyenne de 1906, on vit la valeur de la livre de para tomber jusqu'à 2 sh. 9 en février 1908, plus bas que son prix de revient en Amazonie, évalué à 3 sh. environ. Mais cette crise trouvait une cause toute extérieure dans la crise américaine de 1907, et si vive qu'eût été l'alerte, elle ne diminua pas encore la confiance des Brésiliens. Les États-Unis seuls utilisaient chaque année près de la moitié de la production brésilienne (2); le ralentissement industriel qui résulta aux États-Unis et aussi en Europe du resserrement général de l'argent, joint aux effets directs de la tension monétaire sur un pays tributaire du crédit international comme l'est le Brésil, devait tout naturellement amener le caoutchouc à des cours inconnus depuis longtemps.

Les deux années qui suivirent donnèrent raison à l'optimisme des producteurs. Le retour à l'activité des États-Unis fut lent en général, mais l'industrie de l'automobile, jusque-là très retardataire en Amérique,

(1) Le para est habituellement coté en shellings par livre *anglaise*, d'après la cote de Liverpool qui est le principal marché du Para en Europe.

(2) En 1906, l'Europe achetait en Amazonie, 18.430 tonnes de caoutchouc, et les États-Unis, 15.139 tonnes, *Retrospecto J. do Commercio*, 1911.

fût prise d'un développement frénétique : 115.000 automobiles furent lancées dans cette seule année 1909, contre 30.000 en 1906. L'insuccès des plantations tentées à grands frais par les Américains au Mexique rejeta cet afflux de la demande sur le marché du para, où elle rencontra des besoins notablement accrus de l'industrie européenne ; les prix remontèrent vivement en 1909, et, la spéculation brésilienne et européenne accentuant le mouvement, on vit se produire le fameux « boom » du caoutchouc de 1910, qui n'a sans doute pas son semblable dans l'histoire financière. En octobre 1909, les cours atteignaient déjà 9 sh. Un corner, réalisé à Liverpool par un spéculateur brésilien, les porta en avril 1910 à 12 sh. 6 1/2, ils avaient haussé de 455 % en 26 mois.

Ces prix fabuleux furent trouvés naturels par l'optimisme brésilien. Les producteurs ne vécurent pas dans l'appréhension et dans la prévoyance d'une réaction possible ; au contraire, lors d'un léger recul des cours, ils emmagasinèrent leur caoutchouc, afin de lui retrouver de plus hauts prix de vente. A Londres, le marché des valeurs de plantations partageait le même engouement ; à une hausse de 400 % de la matière première en 2 ans, répondait une hausse

(1) C'est à cette date que remonte la construction des autobus de Paris et de Londres, grands consommateurs de caoutchouc. A elle seule l'industrie automobile consomma 35.000 tonnes de caoutchouc en 1910, soit environ la moitié de la production mondiale.

des titres de plantations qui dépassait 1.000 %, en moyenne, en 6 mois. Le xx^e siècle devait être le siècle du caoutchouc et l'on fondait des sociétés sur les paroles authentiques ou non, de M. A. Carnegie : « Je n'ai réussi que parce que j'ai su prévoir l'importance de l'acier dans la civilisation moderne, si j'étais à l'âge où l'on cherche sa voie, je m'occuperais du caoutchouc. » (1).

En moins de 6 mois, le « boom » s'effondrait et les cours dégonflés s'affaissaient presque sans ressauts jusqu'à 5 sh. 6 fin décembre.

La valorisation est proche.

Dégrisés, déçus, les producteurs brésiliens, devant ce qui leur apparaissait comme un désastre, et qui n'était que le retour fatal à l'équilibre, regardèrent autour d'eux. Notons-le bien, ce cours de 5 sh. était un cours normal, plutôt élevé, rémunérateur, et si on le considère isolément, un indice de prospérité pour l'Amazonie. Mais à chercher autour d'eux, et en dehors d'eux, avec ce soupçon d'être persécuté auquel se résout l'optimisme brésilien lorsque les faits lui font échec, les causes d'une déroute trop naturelle, et qui portait en elle-même ses raisons, les producteurs d'Amazonie purent apercevoir les menaces plus

(1) Émissions de valeurs de plantations à Londres en 1908, £ 3.800.000; en 1909, £ 5.900.000; en 1910, £ 19.143.800 ou 475 millions de francs.

profondes, vitales, qui dans peu d'années devaient mettre en péril toute leur prospérité.

La moins grave (1) venait du caoutchouc régénéré. Encore était-ce par lui que l'équilibre du marché avait pu se rétablir aussi vite. Stimulée par les hauts prix, la régénération industrielle du caoutchouc usagé avait fait de grands progrès et acquis un développement nouveau (2). Les fabricants, surtout en Amérique, n'employèrent pendant le « boom » que la quantité de para strictement nécessaire pour garder une résistance et une élasticité suffisantes à leurs produits (3) et usèrent pour le surplus de provenances inférieures ou de vieux caoutchoucs. En 1910, la pro-

(1) Nous ne mentionnons pas le caoutchouc de synthèse resté, au moins jusqu'ici, un produit de laboratoire, coûteux et sans qualités industrielles suffisantes.

(2) Le problème du réemploi du caoutchouc usagé n'est pas encore définitivement résolu; il consiste à le débarrasser du soufre qu'y a incorporé la vulcanisation et qui, ayant modifié son arrangement moléculaire, lui a fait perdre son affinité avec la matière vierge. Plusieurs procédés sont appliqués pour régénérer le caoutchouc vulcanisé et permettre sa réincorporation à la gomme neuve, mais ils ne fournissent pas un produit équivalent au produit natif. En 1911, la production totale des régénérés fut évaluée à 60.000 tonnes et leur prix de revient à 3 sh. 6 la livre.

(3) Dans la plupart des produits en caoutchouc, le caoutchouc, n'entre que comme un ciment qui agglomère et rend élastique un mélange fait d'huiles végétales siccatives, de matières grasses, de poudres minérales, etc. Ces objets, qui ont toute l'apparence du caoutchouc, n'en contiennent souvent que très peu, de 15 à 50 %. Les chambres à air pour automobiles, par contre, sont faites des meilleurs caoutchoucs purs vulcanisés. Les pneumatiques ne renferment que 35 % de caoutchouc environ. On estime qu'une production de 80.000 tonnes de caoutchouc brut sert à la fabrication de 400.000 tonnes manufacturées.

duction des régénérés, aux seuls États-Unis, atteignit 58 % de la récolte brésilienne 1909-1910.

Mais cette substitution, stimulée comme le serait une fraude par les hauts prix qui la rendent plus profitable, devait aussi être découragée par le retour à des cours raisonnables; tandis que la menace des plantations asiatiques apparaissait plus grave, de nature à poursuivre le para jusqu'aux plus bas prix : un étrange phénomène économique se révélait aux Brésiliens, que l'on eût surpris quelques années avant, en leur conseillant de planter et de cultiver un arbre que leurs forêts offraient en abondance. Le caoutchouc obtenu dans les plantations, à force de soin, de culture et de capital, revenait à meilleur compte que celui qui coulait à l'état natif des hévéas brésiliens et qui n'avait qu'à être recueilli.

C'est que celui-ci était grevé de toutes les charges qui résultent d'une exploitation primitive et d'une politique économique déplorable : (1).

— Droits de 20 à 23 % *ad valorem* prélevé par les États d'Amazonie sur le caoutchouc exporté, sans compter les droits de bourse, de ports, et l'impôt municipal sur le territoire de production.

— Tarif fédéral d'importation qui frappait de droits fabuleux les objets de première nécessité et les vivres :

(1) Voir J.-A. Mendes, *Extraccao da Borracha*, Para, 1910. — Paul Walle, *Para*, 1912. — M. Farquhar, *Jornal do Commercio*, 12 juillet 1911.

502 % sur le riz, 333 % sur les pommes de terre, 161 % sur les haricots, base de la nourriture brésilienne, etc. A ce taux, les produits agricoles du sud sont protégés, car l'Amazonie, qui ne produit plus rien aujourd'hui que du caoutchouc, dépend de l'extérieur pour son alimentation; mais, à ce taux aussi, les vivres y atteignent des prix invraisemblables, et le coût de la main-d'œuvre et les prix de revient s'en ressentent (1).

— Transports qui, par le fait que le cabotage fluvial est légalement réservé aux nationaux et asservi à de lourdes charges, atteignent des prix exorbitants : une tonne de marchandises transportée de Para à San Antonio sur le Madeira, affluent de l'Amazone, paie 125 francs. Expédiée d'Angleterre par les vapeurs qui atteignent San Antonio sans rompre charge, elle paierait 37 fr. 50. Dans la plupart des cas, il serait plus avantageux d'expédier la marchandise sur un port étranger et de la réembarquer de là vers le Brésil que de l'envoyer directement d'un port du Brésil à un autre (2). Le transport d'un seringueiro vers les hautes régions de l'Amazonie coûte jusqu'à 500 francs. Le caoutchouc qui descend le fleuve est lourdement grevé, et les vivres et marchandises, qui le remontent, paient en fret une somme souvent supérieure à leur valeur.

(1) Le tarif fédéral a été très légèrement diminué fin 1913.

(2) D'après les tarifs du Lloyd Brésilien lui-même, il coûte 3 fois plus d'envoyer un sac de café de Santos à Para que de Santos aux États-Unis.

— Il faut ajouter les hauts prix de toute la main-d'œuvre qui proviennent, moins encore de sa rareté et de la cherté de la vie, que des conditions mêmes de l'existence et de la mortalité effrayante sur le haut fleuve : les salaires s'établissent sur la base anormale des risques courus.

Les Brésiliens auraient dû pourtant se souvenir que les plus belles richesses naturelles peuvent perdre toute valeur, devenir telles qu'inexistantes, si elles sont compromises par une organisation économique défectueuse. Originaire d'Amazonie également, le quinquina avait été une source de profits importants pour le Brésil et le Pérou qui vers 1878, fournissaient à eux seuls les 125.000 kilos de la consommation générale, et le kilo valait alors entre 200 et 300 francs. Mais les Anglais, toujours soucieux de mettre en valeur leurs colonies, entreprirent de l'importer et de le planter à Ceylan. En 1890, la production générale atteignait 300.000 kilos, presque entièrement fournis par les plantations ; le kilo valait 25 francs environ. Et cette richesse naturelle était irrémédiablement perdue pour ses pays d'origine, dépréciée par la culture intelligente et méthodique.

L'histoire allait-elle se recommencer ? Cette fois encore, les Anglais avaient entrepris des plantations à Ceylan, grâce à des semences de l'arbre à caoutchouc brésilien lui-même, l'hévéa. De là les plantations s'étaient étendues dans les établissements du détroit

de Malacca, et avec une rapidité prodigieuse dans les Indes Hollandaises, Java et Sumatra. En 1910, déjà 717.000 acres (1) étaient plantés, et les prix de revient de la livre de caoutchouc variaient en Malaisie entre 2 sh. 6 et 1 sh. 6 suivant que l'exploitation était à ses débuts, ou en plein rendement, et suivant les conditions plus ou moins favorables de chacune. Forts des résultats obtenus par leur culture rationnelle, les sociétés de plantation proclamaient l'inévitable déchéance du caoutchouc sylvestre et la ruine de l'Amazonie.

Certes, au début de 1911, la suprématie du para sur le marché était encore bien certaine. La production des plantations avait atteint durant 1910 : 8.103 tonnes; ce n'est guère plus du cinquième de l'exportation brésilienne; mais tandis que depuis cinq ans les plantations doublient leurs envois chaque année et que leurs jeunes plantations faisaient prévoir une progression continuée (en 1910, 8 millions d'arbres seulement avaient été saignés sur 29.000.000 plantés), la production amazonienne, malgré le stimulant des prix records de 1910, avait marqué un recul de 700 tonnes sur les chiffres de 1909 (2). C'était

(1) 286.000 hectares.

(2) 38.546 tonnes au lieu de 39.266, chiffres officiels. Les chiffres donnés dans le rapport du Consulat anglais de Para pour 1910 marquent même un recul de 1.500 tonnes, avec un chiffre de 37.737 tonnes seulement pour 1910.

un fait remarquable, et il semblait bien qu'un vice économique profond la paralysait.

L'avenir, au début de 1911, paraît sombre pour l'Amazonie. Pour tous est posé ce qu'on a appelé « le problème du Nord », problème pour tout le Brésil : la survivance économique des États du Nord en dépend, ils ne vivent que du caoutchouc et, sans lui, feront retour à « l'inferno verde », avant d'avoir pu entreprendre d'autres cultures. Mais les États du Nord forment près de la moitié du territoire de l'Union, 39 % et 630 millions de ses exportations par le seul caoutchouc en 1910 (1); c'est enfin, pour les États du Sud, le débouché de leurs cultures vivrières.

Le problème du nord est grave et urgent. C'est celui d'un concurrent qui produit à meilleur compte. Il faut que l'Amazonie réduise le prix de revient de son produit : c'est toute une rénovation économique qui est nécessaire, une politique nouvelle à instaurer, un outillage immense à créer, entreprises de longue haleine; et dans 4 ans déjà, la production de l'Est va égaler celle du Brésil.

Il faut, semble-t-il, se mettre à l'œuvre sur le champ.

Que vont faire les États et les producteurs intéressés? Ils vont tenter une valorisation, c'est-à-dire essayer d'élever le prix de leur produit.

(1) 25 % en 1908, 28 % en 1909, 39,09 % en 1910, tandis que le pourcentage du café baissait de 52 à 42 %.

De loin ceci paraît une aberration, une imprévoyance incroyable, et dans les faits, c'en est une — mais voici, à venir plus près, les intérêts en jeu, et voici les hommes :

Les grands exportateurs de caoutchouc, les « *aviadores* » ou « ravitailleurs », parce qu'ils jouent vis-à-vis des patrons seringueiros le même rôle que ceux-ci vis-à-vis des seringueiros, leur faisant des avances en argent et en marchandises pour s'assurer de leur production, avaient presque tous pendant la hausse accumulé de gros stocks, comptant sur la continuation de prix fabuleux. Revendre à 5 sh. ce qu'ils avaient acheté aux cours de 8 à 12 sh. était évidemment un désastre, et la ruine pour eux (1); mais pas seulement pour eux : ils étaient le centre et l'aboutissement de tout en Amazonie, et dans ce pays, où, plus que nulle part ailleurs, tout l'édifice économique était bâti sur le crédit, ils entraînaient, dans leur faille, tous les intermédiaires qui s'occupent du caoutchouc, les banques, en un mot tout le commerce et le crédit du pays. De toutes parts, des voix s'élevaient pour demander que l'on vînt à leur secours, que l'État soutint leur situation, leur spéculation.

Les Gouvernements des États d'Amazonie avaient à peine besoin d'être stimulés, et tendaient d'eux-mêmes à tous les expédients qui consolideraient,

(1) Le préjudice se montait, pour une seule maison, à Para, à 2.500 contos et pour beaucoup d'autres à 400 ou 600 contos.

ne fût - ce qu'un moment, leur situation précaire; n'avaient-ils pas introduit la spéculation dans le budget des États, comme les aviadores dans leur commerce, et n'étaient-ils pas, autant qu'eux, victimes de la baisse. Les budgets des États du Nord, qui s'alimentent presque exclusivement des droits de sortie *ad valorem* sur le caoutchouc, avaient soudain connu la fortune avec le développement des exportations. Et ils en avaient usé avec l'imprévoyance et la prodigalité de spéculateurs enrichis. L'État de Para avec ses 400.000 habitants avait un budget de 18.000 contos de reis, tandis que dans le Sud du Brésil, celui du Rio-Grande avec 1.600.000 habitants n'atteignait que 10.000 contos (1). Leur mégalomanie avait été sans limites, et l'émulation des dépenses, devançant les recettes, avait été telle que, malgré des revenus doublés en dix ans, les États avaient trouvé le moyen de s'endetter lourdement (2). En 1911, la baisse du caoutchouc, alors qu'ils avaient engagé des dépenses énormes, se basant sur les hauts prix de la gomme pendant les deux dernières années, les laissait soudain dans la même situation que les « aviadores ». Les plaintes des fonctionnaires, menacés

(1) Conférence de M. de Souza-Lages à Manaus, octobre 1911. Association commerciale de Para.

(2) L'État d'Amazone est le plus endetté du Brésil, relativement à son chiffre d'habitants, avec une dette de 231 reis par habitant. La dette de l'État de Saint-Paul, qui vient après, représente 128 reis par habitant (1912).

de n'être pas payés (1), se joignaient à celles du pays, où l'échafaudage de crédit craquait de toutes parts, et aux récriminations toujours prêtes des anciennes oligarchies dépossédées de leurs fiefs. Les gouvernements amazoniens promirent la valorisation. Tous la réclamaient : ne voyait-on pas, à ce moment même, la fortune revenue à Saint-Paul par l'audace de ses gouvernants. Le succès de la valorisation pour le café attirait tous les regards, et en faisait le remède à tous les maux. Une valorisation devait sauver le commerce, le crédit et les gouvernements d'Amazonie des opérations malheureuses de quelques-uns et de l'imprévoyance de tous (2).

Ainsi il y avait en Amazonie deux crises :

L'une présente — crise de spéculation; l'autre à venir — crise de production. La première, menaçante pour les individus, grosse de ruines, mais passagère comme toute crise commerciale et laissant

(1) Pendant la crise de 1907-1908, les fonctionnaires des deux États ne reçurent pas leurs traitements. En 1910, l'état de Para, le moins obéré des deux, contracta un emprunt de 5 millions de francs (du type 90 à 6 %) pour payer l'arriéré des appointements. Dans le cours de 1909, la hausse du caoutchouc avait pourtant amené dans les caisses du Trésor de Para une plus-value de recettes de 3.400.000 milreis or, sur un total de 10.500.000 ! Mais elle avait déjà été dépensée.

(2) Ceux-là mêmes qui, au Brésil, étaient pleinement conscients du péril que l'initiative de la Malaisie faisait courir à la production brésilienne comptaient sur un délai de 5 ans avant que la production du Brésil ne fut égalée; ainsi, M. Passos Miranda, adversaire de la valorisation et promoteur du « plan de défense économique », dans la Conférence au Palais présidentiel de Rio, le 5 mai 1911.

intactes les sources de richesse du pays, car, au cours de 5 sh. l'exploitation du caoutchouc était rémunératrice pour quiconque l'aurait entreprise. La deuxième, menaçante pour le pays même, permanente, définitive, véritable révolution économique qui devait atteindre le pays dans son pouvoir même de produire.

Les Brésiliens du Nord ne voulurent voir que la crise présente, et comme remède que la valorisation. Pour justifier celle-ci, aviadores et gouvernements se déclarèrent victimes d'une spéculation à la baisse, qui, par ses manipulations, avait fait baisser les cours de 12 à 5 sh. en 18 mois. « La baisse des cours du caoutchouc n'est dûe qu'à la spéculation » (message du Gouverneur de Para, au Congrès réuni en séance extraordinaire, le 8 mai). « Puisque la spéculation est la cause de la crise, c'est contre elle que le gouvernement devait agir » (Message du Gouverneur de l'Amazone). Répétons-le, le cours de 5 sh. 6, que cotait le caoutchouc au début de 1911, était nettement supérieur à la moyenne des cours enregistrés jusque-là. La moyenne de 1887 à 1910 était de 4 sh. 3, celle de 1899 à 1906, pendant la hausse du change, de 4 sh. 5. La spéculation fut bien la cause de la crise de 1911, non point la spéculation baissière, mais celle qui, dans une folle surenchère, avait fait le boom de 1910, dont les Brésiliens ne songèrent qu'à profiter. La baisse n'était un désastre que pour ceux qui avaient spéculé sur la continuation des hauts cours. Et la

valorisation eut pour but de soutenir une spéculation malheureuse, dans laquelle tout le pays se trouvait engagé.

Si l'on conçoit que les Gouvernements d'Amazonie, dont l'intérêt immédiat se confondait avec celui des aviaadores, aient promis la valorisation, comment le gouvernement fédéral, vint-il, ainsi que nous le verrons, à leur prêter la main ?

Il se trouvait intéressé à la prospérité de l'industrie du caoutchouc, d'abord comme tuteur des états, solidaire en fait de leur prospérité, et même moralement de leurs dettes (1). Puis l'Union avait acquis, à la suite d'un contesté avec la Bolivie, tout au fond de l'Amazonie, après l'État de Para, riverain de l'Atlantique, après l'État d'Amazone qui comprend le haut fleuve, le territoire de l'Acre. Et celui-ci, resté propriété fédérale, avait grandement développé l'ex-

(1) Le souci du crédit brésilien avait déjà amené l'Union à se substituer à l'État d'Espirito-Santo défaillant, pour le paiement des coupons de son premier emprunt. Mais, d'après sa constitution, l'Union ne peut être responsable des dettes des États, et ceux-ci, dont l'autonomie financière est complète, ont toute liberté pour contracter des emprunts et donner en gage leurs revenus. Les abus de ce droit étaient si grands que la Chambre fédérale fut amenée en 1912 à voter une loi, spécifiant à nouveau que l'Union décline toute responsabilité pour les dettes des États et Municipalités, et lui réservant désormais le droit d'admettre, ou non, ces emprunts à la cote des bourses du pays. Malgré le détour pris pour établir un veto de fait, le Sénat fédéral rejeta la loi comme contraire à l'autonomie constitutionnelle des États. Ces emprunts, dont la Commission des Finances disait en 1911 qu'« ils avaient été contractés par les États et Municipalités bien au-delà de leurs capacités, pour des fins injustifiées et à des conditions désastreuses », ont donc continué.

exploitation du caoutchouc, contribuant pour près du tiers à la production amazonienne. Payé 37 millions de reis en 1903 à la Bolivie (1), l'Acre, 7 ans après, en 1910, donnait à l'Union un revenu fiscal annuel de 19.866.000 reis pour 70.000 habitants.

Mais cette solidarité en partie double n'inclinait pas le gouvernement fédéral à intervenir dans le sens de la valorisation; il avait conscience de la menace profonde que la concurrence du Moyen-Orient créait pour le produit amazonien, et qu'une valorisation, tentée pour pallier la débâcle passagère d'une année, allait à contre-sens des mesures urgentes qu'il aurait fallu prendre pour sauvegarder tout l'avenir de la production. Heureuse, la valorisation ne pouvait qu'encourager les plantations et rendre plus critique la situation de l'Amazonie dans quelques années. Seule la raison politique le fit agir.

Les états amazoniens, en valorisant, prétendaient faire, pour leur produit, ce que les Paulistes avaient fait pour le café, et attendaient du gouvernement fédéral le même appui. Ils le réclamaient avec d'autant plus de force qu'ils avaient été parmi les plus fermes soutiens du Maréchal Hermès da Fonseca, élu à la Présidence de la République depuis le 15 novembre 1910 (2). Le Gouvernement du Maréchal-

(1) Traité de Pétropolis, 1903.

(2) Sao Paulo avait été le centre électoral du candidat civiliste M. Ruy Barbosa, le jurisconsulte brésilien à la Cour de La Haye.

Président répugnait à s'aliéner des partisans à un moment où l'opposition civiliste profitait de nombreux conflits intérieurs (1) pour redoubler de violence et pratiquer l'obstruction parlementaire, et où les élections pour le renouvellement de la législature fédérale étaient proches. D'autre part les intrigues politiques avaient laissé l'Amazonie dans un état de trouble inquiétant. En octobre 1910, sous la présidence de M. Nilo Peçanha, les forces fédérales avaient bombardé Manaus, capital de l'État d'Amazonie, pour réinstaller le gouverneur, colonel Bittencourt, renversé par son sous-gouverneur, M. Sa-Peixoto, et les partisans de l'ancienne oligarchie des Nery. L'effervescence avait repris à l'approche des élections. Que pourrait-elle devenir, si, en un moment de crise, l'Union paraissait abandonner ce pays à la ruine (2). Et le gouvernement n'était guère en état d'intervenir, au lendemain de la sédition navale de Rio qui avait coûté 600 morts et blessés (3), au moment où, dans plusieurs États, des officiers fédéraux, malgré l'oppo-

(1) Conflits avec la Cour Suprême au sujet de l'intervention fédérale dans l'état de Rio, affaire des concessions, etc.

(2) Les agitations politiques ne chôchèrent guère dans le nord du Brésil cette année 1911. En avril à Manaus, M. Sa-Peixoto veut à son tour se faire réintégrer par les forces fédérales à son poste de sous-gouverneur et doit subir « une conduite de Grenoble » ainsi que le commandant des forces fédérales, démissionnaire, et impuissant contre les forces supérieures de l'État. En juin, l'un des trois districts de l'Acre chasse le Préfet fédéral et proclame l'Acre, état autonome de l'Union; en novembre, sédition et fusillades électorales à Pernambuco.

(3) 9 décembre 1910.

sition du gouvernement, jouaient au libérateur et tentaient de remplacer les oligarchies civiles par leur dictature.

L'État fédéral vint à la valorisation avec répugnance, comme à un moindre mal.

Les origines très particulières de la valorisation du caoutchouc et la position des gouvernements locaux et du gouvernement fédéral une fois indiquées, on s'étonnera moins de trouver que les mesures en ont été décousues, improvisées au jour le jour, souvent occultes, et bientôt abandonnées. Il n'y a pas eu, comme lorsqu'il s'est agi de parer à une crise de surproduction, un plan d'ensemble établi à l'avance, dans lequel les mesures de réorganisation et de limitation de sa production viennent s'ajouter à celles qui tendent à raréfier immédiatement l'offre sur le marché. Toutes les mesures de la valorisation du caoutchouc ne seront que spéculatives, se résumant dans l'intervention sur le marché pour constituer des stocks et forcer la hausse des prix. Un plan de valorisation fut bien élaboré d'un commun accord par les États de Para et d'Amazone, solennellement voté et promulgué, mais il ne fut jamais exécuté et vint après les mesures effectives de valorisation.

Voici ce que furent ces mesures.

Une *ligue des aviadores* fut constituée à Para, en janvier 1911, dans le but d'unir tous les intéressés à

la hausse du caoutchouc. Elle sera le syndicat de valorisation chargé d'accumuler et de retenir hors du marché les stocks nécessaires à promouvoir la hausse.

Ainsi viendra à être réalisé un vieux plan de valorisation, élaboré lors de la crise de 1908 : la loi de budget de Para pour 1909 autorisait le gouvernement à accorder aux Syndicats d'aviadores, qui seraient reconnus par le Gouvernement, certains privilèges (1). Ces dispositions permettaient à un syndicat arbitrairement choisi, et d'où seraient exclus les étrangers, de monopoliser l'extraction du caoutchouc. On prévoyait en outre un emprunt d'État de 3 millions de livres, « qui devait donner au syndicat le moyen d'acheter le caoutchouc et de l'entreposer en attendant qu'il fût vendu au cours que fixeraient les vendeurs brésiliens aux acheteurs étrangers » (2).

Le boom de 1909-1910 avait vite fait oublier ce plan aux Brésiliens, mais ils lui revinrent avec la baisse. En 1911, les Gouvernements vont prendre position, à côté de la « ligue des aviadores », mais les moyens financiers seront un peu différents.

A défaut d'un emprunt, qui semble ne pouvoir être réalisé immédiatement, les Gouvernements locaux vont s'adresser au Gouvernement fédéral et réclamer l'aide financière de la Banque du Brésil, qui avait déjà soutenu l'État de Saint-Paul dans la valorisation

(1) Voir d'Anthouard, *Le progrès brésilien*, p. 123.

(2) D'Anthouard, *ibid.*

du café. A force d'instances, le Gouvernement du Para obtient que l'agence au Para de la Banque fasse au Syndicat des aviadores des avances (jusqu'au taux de 5 sh. 6 par livre) sur le caoutchouc qu'il accumulera, de manière à fournir au Syndicat, au fur et à mesure qu'il constitue des stocks, de nouvelles ressources pour poursuivre ses opérations (1). Et grâce à l'origine de ces subsides, la valorisation va s'engager à l'improviste et d'une manière presque occulte.

L'opération fut vivement menée :

Les stocks du Syndicat vont s'élever successivement à 1.200 tonnes fin janvier

2.500 — — février

2.900 — — mars

3.500 — — avril (2),

tandis que les avances de la banque atteignaient 25.000 contos ou 40.000.000 de francs en février et 43.000 contos ou 70.000.000 de francs en avril (3).

(1) Cf. Lecointe, *Revue du caoutchouc*, novembre 1911.

(2) Les chiffres que les journaux financiers les plus compétents ont donnés au cours de l'année 1911 comme étant ceux du stock du syndicat furent beaucoup plus élevés, approchent et dépassent 6.000 tonnes. Le *Times*, dans un « special article » de son supplément financier du 17 mai, l'évalue à plus de 8.000 tonnes; de même *Le Brésil* du 4 juin; voir aussi M. Lecointe, *Revue du caoutchouc*, novembre 1911. La confusion provient de ce que le montant des avances de la Banque, à Para, étant alors plus ou moins occultes, on prit pour stock de la valorisation le stock total qui s'accumulait en Amazonie; il atteignait, fin avril et fin mai, 6.142 tonnes dont 1 millier à Manaos.

(3) Après l'échec de la valorisation du caoutchouc, on a vivement reproché à l'Agence de la Banque du Brésil, à Para, d'avoir outrepassé ses instructions.

Tandis que le syndicat constitue ce stock, la plupart des exportateurs d'Amazonie gardent leur caoutchouc pour profiter des résultats de la valorisation et en renforcent ainsi l'effet. Le stock total retenu à Para passe de 2.000 tonnes fin janvier

à 3.100 — — février

4.200 — — mars

5.140 — — avril,

auxquelles il faut ajouter 1.000 tonnes à Manaos (1).

En avril, le stock de la valorisation et le stock total retenu à Para représentent respectivement le tiers et la moitié environ des disponibilités générales existant en para, estimées de 10 à 12.000 tonnes. C'est une proportion aussi élevée que celle atteinte par les stocks de la valorisation du café (et tandis que les stocks mondiaux de café représentaient alors près d'une année d'avance de consommation, ceux de caoutchouc équivalaient à 3 mois seulement), et le syndicat des aviadores manifestait son intention de pousser ses achats jusqu'à 8.000 tonnes et d'atteindre le prix de 8 sh. la livre

Dans les derniers jours de mars, les gouverneurs de Para et d'Amazone (2) décident par un accord,

(1) *Brazilian review*, Rio, 1911.

(2) Comme nous l'avons vu, les avances de la banque étaient faites au syndicat de valorisation constitué à Para. Les aviadores de l'état d'Amazone profitaient bien indirectement de l'allègement du marché et de la hausse à venir des prix, mais beaucoup d'entre eux n'avaient

qui rappelle le Convenio de Taubaté, de prendre de nouvelles dispositions pour poursuivre et mener à bien la valorisation et convoquent leurs congrès respectifs pour le 8 mai, en session extraordinaire, afin de ratifier les 3 lois suivantes :

La première autorise un emprunt, à intérêt de 5 %, de 6 millions de livres sterling (150 millions de francs), sous la responsabilité des deux états et endos de l'Union, ou de 3 millions par chaque état sous la seule garantie. Il est destiné à subvenir immédiatement « à toutes les opérations jugées nécessaires pour la valorisation du caoutchouc » (1). Une surtaxe de 400 reis, par kilo de caoutchouc exporté, sera affectée à sa garantie (2). Produisant annuellement 12.000 contos (20 millions de francs environ), cette surtaxe permettra « de faire face au service de l'emprunt et de couvrir la dépréciation du stock qu'il est indispensable de conserver pour le succès de l'opération ».

pas les moyens d'attendre et de retenir leur marchandise. Aussi l'État d'Amazonie, au début de mars, intervint-il auprès du Gouvernement Fédéral pour demander en offrant sa propre garantie, l'augmentation du capital de l'agence de la Banque du Brésil à Manaus. Celle-ci avancerait sur le caoutchouc 70 %, sur la base d'une valeur de 8 milreis par kilo (5 sh. 3 par livre), et le gouvernement de l'État s'engageait à verser le surplus. Il s'autorisait pour cela d'une loi qui l'habilitait « à adopter les mesures nécessaires pour éviter la baisse des prix du caoutchouc et à prendre à cet effet les engagements au nom de l'État ». Le 6 avril, dans un télégramme au Consul brésilien de Liverpool, il confirmait encore cet engagement.

(1) Message du Gouverneur de l'Amazonie, 8 mai 1911.

(2) Avec la surtaxe de 400 reis (0,65 cent. par kilo) les droits d'exportation dépasseraient 30 % *ad valorem* au cours moyen de 1911.

La deuxième loi prévoit la création de deux banques à Para et Manaos, au capital de 3 millions de livres sterling chacune, et leur garantit un intérêt annuel de 6 % pendant 30 ans. Elles doivent être, dans l'avenir, l'élément régulateur du marché, et ne permettre l'exportation du caoutchouc qu'à un certain taux. Une troisième loi accordait divers avantages aux entreprises de raffinage de caoutchouc qui seraient fondées à Para.

Diligence fut faite et, le 17 mai, à Para (lois 1179, 1180, 1181), et le 26 à Manaos, les trois lois étaient promulguées.

Cette hâte avait ses raisons. L'emprunt prévu devait fournir au Syndicat de valorisation les ressources que la Banque du Brésil ne fournissait plus.

Arrêtées quand elles eurent atteint 75 millions, les avances de la Banque n'avaient jamais été reprises, malgré les instances des gouvernements intéressés auprès de la Banque et du gouvernement fédéral. La pression de toutes leurs influences politiques n'obtint que de vaines promesses. « L'assistance de la Banque vint à manquer au Syndicat au moment où il en avait le plus besoin », dira avec amertume le gouverneur de l'État de Para, dans son message au Congrès réuni pour voter les lois de mai. C'est alors que les gouvernements d'Amazonie voulurent consolider la valorisation, en lui donnant des bases analogues à celles de la valorisation du café, et trouver

dans l'emprunt, garanti par une surtaxe, les disponibilités que la Banque du Brésil et l'État fédéral se refusaient à fournir.

La question financière se posait pour l'État fédéral à l'état aigü.

Tout accaparement suppose la disposition et la mise en œuvre de gros capitaux, et, plus qu'un autre, celui d'une marchandise valant de 15 à 20.000 francs la tonne. En outre la valorisation du caoutchouc se trouvait grevée de frais énormes, par ce fait que ce produit, à l'inverse du café, s'altère en magasin, et subit une double dépréciation de poids et de valeur (1).

Or, la Banque du Brésil n'était plus à même de fournir de nouveaux capitaux. Son encaisse, du 28 février au 31 mars, était tombée de £ 40.299.070 à £ 23.287.000, et l'obligeait à la prudence.

De plus la diminution des exportations de caoutchouc, et l'or immobilisé dans le stock de la valorisation resserraient brusquement le marché monétaire, et menaçaient la stabilité du change : le taux d'émission de la caisse de conversion avait été porté au début même de l'année, le 23 janvier, de 15 à 16 d. par milreis (2). Mais, après être monté bien au-delà de 16 d., le cours du change en banque était redescendu, en mars et février, à 15 31/32 et 15 3/4. La Ban-

(1) Le déchet de poids seul atteint 1 % par mois pendant les premiers mois de l'emmagasinage.

(2) Lois du 31 décembre 1910, voir p. 32.

que du Brésil maintenait le taux nominal de 16 d., mais c'était à ses frais. L'encaisse de la Caisse de conversion baissait pour la première fois depuis 1908 (1). Déjà diminuée d'un million de livres sterling en 1910, pour les besoins de la hausse du change, sous le ministère de Bulhoes, elle avait subi du 1^{er} janvier au 15 avril, une nouvelle diminution de plus de £ 2.000.000 entraînant un resserrement correspondant de la circulation de billets (2). L'or quittait le pays dont les exportations étaient réduites : la valeur de la gomme, exportée pendant les trois premiers mois de l'année, avait diminué, tant du fait de la retenue que de la baisse des cours, de £ 9.720.998 en 1910

à £ 4.843.000 en 1911

En février également, 2.100.000 sacs de café avaient été retenus à Santos par l'obstination égale des acheteurs et des vendeurs à défendre leurs positions. A défaut de produits et de traites, le Brésil était obligé d'exporter de l'or pour faire face à ses engagements : du 1^{er} janvier au 31 mars, les sorties d'or avaient été de £ 2.206.574 et l'importation de £ 114.055, tandis que l'année précédente £ 1.188.303 étaient entrées pour 207.395 sorties.

(1) Et le Gouvernement fédéral ne pouvait oublier que lors de la baisse de 1908, les manipulations faites pour maintenir le change par l'intermédiaire de la Banque du Brésil, avaient coûté plus de 5.000.000 de livres sterling. (Rapport de M. David Campista, ministre des Finances, 1909).

(2) Au début de 1911, les fonds de garantie et de rachat de Londres se trouvaient également réduits de £ 11 millions à £ 2.800.000.

Un resserrement monétaire plus accentué et la baisse du change, qu'eussent entraînée fatalement l'immobilisation de capitaux et la retenue de stocks plus grands encore, eût étendu à tout le Brésil la crise qui sévissait en Amazonie et compromis les éléments prospères du pays; c'était assez pour que le gouvernement fédéral y renoncât.

Enfin, le Gouvernement de l'Union était lui-même dans la nécessité de ménager son crédit. Plusieurs emprunts fédéraux étaient sur le point d'être émis sur les marchés de Londres et de Paris (1) et la banque européenne se trouvait déjà sous l'impression fâcheuse laissée par les derniers documents sur la situation financière de l'Union : des dépenses doublées en sept ans, les trois derniers budgets laissant un déficit de 300 millions de francs, celui de 1911 voté en déficit de 102 millions, une dette extérieure accrue de 1908 à 1911 de 900 millions : il semblait bien que la situation ne comportât ni aventures, ni responsabilités nouvelles. A l'annonce (2), d'ailleurs inexacte, que les emprunts en cours seraient en partie

(1) Dans les quatre premiers mois de 1911, le capital qui fut souscrit à l'étranger pour le compte brésilien : Union, états, municipalités, sociétés industrielles, atteignit 650.000.000 de francs. Message du du maréchal-président H. de Fonseca (3 mai), qui exposa la situation avec une franchise de soldat. Le dernier emprunt brésilien émis à Londres en 1911 n'eut qu'un quart souscrit.

(2) Journal *La Province de Para*, 26 mars, *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Rio*, mars.

appliqués à la valorisation, les banquiers menaçaient de se dédire.

Sa situation financière ne permettait pas au Brésil de soutenir par ses seules ressources la valorisation du caoutchouc, pas plus que la valorisation du café n'avait pu être menée à bien sans l'aide européenne. Mais cette fois le Brésil ne trouvait pas les banquiers européens disposés à prêter leur concours. C'est qu'outre la témérité de l'opération, qui ne les avait pas fait reculer pour la valorisation du café, outre la situation obérée des finances de l'Union, la valorisation du caoutchouc heurtait de front des intérêts dont les banques étaient solidaires. La hausse du café était payée par la masse des consommateurs, et ne soulevait que les protestations des représentants de la masse dans les Parlements de l'étranger. Par contre, elle recevait l'appui des banques. La hausse du caoutchouc, elle, devait être payée par des entreprises industrielles, dans lesquelles les banques avaient des intérêts souvent considérables, et qui avaient grandement souffert déjà du « boom » de 1910. Outre cela, le marché de Londres possédait pour près de 2 milliards de valeurs de plantations asiatiques, et était peu enclin à fournir des ressources à des concurrents. Contre la valorisation du caoutchouc, l'hostilité des banques viendra renforcer la résistance des industriels, et elle sera décisive.

Le Gouvernement fédéral cessa donc tout soutien à

la valorisation. Mais, pour éviter une avalanche sur le marché des stocks que le Syndicat, ne se voyant plus soutenu, ne pensait qu'à réaliser, la Banque du Brésil s'opposa en avril à une première vente de 600 tonnes, et elle fut amenée à reprendre purement et simplement à son compte le stock du syndicat (1) « Cette Banque, disaient les dépêches, a résolu de ne livrer le caoutchouc qu'au cours de 8 sh. la livre, et d'empêcher que le reste de la production de la présente campagne ne soit compromise par les baissiers. » Tout au moins, avait-elle résolu de ne liquider ce stock que progressivement et de manière à ne pas peser sur les cours. Il était encore :

de 3.000 tonnes	fin mai,
— 2.636 —	fin juillet (2),
de plus de 2.000 —	fin décembre (3).
— 400 —	en juin 1912.

et la liquidation s'en poursuivait encore en 1913 (4).

Ainsi la Banque du Brésil dût, en fin de compte, recueillir l'héritage du Syndicat et la lourde mission de sa liquidation.

En revanche, l'État brésilien se dégagea désormais de toute participation à la valorisation du caout-

(1) Rio, 11 avril. « La Banque du Brésil qui a fourni les ressources nécessaires pour combattre les manœuvres de la spéculation vient de prendre à son compte tout le stock de caoutchouc du Syndicat.

(2) Von Bulow, *Handelsberichte*, Para, 1912.

(3) *Ibidem*.

(4) Rapports de la Banque du Brésil.

chouc et se montra hostile aux tentatives de reprise que firent les États du Nord en avril et mai. Pour satisfaire sans doute au vœu de ses « tuteurs financiers », il fit publier sa résolution par son ministre à Londres, M. Regis de Oliveira, dans un discours qui fut relevé avec amertume par la presse amazonienne. Il refusa bientôt sa garantie à l'emprunt de consolidation projeté par les États du Nord, et, se refusa à étendre au territoire fédéral de l'Acre la surtaxe de sortie qui devait être établie dans tout le bassin de l'Amazonie.

L'abandon à leurs seules forces des États du Nord les mit devant deux difficultés. Ils ne pouvaient grever leur caoutchouc d'une surcharge de 400 reis par kilo, qui ne serait pas applicable aux 12.000 tonnes de l'Acre, sans mettre leur produit en état d'infériorité. Et le refus de garantie de l'Union fut le prétexte du retrait des banquiers de Londres, qui, dira le message du Gouverneur de Para, le 8 septembre, « avaient basé sur elle toute l'opération ». Bien qu'à cette date, le Gouverneur ajoutât : « J'espère encore voir le Gouvernement de l'Union modifier sa manière de voir et adopter notre plan », et qu'il mentionnât des propositions avantageuses de nouvelles banques pour un emprunt sous la seule garantie de l'État, la valorisation active avait bien définitivement cessé au mois d'avril.

Quels en avaient été les résultats sur le marché ?

Les premières semaines furent marquées par un réel succès de la valorisation :

Les prix remontèrent de 5 sh. 6, le 1^{er} janvier 1911, à 7 sh. en février, et 7 sh. 3 en mars, et ce résultat n'est pas surprenant ; car, tant que le caoutchouc brésilien représentait la moitié de la production universelle et son contingent le plus recherché, les prix devaient forcément être extrêmement sensibles à une restriction aussi considérable de l'offre. La valorisation était favorisée d'ailleurs par des arrivages un peu diminués du Haut-Amazone, si bien que, le stock valorisé et le stock total retenu à Para étant fin mars de 2.900 et 4.200 tonnes, la diminution des exportations pendant les trois premiers mois avait été plus grande encore, de 6.000 tonnes environ : 8.700 tonnes en 1911 contre 14.606 en 1909. La position de la valorisation était de l'avis général très forte. Le succès simultané de la valorisation du café et le souvenir des hauts prix, tout récents encore, de la gomme renforçaient son crédit. A 7 sh. 3, elle approchait déjà du chiffre de 8 sh. qu'elle s'était donné comme but, et pour cela, elle n'avait pas accumulé même la moitié des 8.000 tonnes prévues. Elle recevait l'appui de l'Union et des États, et l'on supposait qu'elle s'était assuré les concours et les ressources nécessaires. La durée de son succès ne dépendait plus, en effet, que de ses moyens financiers.

Mais aux premières nouvelles de la cessation des

avances de la Banque du Brésil, le marché devint conscient de la fragilité de l'édifice. L'existence d'un stock aussi fort entre des mains qui apparurent peu solides, accentua la panique, par la crainte de le voir soudain jeté sur le marché. Et en dépit de toutes les proclamations des Gouvernements d'Amazonie affirmant la poursuite de l'opération, en dépit des lois de consolidation votées en mai, les cours tombaient de 7 sh. 3 en mars à 5 sh. et jusqu'à 3 sh. 10 en mai. Autant les interventions occultes et effectives du début avaient inquiété le marché et empêché la spéculation de prendre position à la baisse, autant les manifestations bruyantes qui suivirent furent prises pour signes de faiblesse, et il est curieux d'observer qu'à chacune répondit une nouvelle baisse. Le *Brazilian Revue* (9 mai) note que l'annonce, par le consul fédéral à Liverpool, de l'entente entre les gouvernements de Para et d'Amazone pour consolider la valorisation, au lieu d'affermir les prix, provoqua une chute. Le cours de 3 sh. 10 fut atteint après le vote par les Congrès des nouvelles lois.

Ce n'est qu'en voyant le stock repris par la Banque, et lentement liquidé par elle, que les cours remontèrent et que les achats reprirent. Les prix restèrent, pendant les 6 derniers mois de l'année, autour de 4/10.

La valorisation avait échoué. En dehors de la perte financière qui en résulta pour la Banque, sur

les sommes engagées, les conséquences furent de celles qu'engendre une politique à courte vue, pires qu'on ne pouvait se l'imaginer.

D'abord la valorisation n'empêcha pas les effets de la crise spéculative, à quoi elle devait porter remède. Malgré une « suspension d'affaires », décrétée de leur propre autorité par les commerçants de Para en avril, et qui ressemble fort à une suspension de paiements (1), et malgré un moratorium intervenu plus tard à Manaos (2), d'après lequel l'échéance des traites était reportée à 1912, il y eût en 1911 des désastres notoires sur les deux places. Et, si la valorisation put atténuer les pertes pour quelques aviateurs trop engagés, qui, à sa faveur, vendirent une partie de leur stock à des prix relativement élevés, elle fit de nouvelles victimes parmi les propriétaires qui, chacun selon ses possibilités, avaient accumulé leur caoutchouc dans l'attente des résultats de la valorisation (3).

D'autre part, la concurrence naissante de l'Orient se révéla déjà dangereuse : la production des plantations ne fut encore que de 14.150 tonnes en 1911 ; mais

(1) Rio, 27 avril. « L'Association Commerciale de Para a résolu de suspendre les affaires jusqu'à ce que le problème du caoutchouc soit résolu », c'est-à-dire jusqu'à ce que la valorisation ait réussi à faire remonter les cours...

(2) « La Chambre de Commerce de Manaos est intervenue pour arranger entre créanciers et débiteurs un moratorium en vertu duquel l'échéance des traites sera reportée au 21 mars 1912 », *Brésil*, 27.8.11.

(3) *Bulletin de géographie commerciale*, 1912, MM. Cayla, et Von Bulow, *Handelsberichte*.

ces quantités offertes régulièrement aux enchères bi-mensuelles de Mincing-Lane, et doubles de ce qu'elles avaient été en 1910, étaient suffisantes pour jouer un rôle de substitut régulateur (1). L'industrie qui déjà avait beaucoup souffert du « boom » de 1910 et n'avait pu relever le prix de ses articles dans une proportion comparable à la plus-value de la matière première, opposa aux nouvelles prétentions des Brésiliens une résistance acharnée, refusant de passer des marchés à terme, et s'astreignant à n'acheter au jour le jour que les quantités de para strictement nécessaires à sa fabrication. La diminution des achats de para, pendant la campagne de 1910-1911, atteignit 6.000 tonnes. En revanche, ils achetèrent, jusqu'à la dernière livre, les quantités records de caoutchouc de plantation offertes aux enchères (2). Détournés du marché de Para par les Brésiliens eux-mêmes, les industriels surmontèrent la répugnance que met tout fabricant à utiliser un produit qui ne lui est pas familier, et firent le travail d'adopter leur procédé de fabrication à cette nouvelle matière. La production toujours croissante et régulière de l'Est leur offrait d'ailleurs l'avantage, par des marchés de fourniture à longue échéance avec les sociétés de plantations,

(1) Rapport de M. Sorbier de Pognadorresse, Consul de France à Londres.

(2) On vit les acheteurs prendre livraison dans les deux jours, sans profiter de l'habituel délai de 15 jours, indiquant ainsi des besoins immédiats de la consommation.

d'assurer à leurs usines un approvisionnement sûr, de qualité très uniforme, à des prix stables; et, découragés de l'instabilité qui paraissait irrémédiable sur le marché du para, beaucoup en profitèrent. L'on vit le produit de plantation faire nettement prime sur le para, dont la qualité restait pourtant inégalée : tandis que le para tombait à 3 sh. 10, le caoutchouc de plantation se maintenait à 4 sh. 7, fait incompréhensible, si l'on n'y voyait l'effet de la résistance des industriels à la valorisation brésilienne.

La loi de substitution fit ici son œuvre aux dépens des Brésiliens, et le châtiment de ceux qui veulent plier à leurs fantaisies les lois économiques est que les réactions en sont plus durables que les tentatives faites pour les enfreindre, plus durables et, comme les réactions physiques, dépassant d'abord le point d'équilibre avant d'y faire retour : introduit dans l'usage industriel, le caoutchouc de l'Est y conquiert droit de cité durable, et il continua à faire prime sur le para pendant toute l'année 1911, et jusqu'à la fin de 1912 (1).

(1) Le Para l'a gardé aujourd'hui encore, sur le produit de plantations, la supériorité d'une qualité inégalée, qui le rend presque indispensable pour certaines fabrications. Il faut ici noter un échec du produit obtenu par la culture, qui est pourtant préparé plus scientifiquement, et exempt d'impuretés. Savants et industriels constatent, sans pouvoir sûrement l'expliquer, cette différence de nervosité, d'élasticité, de résistance à la chaleur et à l'air. Ils l'attribuent généralement :

Soit, 1^o, à la coagulation de la gomme par enfumage, sur des feux faits avec les noix de certains palmiers d'Amazonie, procédé dont ont

Désastreuse dans son bilan financier, la valorisation le fut donc, plus encore, dans ses conséquences commerciales, en contribuant à hâter le classement du produit concurrent. En outre, elle détourna les regards des Brésiliens de la vraie crise qui menaçait leur production, en les leurrant de l'espoir de hauts cours, et retarda d'autant l'adoption des mesures, qui, en diminuant le prix de revient du para, pouvaient seules le mettre en état de soutenir la concurrence du caoutchouc de culture (1).

Ce n'est qu'en 1912 que fut votée par le Congrès fédéral « la loi de défense économique du caout-

toujours usée les seringueiros. Les vapeurs créosotées que dégagent les noix opéreraient une sorte de désinfection de la gomme, la rendant moins altérable, et la coagulation par la chaleur donnerait une matière plus fibreuse, supérieure au caoutchouc spongieux qui résulte de la coagulation par un acide organique, pratiquée dans les plantations; ici, la méthode primitive serait la meilleure.

Soit, 2^o, à l'âge des arbres : les heveas des plantations sont tous encore très jeunes, tandis que les seringueiros exploitent les arbres adultes des forêts d'Amazonie, et on a vérifié que la proportion de certains éléments du latex varie avec l'âge de l'arbre.

Mais, en dehors de ces hypothèses, il est possible que l'hevea donne au Brésil et en Malaisie des produits de valeur inégale : Les végétaux d'une même espèce tirent des différents sols où ils croissent des propriétés qui leur sont spéciales. Il est bien connu que les plantes industrielles, coton, lin, etc... offrent des qualités différentes suivant les pays, de même que diffèrent les divers crus de vin. Cette dernière supposition, si elle était vraie, assurerait au para une supériorité durable, au moins sur toutes les provenances actuellement connues.

(1) Si l'on prenait comme unité de comparaison la livre de caoutchouc *pur* des deux provenances, il n'y aurait presque jamais eu prime du caoutchouc de culture, car les boules de Para ne fournissent que 80 à 86 % de caoutchouc pur et les crêpes de Ceylan 92 à 99 %. Mais cette remarque ne diminue pas l'importance du changement qui se fit dans leurs prix respectifs.

chouc » qui apportait sa vraie solution au « problème du Nord » (1). Mais elle est venue trop tard et la crise intense qui sévit aujourd'hui dans l'Amazonie, accablée par la concurrence des plantations asiatiques, nous fait mieux mesurer quelle erreur a été la valorisation.

Néanmoins la loi de 1912 qui tend à industrialiser l'extraction du « para » et à développer en même

(1) Le 5 janvier 1912, fut promulguée la « loi de défense » et le 17 avril, le règlement qui l'applique. Elle constitue un monument considérable et s'attache à supprimer ou à atténuer toutes les charges qui rendaient si onéreuse l'exploitation amazonienne et à organiser l'outillage économique du pays :

Réduction, concertée entre les États, des droits de sortie du caoutchouc, de 10 % par an pendant 5 ans, devant atteindre 50 % en 1918

Réorganisation des transports en Amazonie, amélioration de la navigabilité de certaines rivières, construction de quelques voies ferrées rattachées au réseau général brésilien, de nombreux chemins de fer à voie étroite, et de routes reliant les rivières entre elles, revision et allègement du cahier des charges de la navigation fluviale.

Faveurs faites aux plantations de caoutchouc : exemption totale des droits de sortie pour le caoutchouc de culture pendant 25 ans, exemption de droits d'importation pour l'outillage, primes de 4.000 francs par 12 hectares plantés d'heveas. Il semble bien, à voir ces avantages considérables, que l'opinion brésilienne ait reconnu l'infériorité de l'exploitation forestière au regard de la culture rationnelle et la nécessité, pour soutenir la lutte contre la concurrence de l'Est, de se placer sur le même terrain.

La loi de défense prévoyait encore la création d'hôpitaux et d'hôtels gratuits pour les immigrants en Amazonie, des subventions aux usines de caoutchouc établies au Brésil. Enfin, elle tendait, par des primes, à favoriser le développement des cultures alimentaires, de l'élevage, des pêcheries, afin de diminuer le prix de la vie en Amazonie, et surtout afin d'affranchir cette région de sa dépendance entière du caoutchouc.

On peut craindre que ce « plan de défense » très vaste, à longue échéance, et entraînant de lourdes dépenses ne soit dans son mécanisme un peu trop administratif, et ne doive être plus d'une fois abandonné faute de capitaux.

temps, d'une manière rationnelle, les autres ressources du pays, indique le sens dans lequel doit être tenté le relèvement progressif du Nord brésilien.

Un pays neuf ne fonde pas son avenir par l'épuisement de ses ressources naturelles, arrachées sans méthode, sans souci du lendemain, sans précaution de remplacer les richesses détruites ou d'en créer de nouvelles. Jusqu'ici l'Amazonie avait été pour ses enfants un riche butin à dépecer; ils l'avaient traitée comme des conquérants coloniaux en pays arraché aux Indiens et à une nature hostile, non en habitants soucieux de l'avenir d'un pays qui est le leur. Les États, eux-mêmes, prenaient leur part du butin avec des tributs de plus de 20 %. Pour la première fois, la loi de défense du caoutchouc tend à introduire dans ces régions la colonisation méthodique. L'exploitation du caoutchouc ne doit plus y être une aventure meurtrière, mais une industrie basée sur le calcul d'un prix de revient toujours diminué. Avant toutes choses, les conditions de travail doivent y être améliorées, le mécanisme commercial modernisé, qui étaient restés les mêmes depuis 60 ans.

Cette direction économique nouvelle aurait en outre l'avantage d'introduire en Amazonie une stabilité commerciale désirable et jusqu'ici inconnue, et de mettre fin à l'agio qui a causé tant de désastres. C'étaient, perpétuées dans une branche d'activité qui s'y prête, les habitudes de jeu en affaires que tout

le Brésil avait apprises sous le régime de l'instabilité du change. La vie aventureuse du seringueiro, les avances à 24 % des patrons sans garantie contre la fuite, le vol ou la mort de leurs ouvriers, les tractations des aviadores, tout était spéculation dans le commerce du caoutchouc et en Amazonie. En 1910, le Gouverneur de Para, mettant ses compatriotes en garde contre eux-mêmes, disait encore (message au Congrès) : « il est nécessaire de donner à notre commerce une orientation calme et pondérée... Toutes les fois que l'adversité nous a visités, il faut noter l'excès et l'imprévoyance parmi ses causes. Le bien-être et la prospérité de la collectivité dépendent de notre modération; ce n'est pas, sans une appréhension d'offenser certaines susceptibilités, que je vous dirai que les mesures adoptées parmi nous n'ont pas toujours eu ce caractère. Je tiens à mettre mes compatriotes en garde contre les exagérations et les prodigalités auxquelles ils se laissent entraîner en temps de prospérité, et qui nous ont apporté de si funestes résultats ». Neuf mois après, la baisse du caoutchouc survenait, si fatale après le « boom », qu'elle n'aurait dû causer aucune victime; la crise s'ouvrait par l'imprudence et les exagérations spéculatives des aviadores, et en essayant de les soutenir par une valorisation, les Gouvernements s'associaient à leur imprévoyance.

La valorisation du caoutchouc a eu tous les caractères d'une spéculation. Théoriquement, une valori-

sation, dans son aspect le plus légitime, vise à l'établissement de prix stables. Elle suppose une crise de surproduction et la puissance, pour le pays qui valorise, d'adapter dans l'avenir la production aux besoins. Elle veut éviter aux producteurs la ruine du moment, et aux consommateurs la hausse exagérée qui suivrait fatalement une baisse trop profonde. C'est sous ce jour que s'est présentée la valorisation du café : elle joignit à l'intervention sur le marché des mesures destinées à contenir et régulariser la production. A l'époque où elle se produit, la valorisation brésilienne du caoutchouc se trouve en face d'une production qui se développe hors de sa sphère d'action. Elle ne peut prétendre, et n'a pas prétendu adapter la production aux besoins; elle est acculée à cette nécessité de n'avoir que trois ans au plus pour écouler son stock, et il lui faut en aussi peu de temps récupérer ses frais et la dépréciation de la marchandise. Elle doit forcément viser à une hausse excessive des cours. Son succès n'aurait pu être qu'un étranglement spéculatif du marché poussé jusqu'au bout pendant qu'elle en était encore le maître.

Spéculative par son origine, spéculative par le caractère des mesures prises, la valorisation du caoutchouc ne pouvait que l'être encore par son but. Ce fût un corner officiel du caoutchouc.

LIVRE IV

PROJET DE VALORISATION DU CACAO

CHAPITRE UNIQUE

L'année 1911, qui avait débuté avec la valorisation du caoutchouc, vit également près d'aboutir, au Brésil, le projet de valoriser le cacao, un des principaux produits d'exportation du pays après le café et le caoutchouc. Il n'a pas été mis à exécution, mais il demeure intéressant à étudier, car son plan fut élaboré avec le plus grand soin et sa mise en œuvre, interrompue à regret, n'a pas été laissée sans idée de retour. Puis, c'est le seul exemple que nous connaissions, d'une valorisation concertée entre plusieurs États (1).

La valorisation du cacao devait grouper pour une intervention commune, en outre du Brésil, deux autres États producteurs, l'Équateur, et le Portugal

(1) La valorisation du café, telle qu'elle se présentait dans le *Convenio de Taubaté*, était bien une combinaison réunissant les signatures de trois États brésiliens, mais elle devait être endossée par le Gouvernement fédéral, et aurait trouvé en un pouvoir supérieur, ce dont les conventions internationales manquent le plus, garantie et sanction.

représentant ses colonies de San-Thomé et Principe. Les difficultés d'une entente qui, pour la domination du marché d'un produit de consommation générale, veut, aux conditions naturelles de la concurrence, substituer l'action combinée de plusieurs États, apparaissent autant d'ordre politique qu'économique. Elles se révèlent plus graves lorsqu'il s'agit d'un produit agricole, car la variabilité des récoltes change d'une année à l'autre la situation réciproque des États; et leurs intérêts varient dans des proportions telles que des stipulations préalables ne sauraient, semble-t-il, ni tout prévoir ni se plier à toutes les éventualités. Les conventions sucrières européennes et leur histoire laborieuse suffiraient à prouver que la rigidité des conventions internationales se prête mal à suivre le développement de productions agricoles. Encore ne s'agissait-il pour les États représentés à Bruxelles ni de déterminer un prix de vente, ni de manipuler les marchés, comme la valorisation du cacao, après celle du café, se le proposait.

Les promoteurs de l'entente ne se sont point dissimulé les difficultés de leur tâche et les résistances qu'ils rencontreraient. Pendant plus d'un an, leur projet a été sur le chantier et le plan définitif n'en fut adopté qu'après des conférences tenues successivement par les intéressés à Paris, Lisbonne, Rio et Guyaquil. Il n'eut pas le caractère spéculatif et partant éphémère que nous avons dû reconnaître à la

valorisation du caoutchouc. Ce devait être sur des bases soigneusement établies un *modus vivendi* durable.

La première manifestation de l'adhésion des États intéressés à l'idée d'une valorisation concertée fut une conférence tenue à Paris, le 19 juin 1911, au siège de la Légation de Portugal, et qui réunissait avec des représentants des planteurs, les Ministres à Paris du Portugal, du Brésil, et de l'Équateur. Une Commission de trois membres, un par pays, fut chargée d'élaborer les bases de l'accord, M. Jayme de Séguier, Consul général de Portugal à Paris, en fut le rapporteur.

Voici l'exposé des motifs, qui précise les circonstances qui ont donné naissance à la valorisation du cacao et le but qu'elle se proposait :

« Le marché international du cacao a été troublé par les manœuvres d'un groupe de spéculateurs, qui, faussant les lois économiques de l'offre et de la demande, ont causé une dépréciation de ce produit et une telle baisse des cours, que, si elle devait se maintenir pendant longtemps encore, elle entraînerait inévitablement la ruine des agriculteurs.

« Leurs manœuvres ont eu jusqu'ici plein succès, faute d'une entente entre les principaux centres de production. Les spéculateurs profitent habilement de cette désunion et font aboutir leurs manœuvres téméraires, qui pourraient se tourner en désastre complet.

si, quand s'approchent les dates de livraison des lots vendus à découvert, ils rencontraient de la part des producteurs une résistance vigoureuse à leurs exigences.

« L'action isolée d'un groupement, comme celui de Lisbonne, a déjà pu être efficace pour empêcher que nous ne voyons le cacao arriver à des cours encore plus bas que ceux existants, mais, elle est absolument insuffisante pour rendre le marché à son équilibre normal et reconquérir au produit les cours auxquels il a droit et qui correspondent à sa valeur réelle. Ce résultat ne pourra être obtenu que si une action combinée du Brésil, de l'Équateur et du Portugal, représentant presque les trois quarts de la production mondiale (1), oppose à la spéculation une barrière telle qu'elle désespère d'y faire brèche.

« Il faut dire bien haut que cet accord international ne vise pas à promouvoir une hausse inconsidérée de l'article, hausse qui ne manquerait pas de provoquer le retrait des fabricants et de développer une falsification comme celle qui s'observa en 1907-1908, mais seulement à établir les cours à un taux raisonnable, rémunérateur pour la production et l'industrie, sans être onéreuse pour le consommateur, afin de faciliter le développement de la consommation ».

Voici, en conséquence, quelles étaient les bases que

(1) En réalité 50 %.

le Convenio de Paris adoptait pour la valorisation :

Art. I. — Il sera constitué dans chacun des trois pays, Portugal, Brésil, Équateur, un groupement des intéressés au commerce du cacao, producteurs et commissionnaires.

.

Art. III. — Un Comité de 3 membres, composé des délégués des trois groupements, aura compétence pour :

1^o Désigner la ville d'Europe où exercer ses fonctions.

2^o Choisir le, ou les ports, où seront établis les dépôts des cacaos qui ne pourraient être vendus ou qu'il ne conviendrait pas de vendre immédiatement.

3^o Établir, après étude du marché, par périodes raisonnables, et en s'inspirant des circonstances, la valeur réelle minima de l'article, en gardant les proportions qui ont généralement existé et existent entre les cours des cacaos d'après leurs provenances; ils s'efforceront toujours de mettre d'accord les justes intérêts des planteurs avec ceux de l'industrie et de la consommation.

Art. IV. — Réserve faite des engagements contractés entre eux par les trois groupements et qui obligent tous ceux qui en font partie, chaque groupement national conservera son entière autonomie, et pourra vendre la marchandise lui appartenant comme, quand, où et à qui lui conviendra.

D'une manière générale, le but et le moyen de la valorisation du cacao, telle qu'elle est ainsi esquissée, apparaissent les mêmes que ceux de la valorisation du café : intervention pour élever les prix, soutenue par le retrait hors du marché des stocks jugés utiles ; mais les différences de détail sont nombreuses.

Le rôle de l'État, d'abord, est bien différent ; ici les États s'abstiennent d'intervenir directement sur le marché international ; leur rôle reste national ; il consistera, nous le verrons, à octroyer des privilèges, ou établir des impositions qui assurent, dans chaque pays, l'efficacité de la valorisation et son soutien financier. L'action extérieure, commerciale, spéculative, l'intervention sur les marchés consommateurs est laissée à un Comité de valorisation formé par les planteurs eux-mêmes. Cette réserve de l'État était d'ailleurs commandée, cette fois, par le caractère international de la valorisation. On n'imagine pas qu'une entreprise qui demande des décisions fréquentes et rapides puisse, dans son exécution quotidienne, dépendre de l'accord de trois gouvernements, pris entre la nécessité de sauvegarder l'entente et les intérêts à satisfaire de leurs nationaux respectifs, intérêts parfois divergents. Aucun gouvernement ne se serait soucié de cette tâche, aucune entreprise, si mal adaptée aux nécessités commerciales, n'aurait eu chance de réussite ou de durée.

La valorisation du café était une opération entre-

prise par l'État de Saint-Paul et gérée par lui à côté des producteurs et en dehors d'eux. Dans la valorisation du cacao, au contraire, l'État groupe les producteurs, les force à agir, et ce sont eux qui paraîtront. De ce point de vue, la valorisation du cacao ressemble à une coalition de producteurs, organisée et même imposée par l'État (1), et soutenue par lui. Remarquons d'ailleurs, que dans la pratique, l'influence de l'État sur les décisions du Comité de valorisation du cacao sera aussi grande qu'il le voudra; elle résulte du fait que son appui est indispensable à l'intérieur de chaque pays, et surtout de ce qu'il en sera le commanditaire dans deux d'entre eux.

Ainsi ce sont les producteurs, et non l'État, qui vont avoir la direction de la valorisation sur le marché international; et pourtant, ils vont intervenir sur le marché par le retrait et l'accaparement des stocks, comme l'État dans la valorisation du café, et non par les moyens habituels des ententes de producteurs. Celles-ci dictent leur volonté sur le marché par la restriction concertée des quantités offertes ou par un engagement de leurs membres de ne pas vendre au-dessous des prix syndicaux. Les promoteurs de la valorisation du cacao ont bien pensé à faire état d'un pareil engagement, mais la situation pécuniaire des producteurs de cacao, dans les divers pays, ne leur

(1) Voir plus loin, p. 232.

permettait pas de croire que cet engagement serait respecté. Ils en sont venus à admettre la nécessité, pour le syndicat de valorisation, de posséder les fonds nécessaires à acheter et prendre à son compte « les cacaos qui ne pourraient être vendus aux prix indiqués et, qu'il ne conviendrait pas de vendre immédiatement. » Ainsi, le comité de valorisation est nommé par les planteurs, mais son rôle se trouve être exactement copié sur le rôle de l'État dans la valorisation du café, il agira lui aussi sur le marché par la retenue de stocks, à côté des producteurs et en dehors d'eux (1).

Nous sommes bien en face d'une nouvelle valorisation, et du procédé caractéristique de la valorisation du café.

A quelle nécessité la valorisation du cacao prétendait-elle répondre?

Elle a pour but, si l'on en croit le préambule du protocole cité, de faire obstacle aux manœuvres de spéculateurs à la baisse, qui faussent d'une manière permanente, au détriment du producteur, les lois économiques de l'offre et de la demande.

Nous avons vu cette raison invoquée par toutes les valorisations, par celle du café qui trouvait dans la

(1) On ne peut même pas, en envisageant le rôle d'intermédiaire tendant à la hausse que le Comité de valorisation joue entre le planteur et l'acheteur, l'assimiler à un comptoir de vente, car il agit en dehors des planteurs sans obligation pour eux de lui vendre, sans obligation pour lui de leur acheter, et par les moyens propres de la valorisation : l'achat et la retenue des stocks.

surproduction brésilienne elle-même une cause bien plus exacte de la baisse des prix du café, par celle du caoutchouc qui fut une spéculation offensive, bien loin d'être un moyen de défense contre la spéculation.

Il semble qu'en se présentant comme des mesures de riposte à la spéculation, les valorisateurs voulussent justifier le caractère spéculatif des moyens qu'ils employaient. La justification n'était même pas plausible dans le cas du caoutchouc et du café. Examinons s'il en est autrement sur le marché du cacao.

Les trois pays signataires du Convenio avaient depuis dix ans (de 1901 à 1910), luttant pour la prééminence, développé, d'une manière prodigieuse leurs productions rivales

En 1910, les récoltes respectives de l'Équateur, des Colonies portugaises et du Brésil avaient atteint 36.305, 36.665 et 29.157 tonnes.

ANNÉE	PRODUCTION TOTALE de cacao en tonnes	PRIX DU SAN-THOMÉ
1901	196.300	80 »
1902	130.000	75 »
1903	126.500	73 »
1904	150.800	67 »
1905	144.000	67 »
1906	147.200	63 »
1907	149.900	115 »
1908	193.409	68 »
1909	205.800	67 »
1910	219.600	65 .
1911	244.500	

La production totale du monde était pendant cette période passée de 106.300 à 219.562 tonnes, tandis que les prix tombaient par degrés, et sauf une reprise très vive et passagère en 1907, de 85 à 65 francs la tonne pour le San-Thomé.

Victimes de cette dépression, les producteurs refusaient d'y voir l'effet d'une surproduction, d'un dépassement de la demande. La consommation, en effet, devançant toute espérance, avait suivi la production, et doublé comme elle en dix ans (1). Il faut reconnaître d'autre part, que le marché du cacao avait pris depuis quelques années une allure de plus en plus spéculative, et que les producteurs, dispersés et pour la plupart peu soutenus de capitaux, y pouvaient mal défendre leurs intérêts.

Peu de marchés offrent autant de prise à la spéculation que celui du cacao : il s'y prête par la variabilité très grande des récoltes. Ainsi la production de Bahia, au Brésil, passait de 29.000 tonnes en 1909, à 25.000 en 1910 et 32.000 en 1911. L'incertitude sur la récolte à venir, avec les nouvelles vraies ou fausses sur son estimation, facilite les mouvements spéculatifs et les sautes de prix.

Puis il n'existe pas pour le cacao, comme pour le café par exemple, un stock très important qui, par son inertie, sert ou devrait servir de régulateur contre

(1) La consommation est passée de 122.000 à 250.000 tonnes entre 1903 et 1912. Mais aurait-elle eu ce développement si les prix étaient restés ceux de 1901 ?

les fluctuations annuelles de la récolte. Ce stock ne peut exister : à la différence du café, le cacao se conserve mal ; on admet que dans les pays tropicaux, en Équateur et à Bahia, en particulier, il ne peut guère être emmagasiné plus de deux mois. Nul meilleur stimulant à une campagne de baisse, puisqu'un moment viendra toujours, si les baissiers savent tenir le marché assez longtemps, où la marchandise devra être vendue à tout prix.

Ce sont là des conditions dont la spéculation a largement profité : la spéculation sur le marché du cacao a un caractère particulier, elle est presque exclusivement l'œuvre de spécialistes et surtout des intermédiaires, car une denrée périssable ne se prête pas à la spéculation générale, comme le café ou le cuivre. Les intermédiaires intervenaient suivant la tactique que voici : ils vendaient à découvert l'article aux fabricants bien avant l'époque de la récolte, leur consentant de bas prix pour s'assurer des ordres. Quand la récolte apparaissait sur le marché, elle ne rencontrait plus d'acheteurs parmi les industriels qui se trouvaient déjà pourvus. Force était bien aux planteurs d'accepter les prix que leur imposaient les intermédiaires, sous peine de voir bientôt leur marchandise se détériorer, invendue, dans leurs magasins. Ainsi, en septembre 1911, se sont déjà effectuées des ventes sur la récolte 1912-1913. Les doléances des producteurs visaient particulièrement un groupe

d'intermédiaires de Hambourg peu nombreux, mais disposant de capitaux considérables.

Ainsi cette spéculation, œuvre des intermédiaires, tendait toujours à la baisse, tandis que la spéculation habituelle, ne recherchant que les écarts de cours, agit tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre.

L'œuvre de la spéculation sur le marché du cacao était certainement très nuisible aux producteurs, mais elle ne représente, somme toute, avec des conditions un peu plus favorables, que les manœuvres usuelles aux acheteurs dans toutes les branches du commerce, et on ne comprendrait pas qu'elle ait laissé l'offre sans défense et sans réaction, si l'examen des conditions financières de la production, déplorables dans les trois pays, ne venaient en donner la raison. Ce sont elles qui ont fait le jeu de la spéculation.

Au Brésil, les plantations de cacao, à l'inverse des fazendas de café, sont extrêmement morcelées, et les planteurs ont, pour la plupart, entrepris la culture du cacao, sans capitaux, pour sa facilité et le peu d'immobilisations qu'elle nécessite. Ils dépendent des récoltes à venir pour payer les dépenses engagées, et trouvent les avances nécessaires auprès des maisons d'exportation de Bahia (dont les plus importantes sont allemandes). Celles-ci n'ont pas de peine à se maintenir dans la position avantageuse de créanciers qui leur permet d'imposer leurs prix; car trop souvent, les

planteurs profitent des bénéfices de leur récolte, non pour rembourser leurs dettes, mais pour entreprendre de nouvelles plantations, quand ils ne les dépensent pas tout simplement, dans les années prospères.

D'une enquête faite en 1909 à Bahia, dans le municipio de Belmonte (1), à la suite d'un mouvement très vif d'opinion contre l'assujettissement des planteurs aux maisons d'exportation allemandes, il résultait que sur 384 propriétaires ayant leurs plantations inscrites au rôle des impositions municipales, 42 seulement figuraient à la statistique d'exportation. Les autres avaient leurs récoltes achetées par anticipation ou prises en garantie d'avances; c'était les plus petits propriétaires : sur 90.890 sacs exportés, 42.456, 47 %, étaient au moins des intermédiaires « aux mains de la spéculation baissière », dira le rapport (1). Il faut admettre que, faute de crédit et d'organisation commerciale, les planteurs n'offraient pas de résistance et laissaient aux intermédiaires le plus gros de leur profit.

Les conditions commerciales de la culture du cacao étaient tout aussi défavorables en Équateur. On en jugera par ce rapport de la Légation de France (2) : « Le crédit agricole, tel que nous l'entendons n'existe pas. La plupart des petits cultivateurs reçoivent des

(1) J. Cezimbra, *Congresso Cacaoeiro*, Bahia, 1911.

(2) *Moniteur officiel du Commerce*, 25.4.12.

avances de maisons d'exportation de Guyaquil, sans que les conditions dans lesquelles sont consenties ces avances puissent être qualifiées de crédit agricole. Les prix du cacao sont très variables, et leurs fluctuations ici, sans rapport avec celles de la cote sur les marchés d'Europe et des États-Unis. Elles ne sont pas plus en relation logique avec la quantité récoltée, une année de disette pouvant être par surcroît une année de prix faibles et inversement. Ces diverses anomalies sont la conséquence des procédés en usage à Guyaquil, où l'on n'a jamais pris la moindre initiative pour influencer les prix ou les maintenir par une entente collective. Les maisons d'exportation sont obligées par des contrats anticipés avec les planteurs, d'acheter ce qui arrive journellement sur la place, et dans le but de ne courir aucun risque, elles s'efforcent, généralement avec succès, d'obtenir à l'avance, et avant de fixer les prix de leurs contrats locaux, des offres fermes de l'étranger. C'est dans ce but que leurs agents en Europe, maintiennent auprès des fabricants et des consommateurs, une offre constante et journalière du cacao qui n'est pas encore récolté, pratique qui est en partie responsable de la baisse de prix constatée au cours de ces dernières années ».

En Équateur, comme au Brésil, le mécanisme commercial apparaît faussé au détriment des producteurs. Leur condition financière précaire les laisse sans défense contre les intermédiaires et la spécula-

tion à la baisse. Le remède logique à cet état de choses eût paru devoir être, non une valorisation par l'État, mais une réorganisation, ou pour mieux dire la création du crédit agricole, sous la forme coopérative notamment; mais c'est une œuvre qui exige quelque temps pour être instaurée, quelque délai avant de devenir efficace, et la production réclamait une aide immédiate. Les gouvernements, sans renoncer à remédier dans l'avenir aux causes mêmes du mal, vont demander à la valorisation d'en pallier dès maintenant l'effet. Contre les manœuvres des intéressés à la baisse, elle va dresser les producteurs intéressés à la hausse, elle va lutter sur le propre terrain des baissiers, avec leurs armes, par des manipulations de cours et de stocks. La valorisation n'est plus ici un moyen de remédier à un déséquilibre de l'offre et de la demande, comme dans la valorisation du café. Il y a cette fois équilibre réel. L'inégalité entre l'offre et la demande est une inégalité de capitaux; c'est un déséquilibre de force économique. La valorisation tend ici à rétablir les conditions normales du marché. La valorisation du cacao se pose en défenseur de l'ordre économique.

Les planteurs de Lisbonne, comme le rappelle le préambule du *Convenio*, avaient déjà, sur leur marché, fait un essai de coalition dont les résultats étaient instructifs.

A l'inverse de ce que nous avons vu en Équateur,

et surtout à Bahia, la production de San-Thomé et Principe est concentrée entre les mains d'un petit nombre de propriétaires. L'un d'eux (1) possède, à lui seul, le quart de l'île de San-Thomé, et ses propriétés, qui ne sont pas encore venues en plein rapport, ont donné jusqu'à 5.500.000 kilogs de cacao par an. De plus, les plantations sont à peu d'exception près, entre les mains des maisons de commerce de Lisbonne qui en font elles-mêmes l'exportation. Aussi, lorsque la chute des cours du San-Thomé qui, sous l'influence de la spéculation hambourgeoise passaient entre 1900 et 1906, de 85 à 80, 73, 67, 67 et enfin 63 francs par 50 kilogs, les convainquit de la nécessité d'organiser leur marché, arrivèrent-ils très vite à une entente. En 1907, fut fondé à Lisbonne, un Syndicat des producteurs de cacao portugais, représentant plus de la moitié de la production des îles « dans le but d'éviter entre eux la concurrence et de régulariser la vente de leurs productions respectives. » Son action ne fut sans doute pas étrangère au « boom » du cacao, qui en 1907, prenant avantage d'une récolte réduite, fit doubler les prix de toutes les provenances, et remonter le San-Thomé, à 115 francs, prix moyen de l'année. Mais ce mouvement tout spéculatif, fut passager et compromit l'œuvre du syndicat : le San-Thomé est retombé à 68 francs en 1908; et en 1910, les cours étaient aussi bas que

(1) Le comte de Valle Flor,

lors de la création du syndicat. En manière de représailles, les chocolatiers anglais, Cadbury à leur tête, prétextant que les plantations de San-Thomé étaient exploitées à l'aide de noirs traités en esclaves avaient décidé de boycotter le cacao des Portugais; restés en face des intermédiaires de Hambourg, les Portugais voyaient leur union rendue vaine par ce fait que les nombreux agents allemands à Bahia continuaient à y réussir leurs achats à bas prix.

L'expérience de San-Thomé montrait aux trois pays la nécessité de l'entente et y inclinait les Portugais autant et plus même que les producteurs brésiliens et équatoriens. Leur concurrence avait rendu les intermédiaires maîtres du marché, leur coalition devait rétablir l'équilibre en leur faveur.

Les gouvernements des trois pays trouvaient dans l'importance des intérêts en jeu des raisons d'agir. Ils en ressentaient les sollicitations dans leur politique intérieure et voyaient fléchir leurs recettes budgétaires. Dans l'État de Bahia, le cacao exporté acquitte un droit de 14 % de sa valeur, qui augmenté de certaines impositions et de taxes municipales, atteint 16 et 17 %. Ces 14 % prélevés sur le cacao représentent la moitié des revenus de l'État. Les planteurs faisaient ressortir la charge exorbitante qu'étaient pour leur exploitation de pareils prélèvements, qui paraîtraient lourds, même pour des industries extractives, et ayant con-

couru à la prospérité de l'État, ils réclamaient à leur tour son concours dans l'adversité. Les finances de l'Équateur étaient moins immédiatement lésées par la dépréciation du cacao. L'État y perçoit, non une taxe *ad valorem*, mais un droit fixe par quintal exporté. Néanmoins, le cacao y constitue annuellement de 60 à 80 % de la valeur totale de l'exportation, et la ruine ou la prospérité de toute la nation, fortunes privées et finances publiques, dépend de la prospérité de cette culture.

Sous la pression de ces intérêts, les gouvernements s'étaient décidés à agir. La Conférence de Paris scella leur accord et la forme de leur action. Puis, chaque État s'occupa à prendre, chez lui, les mesures qui devaient rendre efficace son adhésion. Le *Convenio* de Paris les laissait à l'appréciation de chaque gouvernement. Elles devaient consister essentiellement à faire l'union des producteurs pour constituer les groupements nationaux prévus au *Convenio*, puis à leur fournir les moyens financiers d'action.

En Équateur, deux mois à peine après la Conférence de Paris, en août 1911, un Congrès des planteurs était réuni à Guyaquil pour réaliser cette œuvre double (1). Un Syndicat des planteurs fut constitué

(1) La hâte des producteurs équatoriens de voir aboutir la valorisation était à cette date d'autant plus grande que la récolte en cours, ainsi que le signalait le rapport consulaire anglais pour 1910 « s'annonçait comme devant être une récolte record ». Fin avril 1911, l'avance sur les quatre premiers mois de 1909 était déjà de 70.000 quintaux. Et les prix tombaient plus bas que jamais.

et on résolut de mettre à sa disposition, le produit d'une surtaxe spéciale de valorisation, qui serait établie sur tout le cacao exporté. L'intervention de l'État permettait de solutionner ce problème de la contribution proportionnelle de chaque planteur à la défense de son produit, problème qui met souvent en échec les initiatives privées d'association. Ainsi, l'année précédente, en octobre 1910, une tentative avait été faite, en Équateur même, par quelques gros planteurs pour grouper les producteurs en un Comité de défense du cacao. Le capital indispensable à son action devait être fourni par une contribution annuelle de chaque planteur proportionnelle à son exportation. Mais, l'adhésion au Syndicat ne pouvait être qu'un acte volontaire, et ceux qui en seraient restés à l'écart auraient profité de son action sur le marché sans avoir contribué aux charges. Aussi, trouvant la situation avantageuse, les réfractaires furent-ils nombreux et par leur nombre firent échouer le projet. L'intervention de l'État réalisait, en astreignant légalement tous les intéressés aux charges de l'entreprise, l'unanimité que tous ou presque tous désiraient, mais que la peur de la défection du voisin aurait indéfiniment retardée. C'était maintenant, sous la forme d'une contribution légale, le syndicalisme obligatoire, la coalition imposée par la loi (1). La récolte moyenne étant de 700.000

(1) Ce n'est pas la première fois que l'on voit un État grouper obligatoirement ses producteurs en un syndicat monopoleur pour les

quintaux, et la surtaxe de 4 sucres par quintal (quintal espagnol de 46 kilos), le projet soumis au Parlement équatorien prévoyait pour la valorisation un revenu annuel de 700.000 sucres environ (1). « Avec cette somme mise à la disposition du groupement équatorien, et les sommes équivalentes dont disposeraient les syndicats portugais et brésiliens, le Comité international de valorisation était en mesure de commencer les opérations et d'établir les prix au-dessous desquels aucune exportation ne pourrait être faite. » Puis, le rapport prévoyait la résistance des baissiers, et, au cas où l'action des ressources susdites ne suffirait pas à les faire capituler, le retrait de stocks plus considérables, grâce « aux ressources que fourniraient les banques, soit sous forme d'emprunt, garanti par le droit spécial de valorisation, soit sous forme de warrants sur le cacao retiré de la circulation. » La Commission du Congrès équatorien adopta le projet, mais, sur ces entrefaites, survint le 10 octobre la clôture de la session et le vote de la loi fut remis à l'ouverture de la session prochaine.

Vers cette même date, un Congrès de planteurs s'occupait, au Brésil, de constituer en groupement national les producteurs de cacao infiniment plus nombreux et dispersés ici que partout ailleurs. Du 9

mettre à même de dicter les prix tant sur le marché intérieur qu'au dehors. L'Empire allemand l'a fait en 1910 pour les mines de potasse,

(1) Le sucre valait en 1911, 2 fr. 50 environ,

au 18 octobre 1911, le Congrès tint séance à Bahia, capitale de l'État de Bahia, centre de production de cacao brésilien et qui fournit les 5/6 de l'exportation du pays. Le gouvernement fédéral, le gouvernement de Bahia étaient représentés, ainsi que le syndicat portugais en la personne de M. J. de Séguier, consul à Paris, désigné à cet effet par son gouvernement. Les travaux préparatoires furent confiés à trois commissions qui étudièrent les questions de culture, de statistique et de commerce du cacao; puis, sur ces données, le Congrès réuni en séance plénière, traita la question de la valorisation. Après avoir adopté « les bases du Convenio International pour la valorisation et la stabilité des prix du cacao », le Congrès élut un Comité national ayant plein pouvoir pour s'entendre en son nom avec les pouvoirs exécutif et législatif de l'État, « afin d'en obtenir les privilèges jugés nécessaires pour la réalisation complète de la valorisation ». Le Comité était chargé également, de nommer un représentant brésilien au Comité international de trois membres prévu par le Convenio.

Puis, comprenant cette fois, qu'un des plus sûrs moyens de valoriser un produit est d'en améliorer la qualité, le Congrès fixait une série de mesures utiles à la bonne culture et à la préparation du cacao (1).

(1) Ainsi, il recommandait l'emploi de certaines machines, d'un sécheur, entre autres, aux planteurs qui se contentaient pour la plupart, de mettre leurs récoltes au soleil sur des nattes ou dans un tronc d'arbre creux, en les remuant de temps en temps (d'Anthouard). Il

La conservation durable du produit était d'ailleurs indispensable pour une entreprise de valorisation, qui suppose la mise en réserve de stocks importants. Jusque là 70 % de la production de Bahia était composée de cacaos de deuxième qualité, répondant à la désignation commerciale de « régular », et très susceptibles de se gâter par suite de son traitement imparfait après la récolte (1), et ce sont précisément ces cacaos qui, par la nécessité de leur livraison immédiate à la consommation, servent les desseins des baissiers et pèsent sur les cours.

Pour subvenir aux besoins financiers de la valorisation, il était question d'émettre un emprunt remboursable en 15 ans, dont l'administration serait confiée à la Banque de Crédit agricole de l'État de Bahia et au service duquel l'État de Bahia affecterait, non une surtaxe d'exportation, car le cacao était déjà beaucoup plus imposé ici qu'en Équateur, mais une part des droits d'exportation existants (2).

En octobre 1911, la réalisation du *Convenio* du 19 juin est déjà très avancée. Dans tous les pays, les groupements nationaux sont constitués, et les mesures financières et législatives arrêtées. Le plan de valorisation, à la suite des divers Congrès et conférences, se

réclamait aussi l'établissement de types commerciaux stables sur lesquels les transactions puissent se faire en toute sécurité.

(1) Rapport Séguier.

(2) *Nachrichten für Handel und Industrie*, numéro 138, 1911.

trouve alors précisé dans tous les détails de son exécution :

Le marché international du cacao sera contrôlé par un Comité de valorisation composé des délégués des groupements nationaux des trois pays producteurs. Ce comité siégera à Hambourg, centre le plus important du commerce du cacao, et, au dire des planteurs, point de départ de la pression baissière. Il fixera par périodes successives les prix au-dessous desquels la marchandise ne pourra être vendue. Quels prix? « Les cours actuels réalisent pleinement le desideratum des agriculteurs », disait M. de Séguier en septembre 1911.

Après les trois années de dépression qui suivirent 1907, les cours venaient de monter, tant à cause des menaces de valorisation, que par suite des perspectives médiocres de récolte à San-Thomé. Ils atteignaient 80 francs contre 67 et 66, prix moyens de 1909 et de 1910 (les cinquante kilogs de cacao Bahia).

Pour imposer ces prix aux acheteurs, l'offre sera raréfiée par la mise hors du marché de stocks aussi importants et pour aussi longtemps qu'il le faudra. L'une des principales objections faites au plan de valorisation portait précisément sur le défaut de conservation du cacao. Il y était ainsi pourvu : les stocks ne sont pas emmagasinés dans leur pays de provenance, sous le climat équatorial où deux ou trois mois suffisent à les détériorer, mais en Europe,

dans un entrepôt spécial. Lisbonne fut choisi comme siège de cet entrepôt, pour de multiples raisons : fréquemment déjà, du cacao entreposé à Lisbonne y avait été conservé pendant six mois et même un an sans en souffrir. A en croire les planteurs, il pourrait même, sous ce climat, se conserver jusqu'à trois ans. Le Portugal était d'autre part, un des participants de la valorisation et s'engageait « à mettre gratuitement à la disposition du Comité international les locaux nécessaires pour l'emmagasinement du cacao, durant tout le temps qu'il conviendrait de le tenir en dépôt, en attendant une occasion favorable de l'envoyer sur un marché consommateur » (lettre de M. de Séguier). Ainsi, les dépenses souvent énormes d'entrepôt et de transit qui pèsent sur de pareilles opérations seraient réduites au minimum, et l'entreprise serait assurée de ne pas subir sur ses stocks des mesures de représailles des états consommateurs, comme celles qui étaient exercées, à cette époque même, sur les stocks de café entreposés aux États-Unis.

Au début de 1911, la valorisation, dont le plan a été ainsi précisé, paraît sur le point d'entreprendre son action sur le marché (1). La chute va en être brusque.

(1) Le 24 novembre, on lit encore (journal *Le Brésil*) : « Le Comité de valorisation de Bahia, va envoyer incessamment son délégué en Europe, pour y former avec les délégués de l'Équateur et des Colonies portugaises, le Comité international du cacao » et, dans une dépêche de Guyaquil du 4 décembre (*Brésil*, 10 décembre) il était question de convoquer le Congrès en session extraordinaire en vue de voter immédiatement la loi qui finance le projet de valorisation du cacao.

En janvier 1912, la valorisation avait avorté : une correspondance commerciale de Lisbonne à la *Gazette de Francfort*, en date du 15 décembre 1911, nous donne les raisons de ce revirement.

« Un nouveau plan a surgi ici, qui a traversé la valorisation et qui mérite, pour plus d'un motif, toute l'attention de l'Allemagne. A la réunion des producteurs qui a eu lieu avant-hier au Centre commercial de Lisbonne, le délégué d'un Syndicat anglais est venu soumettre l'offre d'acheter, à un prix à fixer dès maintenant, le total des récoltes de San-Thomé et de Principe, pour une durée de trois à six ans... Le mandataire du Syndicat, (l'industriel James Gilman) étant connu comme un homme d'affaire très sérieux, il fut écouté avec faveur. Il faut tenir compte de ce que la récolte de cette année doit donner un total de 125 à 135.000 sacs, et que les prix, depuis la minovembre, sont tombés de 63 à 55 marks par 50 kilogs. La valorisation, si vite qu'elle intervienne, ne pourrait pas intervenir à temps pour influencer suffisamment les prix de cette récolte. Aussi, l'offre anglaise de conclure le marché à un prix de quelques 10 % supérieur aux cours actuels apparaît séduisante. On peut voir dans la manœuvre de ce syndicat un coup de brigandage spéculatif à la manière américaine, dont on comprend seulement la portée si l'on songe que la production de San-Thomé et Principe, constitue à peu près 30 % de la production mon-

diale (1). Tenant ces positions, le syndicat anglais pourrait dicter ses prix et faire des gains considérables aux dépens de l'industrie du cacao. L'industrie allemande subirait un dommage tout particulier, car elle est le plus grand acheteur du cacao portugais qui, depuis quelque temps, avait été boycotté en Angleterre, vu la situation des travailleurs des plantations. Mais, du moment qu'il y a un gain à faire, les sentiments d'humanité ont, paraît-il, une fin. En fait, le plan anglais va plus loin; derrière l'offre d'achat de la récolte, transparait le dessein de mettre les deux perles des colonies portugaises tout à fait sous l'influence anglaise. Les documents qui m'ont été communiqués (2) ne laissent aucun doute. Inutile d'insister sur l'importance de ce dessein qui entraînerait l'exclusion de l'Allemagne du marché de San-Thomé, et priverait l'industrie allemande d'un produit de bonne qualité et d'approvisionnement régulier. »

Les planteurs de cacao d'Équateur et de Bahia, apprenaient bientôt en effet, qu'en l'absence de leur récolte retenue en vue de la valorisation, la récolte

(1) La proportion indiquée est inexacte, appliquée à la production mondiale; la production portugaise représente 30 % en moyenne de la consommation européenne.

(2) Le Syndicat avait proposé d'acheter une partie des plantations elles-mêmes et de constituer une société Anglo-Portugaise d'exploitation. Le Gouvernement Portugais s'opposa à la vente de ces propriétés à des étrangers (*Brésil*, 31 décembre).

portugaise était mise sur le marché et trouvait preneur à bon prix (1).

En traitant avec les producteurs de San-Thomé, le syndicat anglais avait réussi à briser la valorisation. Quant aux Portugais, ils trouvaient, par la réouverture du marché anglais, une solution favorable à leur question du cacao, et se tenaient pour satisfaits de ce résultat de la valorisation (2).

Leur défection a suspendu en 1911 l'exécution du plan valorisateur, sans pour cela diminuer la foi des planteurs Sud-Américains et leur espoir de le réaliser un jour. Ils considèrent que cette défection a eu, dans les offres avantageuses des intermédiaires anglais, une cause toute passagère, tandis que l'intérêt des trois pays à une entente, étant dans la nature des choses, finira tôt ou tard par réaliser l'union des producteurs (3).

La valorisation du cacao était et reste condamnée à l'insuccès, si l'on en croit ses adversaires, d'ailleurs

(1) Rapport consulaire anglais, Bahia 1912, n° 4876.

(2) La défection des Portugais trouvait d'ailleurs le Comité Brésilien de valorisation en face d'une difficulté nouvelle d'ordre politique et financier. Des deux candidats à la Présidence de l'État de Bahia, avait été élu en janvier 1912, non M. Guimaraes, qui avait présidé le Congrès de Bahia, mais, M. Seabra qui, voué à un programme très onéreux de travaux publics pour la ville et le port de Bahia (qui rivalisera avec les plus beaux du monde), tenait à ménager par ailleurs le crédit de l'État.

(3) Une conférence internationale du cacao devait se réunir à Bahia en 1913 et reprendre le projet de valorisation. Elle n'a pas abouti.

intéressés : intermédiaires et industriels. Leur première objection visait le défaut de conservation du cacao. Nous avons vu comment les planteurs y avaient pourvu. Il resterait pourtant que cette denrée étant plus qu'une autre sujette à s'altérer, l'émission de warrants sur les stocks se présente comme une opération aventurée, et que la valorisation du cacao n'aurait pas, comme celle du café, toute facilité de renouveler ainsi ses ressources.

La deuxième objection faisait état d'une surproduction devenue chronique. L'*Economist* de Londres (septembre 1911) montrait que chaque année, l'excédent de la production sur la consommation vient augmenter les stocks existants :

ANNÉES	1908	1909	1910
Récolte mondiale	192.332	205.825	220.905
Consommation	165.139	194.834	200.772
Stock au 31 décembre	74.959	87.199	100.833

Mais il faut considérer que cette augmentation des stocks accompagne une augmentation parallèle de la consommation, de telle sorte qu'ils s'élèvent toujours, hier comme aujourd'hui, à peu près à la moitié de la consommation annuelle (45 % en 1908 et en 1909; 49% en 1910) et ne pèsent guère plus sur le marché (1).

(1) Si l'on suppose conservées les proportions actuelles entre productions, débouchés et stocks, il suffira qu'à une augmentation de

En outre, l'année 1912 vint contredire les pronostics de surproduction. La récolte fut en regard des besoins, en déficit de 20.000 tonnes; avec un total de 230.000 tonnes pour une consommation passée à 250.000; les stocks furent diminués d'autant, et les prix du « Bahia », sans valorisation, sont remontés à 83 francs au 31 décembre 1912, c'est-à-dire quelques points plus hauts que les cours visés par le *Convenio*. Ils sont encore bien au-dessus de 80 francs au début de 1914.

Mais d'après tout ce que l'on sait des nouvelles plantations faites et de l'augmentation des récoltes à attendre des plantations anciennes non parvenues en plein rapport, il semble bien que la production doive suivre une marche ascendante très rapide.

La culture du cacao, culture facile, s'étend chaque jour à de nouveaux pays; très encouragée dans les colonies allemandes, tout particulièrement au Cameroun, elle donne aujourd'hui son plus prodigieux exemple de développement dans la colonie anglaise de la Côte d'Or (1). De 2.000 tonnes en 1903, l'ex-

production de 100, correspond, une augmentation de consommation de 66,6, les stocks devant s'accroître de 33,3.

(1) Seule la production des colonies françaises ne connaît pas le progrès. Depuis 1892, leur cacao bénéficie en France d'une détaxe de 52 francs par 100 kilogs. Malgré cette prime à peu près égale aux deux cinquièmes de la valeur de la marchandise, la production coloniale française est depuis 1892 restée entre 1.500 et 2.000 tonnes, tandis que la consommation de la métropole, passait à 27.000 tonnes. La loi du 5 août 1913 a établi, pour les cacaos coloniaux, la détaxe complète.

portation du cacao y est passée à 12.855 tonnes en 1908, 23.300 en 1910, 40.642 en 1911, venant en tête de la statistique avec l'Équateur. Ce développement était resté absolument imprévu et les évaluations d'avenir faites au début de 1911 à l'époque de la valorisation n'en tenaient pas compte. Il est dû à un fait très curieux et presque unique parmi les cultures coloniales : la diffusion chez les indigènes de la Gold Coast d'une culture considérée partout comme l'apanage des colons. C'est le noir qui l'a introduite ici, et tout son essor est le résultat de son initiative et de ses aptitudes agricoles (1). Elle s'étend chaque année plus loin dans les immenses forêts de la colonie et, devenue ici culture indigène, ne connaît pas le problème de la main-d'œuvre (2).

L'étude du marché du cacao, après celui du caoutchouc, nous offre l'exemple d'essor prodigieux de production, bouleversant en quelques années les situations acquises et faisant passer au second plan des pays dont la primauté paraissait la plus incontestée. La valorisation du cacao devrait vraisemblablement faire face à une progression très vive de la production. Quelle que soit la vulgarisation de l'usage du cacao et le développement des industries qui l'emploient (3), il est à craindre que la consommation ne puisse suivre

(1) Yves Henri, *Bulletin de la Société de Géographie commerciale*, avril 1912.

(2) En 1912, la Côte-d'Or a produit 43.600 tonnes.

(2) L'industrie du beurre de cacao, en particulier.

longtemps encore du même pas la production. L'adaptation se fera naturellement par une chute progressive des prix. Une valorisation, en s'opposant artificiellement à la baisse, en la retardant, ne pourrait que l'aggraver, amener une crise plus brusque et plus profonde. Elle ne fait rien, en effet, pour empêcher la surproduction. La valorisation du café avait pris des mesures en vue de limiter les plantations. La valorisation du cacao n'en prévoyait aucune. Elle ne le pouvait pas. Sur le marché du café, le Brésil, grâce à sa production qui atteint 80 % de la production du monde, et à des aptitudes exceptionnelles, ne craignait aucune concurrence. Sur le marché du cacao, le consortium valorisateur représentait 45 % de la production générale, et l'État le plus favorisé 17 % seulement. Dans ces conditions, limiter la production chez lui, eut été pour le Consortium et pour chaque État, laisser bénévolement le champ libre à l'essor de pays concurrents tout aussi doués pour cette culture. La valorisation agira en raréfiant l'offre sur le marché, mais elle ne raréfie pas la production. On peut même dire, lorsqu'il s'agit d'une culture aussi facile que celle du cacao, que par l'appât de prix rémunérateurs, elle tend à la développer, elle engendre la surproduction. C'est là l'objection la plus sérieuse qu'on peut lui opposer (1).

(1) Remarquons en outre, que dans cette production croissante de pays plus nombreux chaque année, la part que contrôlent les États

En dehors des difficultés communes à toutes les valorisations, la valorisation du cacao portait en elle-même, par le fait qu'elle est une valorisation internationale, englobant des denrées issues de différents pays, une difficulté de fonctionnement très grave. L'article 3 § 3 du Convenio spécifiait que le Comité international de Hambourg aurait à fixer les prix après examen du marché, par périodes raisonnables, et « en gardant les proportions qui ont généralement existé et existent, entre les cours du cacao d'après leurs provenances. » Cette nécessité, de discriminer les prix de diverses provenances d'un produit, se présentera dans toute valorisation internationale de denrées agricoles, par le fait que les sols, les climats et les espèces diverses, engendrent des produits pourvus de qualités différentes, comme nous avons vu différer le para et le caoutchouc malais, répondant chacun à des besoins ou à des goûts particuliers, et ayant par suite, sur un marché libre, des variations de cours, tantôt parallèles, tantôt indépendantes. Mais, ce que fait la balance de l'offre et la demande, qui, à chaque instant, détermine la faveur dont jouit chaque provenance et la mesure, une évaluation artificielle, établie pour une certaine période, ne saurait y réussir. A un écart donné, elle favorisera toujours l'écoule-

valorisateurs et qui mesure leur influence sur le marché, va diminuant proportionnellement : elle est descendue de 46 % à la veille du projet, à 40,5 % en 1911.

ment d'une provenance aux dépens des autres. Sur un marché libre, la demande détermine les prix ; si les écarts de prix sont artificiellement fixés, ce seront les prix qui détermineront la demande, et la faveur d'une provenance au détriment des autres.

Ainsi, en mars 1911, le Guyaquil cotait 7 francs de prime sur le Bahia, avec 70 et 63 francs. En mars 1912, la cote n'indique plus qu'un franc de prime. Si la valorisation avait été en œuvre, et si l'écart de prix était resté fixé à 7 francs par le Comité de Hambourg, l'écoulement du Guyaquil ainsi surévalué eut été compromis, et les Équatoriens auraient pu se croire dupes. Une année plus tard, en mars 1913, la prime du Guyaquil est remontée à 5 francs. Cotée avec un franc d'écart seulement, la préférence des acheteurs qui sur le marché libre, s'exprime par cette majoration de 5 francs, se serait exprimée par l'enlèvement du Guyaquil au détriment du Bahia.

Cette discrimination oppose et aurait opposé continuellement les intérêts des divers pays valorisateurs. Cessant là d'être associés, ils deviennent antagonistes, et cet antagonisme de détail, ce frottement d'intérêts à chaque nouvelle fixation de prix, avec les mécontentements inévitables, était de nature à amener tôt ou tard, l'usure de l'entente.

Pour éviter cet écueil (1) il avait été proposé, et au

(1) Des cartels internationaux ont employé, pour éviter tout frottement d'intérêts, le procédé de la délimitation de leurs marchés respec-

Congrès de Bahia, producteurs portugais et bahianais, étaient tombés d'accord, de fixer seulement un prix de base de l'article, et de laisser aux transactions libres du marché le soin de déterminer les primes des provenances privilégiées au-dessus de ce prix, ainsi que font certains cartels industriels.

Mais cette solution mit en péril la conclusion même de l'accord. Au Brésil, M. Passos Miranda, député du Para, refusait d'adhérer à la valorisation ainsi établie, parce que le cacao de la vallée de l'Amazone qui est de qualité supérieure serait sacrifié et cette provenance confondue avec les autres. Les planteurs d'Équateur avaient la même crainte d'être lésés. On peut croire en effet, que la fixation d'un prix minimum déjà élevé aurait pour résultat de niveler les prix des diverses provenances au détriment des meilleures, surtout si l'on note la tendance générale sur les marchés des diverses denrées coloniales, à la dépréciation des qualités supérieures (1). La consommation des produits coloniaux se développe parce qu'elle devient plus populaire. L'augmentation de la consommation porte presque uniquement sur les sortes ordinaires, tandis que l'accroissement de la production continue à se faire, à la fois, sur les sortes fines

tifs, mais pour un produit colonial, les différentes provenances, qui sont en même temps les différentes qualités, doivent forcément se côtoyer sur chaque marché et entrer en concurrence.

(1) Yves Henri, *loc. cit.*

et courantes. Il en est résulté pour le cacao, un avilissement très marqué depuis dix ans des meilleures provenances (1). Le « Trinidad » passait entre 1901 et 1911, de 85 à 75 francs; le « San-Thomé » de 80 à 70 francs; le « Côte d'Or » de 67 à 65 francs.

Ici encore, c'est la revanche de la liberté économique : devant cette nécessité de procéder à une sorte de ventilation d'un produit valorisé de diverses provenances, l'artificialisme économique est mis en échec.

Tenons-le pour heureux; car d'une part, il est beaucoup de produits pour lesquels deux ou trois pays réunis possèdent un monopole de fait, et d'autre part l'étude de la valorisation du café nous a montré que les valorisateurs oublient vite, avec le succès, leurs promesses de stabilisation des cours et d'harmonie des intérêts. Ils tendent alors à une spéculation en sens inverse de celle dont ils se plaignaient; le consommateur est rançonné jusqu'à ce qu'une crise vienne dénouer l'entrave mise au libre jeu des lois économiques (2).

(1) Dûe pour partie également à l'amélioration des espèces inférieures.

(2) Notons qu'une grande part, dans la hausse actuelle du cacao, revient à la tentative de valorisation de 1911, qui a réalisé une plus grande cohésion des producteurs, au moins à l'intérieur de chaque pays, et a commencé de les libérer du joug des intermédiaires.

APPENDICE

LA VALORISATION MEXICAINE DU HENNEQUEM

Le hennequem, ou sisal, est l'une des fibres textiles les plus employées et une des richesses du Mexique, venant dans les exportations du pays immédiatement après les métaux précieux, or et argent, et y contribuant en moyenne pour une valeur de 75 millions de francs (1).

Nous empruntons à un rapport consulaire français du 14 novembre 1912, les renseignements suivants sur la valorisation du hennequem, qui date de 1910 :

« La valeur du hennequem est aujourd'hui de 2 piastres 52 par balle (2). Cette valeur est le résultat d'une mesure gouvernementale, prise pour couper court aux fluctuations constantes, dues à des manœuvres de spéculateurs. Pour obvier à ces fluctuations, le gouvernement mexicain a procédé à une valorisation du hennequem par l'établissement d'un impôt de 1 centavo $1/2$ (2 centimes $1/4$) par kilog. de fibre,

(1) *Annales du Commerce extérieur*, année 1912, fascicule 11-12, p. 253.

(2) La piastre : 2 fr. 57, en 1910; balles de 11 kilog. 500.

le produit de cet impôt étant consacré à la constitution d'un « fonds de défense » du hennequem. Il est facile, grâce à ce fonds, de fixer chaque année, après accord avec les marchés consommateurs, le prix normal de vente des produits.

« En effet, en cas de manœuvre des baissiers, le fonds de défense sert à retirer du marché assez de hennequem pour relever les cours; et la commission gouvernementale conserve en entrepôt cette quantité pour la remettre sur le marché lorsque les cours sont redevenus normaux.

« Le résultat de cette mesure a été de faire passer le prix de la balle de hennequem, rendue au port d'embarquement de Progresso de 1 piastre 50 en 1910 à 2 piastres 52 en 1911. »

La valorisation mexicaine est copiée sur les valorisations brésiliennes : intervention de l'État sur le marché, pour élever les prix; retrait de stocks; affectation aux dépenses de la valorisation du produit d'une surtaxe spéciale.

Elle n'est plus ici un remède à une crise de surproduction, comme la valorisation du café. Elle se donne pour but, comme la valorisation du cacao, de défendre des producteurs nationaux contre la spéculation étrangère. Les producteurs mexicains du hennequem se trouvaient en effet dans la dépendance complète des industriels des États-Unis qui, en 1910 et 1911, sur 123 millions de kilos de fibres exportés, leur en ache-

tèrent 115 millions. Sans concurrents sur le marché, les industriels américains imposaient leurs prix, et en étaient venus à payer au Mexique des prix notablement inférieurs à ceux qu'ils payaient (à valeur de fibre égale) pour le hennequem de Manille ou de Java.

Les résultats de la valorisation mexicaine ont été très heureux jusqu'ici (1). Elle a maintenu les prix élevés, malgré une production rapidement croissante, passant au Mexique de 561.000 balles en 1910 (2)

à 680.900	—	1911
et 814.600	—	1912 (3).

(1) La valorisation mexicaine a d'ailleurs profité en 1912 d'un concours de circonstances favorables : augmentation de la demande aux États-Unis et au Canada, par suite d'une récolte très abondante de céréales — le hennequem sert à fabriquer les cordes « Binder-Twine » avec lesquelles sont liées les gerbes de blé, maïs, etc... — et typhons qui ont ravagé les cultures concurrentes de hennequem à Manille.

(2) *Diplomatic and consular reports*, N° 5075, mai 1913.

(3) Nous n'avons pas de renseignements complets sur la valorisation en 1913. La récolte s'annonçait au début de l'année comme devant dépasser celle de 1912. Le seul mois de janvier, l'exportation par le port de Progreso avait été de 60.000 balles au lieu de 37.000 en 1912. Mais la révolution est venue jeter le trouble dans la production. Pour les huit premiers mois de 1913, l'exportation de Progreso a été de 518.000 balles contre 547.000 l'année précédente (Statistiques mensuelles publiées par *L'Information*).

CONCLUSION

Si nous laissons de côté la valorisation du caoutchouc, qui a eu pour but de soutenir une spéculation malheureuse des producteurs d'Amazonie, nous distinguons, sous la similitude des moyens employés par les diverses valorisations, deux genres d'opérations, répondant à des fins différentes.

La valorisation du café fait face à une crise de surproduction ; elle retire du marché l'excédent qui pèse sur les cours ; elle veut relever les prix au taux qui prévaudrait si l'excédent dont elle se charge n'existait pas. Les prix qu'elle vise sont artificiels, comme est artificiel l'équilibre qu'elle établit sur le marché.

Au contraire, la valorisation du cacao, comme celle du hennequen, n'a pas à faire face à une crise de surproduction ; si elle retire de la circulation une certaine quantité de marchandises, ce n'est pas pour conquérir des cours correspondant au stock mondial ainsi diminué, elle veut obtenir les prix correspondant normalement aux quantités existantes, mais qui ne

sont pas atteints, parce qu'il existe entre vendeurs et acheteurs une inégalité quelconque de force économique.

Il y a, dans le premier cas, inégalité quantitative de l'offre et de la demande, surproduction; et dans le second, inégalité de puissance économique entre une offre et une demande qui sont en équilibre quantitatif.

Le retrait de stocks, caractère commun de toutes les valorisations, est, d'un côté, le moyen même de réaliser un équilibre factice, commandant des prix artificiels. De l'autre, ce n'est qu'un procédé de pression pour obtenir les prix auxquels le producteur, dans l'état d'équilibre du marché, peut normalement prétendre.

Il résulte de cette différence, que la valorisation, remède à la surproduction, qui veut établir des prix artificiels, devra amasser des stocks considérables pour renverser l'ordre naturel — tandis que les valorisations qui visent à redresser une inégalité de force économique n'exigent pas, à beaucoup près, la constitution de stocks aussi importants, car elles vont dans le sens même des lois économiques.

La menace de la valorisation du cacao a suffi pour rouvrir aux Portugais le marché anglais qu'un abus de force leur avait fermé.

La valorisation du hennequem a valu aux Mexicains de trouver pour leur produit les prix qui étaient

payés aux autres producteurs, et dont les privait la coalition des Américains tout puissants, puisqu'ils étaient les seuls acheteurs de 90 % de la production mexicaine.

Sous cette forme, l'intervention défensive de l'État a pu être bienfaisante dans un pays neuf, où les producteurs, sans cohésion et sans capitaux, étaient à la merci d'acheteurs étrangers trop puissants. Ce que les producteurs auraient dû faire individuellement : retenir leurs produits par devers eux, quand les cours ne sont pas rémunérateurs, pour les remettre plus tard sur le marché avec de meilleurs prix, — cette politique normale des vendeurs que le manque de capitaux leur interdit, l'État va la réaliser à leur place et pour eux tous (1).

Mais sous cet aspect régulateur même, il semble que l'intervention de l'État ne doive être que transitoire et cesser dès que les producteurs auront acquis les organismes d'association et de crédit nécessaires à défendre eux-mêmes leurs intérêts. Il semble dangereux, pour l'État, d'assurer d'une manière permanente le rôle de régulateur des stocks et des prix, qui l'obligerait, en encourageant l'imprévoyance des

(1) Les producteurs qui réclament l'intervention valorisatrice de l'État doivent logiquement admettre en retour le droit pour l'État de régler la production. (La valorisation du hennequem ne prévoit pas, non plus que le projet de valorisation du cacao, une réglementation de la production). Et l'on aboutit ainsi au socialisme d'État.

producteurs à opérer une valorisation de surproduction, avec ses aléas exorbitants (1).

Tous les risques qui résultent du principe spéculatif des valorisations apparaissent en pleine lumière avec les valorisations qui servent de remède à une surproduction. Les stocks qu'il faut ici retirer du marché sont énormes, énorme le capital engagé; et l'acheteur d'aujourd'hui est un vendeur forcé de demain : il devra remettre tôt ou tard sur le marché ce qu'il en a retiré, sans ravalier les cours, et il lui faudra en outre récupérer les frais d'intérêt du capi-

(1) Il est intéressant de rapprocher de ces valorisations régularisatrices un projet russe de fixation des prix du blé, par l'institution d'un monopole d'exportation, qui a été déposé en avril 1912 à la Douma par un groupe de 82 députés.

« Le manque d'élévateurs et l'absence du crédit à bon marché amènent les producteurs à jeter le blé sur les marchés sans aucun discernement de l'opportunité du moment. Une récolte abondante entraîne souvent la ruine de la classe agraire et, par contre, une mauvaise récolte empêche, par l'insuffisance du blé destiné à la consommation intérieure, de tirer profit des prix élevés. Pour donner au commerce de blé son indépendance et sa suprématie, le projet de loi propose de conférer au gouvernement le monopole de l'exportation. Chaque producteur disposerait du droit de verser dans les élévateurs de l'État une quantité de blé proportionnelle à la surface ensemencée. Les prix sur le blé destiné à l'exportation devraient être déterminés par voie législative, procédé en mesure de permettre l'agglomération des réserves pour parer aux conséquences des mauvaises récoltes et aux risques d'une guerre prolongée. Les dépenses provoquées par une organisation aussi considérable auraient exigé une émission de bons, garantis par les réserves de blé emmagasinées par l'État et amorties au fur et à mesure de l'exportation des blés. ») *L'Information*, 10.3.1914).

On remarquera qu'il ne s'agit pas seulement d'une « politique amonaire » ou d'une fixation des prix à l'intérieur du pays, mais aussi d'une défense du producteur de blé russe vis-à-vis des acheteurs étrangers, et d'une régularisation de l'exportation.

tal et de conservation des stocks, charges très lourdes, si nous en jugeons par la valorisation du café, et d'autant plus accablantes que la liquidation aura dû être plus longtemps différée. Une telle spéculation semble vouée à la faillite. Elle présente ce paradoxe d'un accaparement qui choisirait, pour intervenir sur le marché, le moment même où celui-ci succombe à la surabondance de l'offre.

Le succès de la valorisation du café attire tous les regards, mais il a été dû à une situation exceptionnelle du Brésil dans cette production. La culture du café, au moment du protocole de Taubaté, était, comme elle est encore, admirablement organisée à Saint-Paul, et tendait naturellement à éliminer la production des autres pays. Toutes les statistiques et les enquêtes les plus sûres donnaient à l'État de Saint-Paul, l'assurance qu'il était en son pouvoir d'enrayer dans l'avenir la surabondance du produit dans le monde. Et pourtant, malgré toutes les garanties du passé, Saint-Paul vit au cours de la valorisation, se dresser un pays concurrent, Java, dont la production était plus économique et plus rémunératrice que la sienne. Il fut heureux pour Saint-Paul que les circonstances aient cessé aussi vite de favoriser son nouveau rival (1).

(1) Rappelons aussi qu'au dire des experts les conditions climatiques au Brésil ont été, dans l'ensemble depuis 1907, moins bonnes que dans la moyenne, favorisant ainsi la valorisation et l'écoulement des stocks accumulés.

Le danger de la valorisation est là : elle suppose, pour réussir, un monopole de fait — et les monopoles naturels sont rares dans la production agricole, et les progrès de l'agriculture tendent chaque jour à les rendre plus précaires. Nous avons vu, dans le cas du caoutchouc et du cacao, l'entrée en ligne de pays producteurs nouveaux bouleverser en quelques années les suprématies qui paraissaient les mieux établies. Une valorisation, comme celle du café, est une spéculation sur une situation acquise, elle suppose un immobilisme économique qui est rarement dans les faits.

Circonstance exceptionnelle aussi, le café est de tous les produits agricoles celui qui par sa parfaite conservation se prête le mieux à une valorisation. S'il fallait ajouter des frais de dépréciation des stocks, à toutes les charges normales d'une valorisation, il semble que l'équilibre financier d'une telle entreprise apparaîtrait comme impossible (1).

Les produits du sous-sol, par leur conservation et les monopoles naturels qui existent souvent pour eux, se prêteraient mieux que les produits agricoles à un accaparement à longue échéance; mais leur production, étant l'œuvre de l'industrie humaine seule, est immédiatement sensible à l'action rédu-

(1) La Banque du Brésil a subi des pertes considérables, de 75 % de leur valeur, sur une partie avariée des stocks de caoutchouc qu'elle a liquidés. (*Relatorio do Banco do Brazil*, 1913)

trice d'une baisse des cours, ou à des mesures de limitation de l'État. Des stocks ne peuvent s'accumuler au point de rendre nécessaire le recours à une valorisation.

Les crises agricoles, et plus précisément les crises de cultures pérennales, sont autrement graves et difficiles à maîtriser. C'est que les récoltes vont s'accroissant naturellement, bien après qu'il y a surproduction déclarée, montent inlassablement comme la sève dans l'arbre, et accumulent sur le marché des stocks pour lesquels il n'est plus d'acheteur, hors l'État-Providence.

La crise avait été encore redoublée, au Brésil, dans la culture du café, par le fait que cette culture était restée rémunératrice, grâce à la prime de l'or, bien après qu'elle ne répondait plus aux besoins; la surproduction même avait été rémunératrice. Les lois économiques n'avaient pu faire sentir leur action réductrice sur cette activité qui se développait sous la protection du change. Mais aussi, quand la barrière du change disparut, la réaction des lois naturelles menaçait de tout emporter. Il n'était plus dans le « laisser-faire » de remèdes spontanés à une situation dont l'origine était aussi artificielle. La spéculation libre serait restée impuissante à empêcher l'effondrement des cours. Si « le bienfait de la spéculation est de retirer une marchandise de la circulation lorsqu'elle est trop abondante, pour l'y reverser lors-

qu'elle devient rare», (1) la valorisation a joué son rôle, au moment où la spéculation n'était plus en état de le faire. La valorisation du café a sauvé d'une ruine certaine la culture du café à Saint-Paul, les planteurs et l'État. Il faut admirer l'énergie et l'esprit de décision des hommes d'état paulistes qui l'ont entreprise et ont su la mener à bien, malgré toutes les oppositions. Mais son succès garde le caractère d'une réussite exceptionnelle.

(1) J.-B. Say.

VU : *Le Président de la Thèse,*
HITIER.

VU : *Le Doyen,*
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur,
ISTRIA.

BIBLIOGRAPHIE

- E. DE WILDEMAN... *Plantes tropicales de grande culture*
Bruxelles, 1908.
- P. DENIS *Le Brésil au XX^e siècle*, Paris, 1911.
- D'ANTHOUARD *Le Progrès brésilien*, Paris, 1911.
- Centre industriel du Brésil : *Le Brésil, ses richesses naturelles, ses industries*, Paris, 1909.
- AUG. RAMOS *A industria cafeeira na America Hespanhola*, Relatorio do Secretario da Agricultura Sao Paulo, 1906.
- F. FERREIRA RAMOS, commissaire général de l'État de Sao Paulo. *La valorisation du café*, Anvers, 1907.
- A. LALIERE *Le café dans l'État de Saint-Paul*, Paris, 1909.
- CIPRIANI *La valorisation du café*, Paris, 1910.
- A. MENDES *Extraccao da Borracha no valle do Amazonas*, Para, 1910.
- Messages des Gouverneurs du Para et de l'Amazone, Jornal do Para*, 1911.
- Relatorio do Banco do Brasil*, Rio, années 1911, 1912, 1913
- Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France (Suppléments au *Moniteur officiel du Commerce*), Paris, 1907 à 1913.
- Deutsches Handelsarchiv, Zweiter Teil : Handels berichte*, 1907-1912.
- Diplomatic and consular reports, Brazil*, London, 1907-1912.

Statistiques de la production et de la consommation du café, de 1900 à 1912, d'après les documents officiels de chaque pays. Rapport communiqué par le Commissariat de l'État de Saint-Paul à Paris.

Brazilian Yearbook.

PÉRIODIQUES

Journal des Économistes, 15 avril 1912 : Discussion de la société d'économie politique « Les valorisations brésiliennes ».

Revue économique internationale, 15 février 1912. Le caoutchouc.

Économiste Européen, 21 Août 1908 : Ed. Théry. La valorisation du café.

Économiste Français. 1^{er} Août 1908 : P. Leroy-Beaulieu. Le Brésil et la valorisation du café.

Boletim do Ministerio da Agricultura, 1^{re} année, Rio, 1912.
Nachrichten für Handel und Industrie, Berlin, 1911.

Economist, Londres, 1911.

Le Brésil, Paris, 1906 à 1914.

Bulletin de correspondance, Le Havre, 1906 à 1914.

Le Café, Statistiques, Le Havre, 1906 à 1914.

India Rubber Journal, Liverpool, 1911.

Revue *Le Caoutchouc et la Guêta-Percha*, Paris, 1911.

Brazilian review, Rio, 1907 à 1911.

Bulletin du bureau officiel de renseignements du Brésil, Genève, 1912 à 1914.

Bulletin de la Chambre de commerce française de Rio, Rio, 1907 à 1914.

Retrospecto Commercial do Jornal do Commercio, Rio, années 1906 à 1912.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
LIVRE I. — Les conditions de la production brésilienne. Le change. Chapitre unique.....	10
LIVRE II. — La valorisation du café.	
TITRE I. — <i>Chapitre I.</i> — Origines	36
<i>Chapitre II.</i> — Exécution de la valorisation	46
<i>Chapitre III.</i> — Influence de la valorisation sur le marché	63
TITRE II. — Les résultats de la valorisation du café.	
<i>Chapitre IV.</i> — L'adaptation de la production à la consommation	83
<i>Chapitre V.</i> — Le bilan de la valorisation pour le planteur.....	116
<i>Chapitre VI.</i> — Le bilan de l'État de Saint-Paul	133
<i>Chapitre VII.</i> — Le bilan du consommateur. Réactions des pays consommateurs contre la valorisation	145
LIVRE III. — La valorisation du caoutchouc. Chapitre unique	170
LIVRE IV. — Projet de valorisation du cacao. Chapitre unique.....	214

	Pages
APPENDICE. -- La valorisation mexicaine du hennequem	249
CONCLUSION	253
BIBLIOGRAPHIE	261

PITHIVIERS. — IMP. DOMANGE ET C^{ie}. — 7514
